# PROCHE ET MOYEN-ORIENT

# Les Kurdes, une nouvelle fois "lâchés" par leurs alliés

Les Kurdes, fers de lance des Occidentaux dans la lutte antijihadiste, se voient une nouvelle fois "lâchés" par leurs alliés avec la perspective d'un retrait américain de Syrie, une constante pour ce peuple.

Sur le terrain, le ressenti est sans appel après l'annonce surprise par le président Donald Trump d'un retrait des 2.000 soldats américains stationnées dans le nord-est de la Syrie, aux côtés des Kurdes.

"Jusqu'à ce jour, les Kurdes ont toujours été trahis. Tous ceux qui ont coopéré avec nous ont fini par nous trahir", résumait Hamreen Salah, Kurde syrienne, lors d'une manifestation jeudi à Ras al-Ain, à la frontière turque.

En première ligne face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI), la milice kurde des YPG risque de se retrouver sans soutien militaire au moment même où le président turc Recep Tayyip Erdogan menace de l'attaquer. Alliée des Etats-Unis face à l'EI, elle est aussi l'ennemi juré de la Turquie, qui l'accuse d'être liée à la rébellion kurde du PKK (terroriste) sur le sol turc.

En janvier, l'armée turque --aidée par des supplétifs rebelles syriens-- a déjà lancé une offensive terrestre et aérienne meurtrière contre les YPG dans la région d'Afrine, dont elle a pris le contrôle deux mois plus tard.

"Ce n'est pas la première fois que les Américains lâchent les Kurdes", relève Didier Billion, spécialiste de la Turquie à l'Institut de Relations internationales et stratégiques (Iris) à Paris.

Revendiquant la création d'un Kurdistan unifié, les Kurdes sont perçus comme une menace envers l'intégrité territoriale des pays où ils sont installés dès qu'ils gagnent en autonomie.

"Régulièrement, les soutiens matériels, logistiques, militaires se sont évaporés quand les puissances voyaient que les pouvoirs centraux reprenaient les choses en main", rappelle Didier Billion. Selon lui, seuls les Israéliens pourraient souhaiter un Etat kurde unifié "parce que cela affaiblirait tous les régimes qui ne leur sont pas favorables".

En Syrie, après avoir souffert de décennies de marginalisation et d'oppression, les Kurdes ont instauré une autonomie de facto dans le nord du pays depuis 2011 en profitant du chaos généré par la guerre.

Au moment où la bataille contre l'EI touche à sa fin, Donald Trump a finalement décidé de retirer des troupes censées aussi assurer la sécurité et la stabilité des zones kurdes face à la menace turque comme face au régime de Damas et ses alliés russe et iranien.

# Source : AFP

# Erdogan reporte l'offensive turque contre les Kurdes en Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé vendredi le report de l'offensive de son armée contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

La semaine dernière, il avait annoncé une prochaine opération militaire contre les combattants kurdes à l'est de l'Euphrate, dans le nord-est de la Syrie.

Mais ce vendredi, il a invoqué le futur retrait militaire américain de Syrie et un entretien téléphonique avec Donald Trump pour expliquer sa décision de reporter une telle offensive.

Recep Tayyip Erdogan a souligné que cette période d'attente ne serait pas "illimitée".

# Source : Reuters

# Le retrait américain de Syrie, nouveau signe de détente entre Washington et Ankara

Au plus bas l'été dernier, les relations entre les Etats-Unis et la Turquie se sont nettement améliorées et le retrait américain de Syrie pourrait accélérer cette détente. Au point de donner à certains l'impression d'un accord en coulisses entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan.

Alors que le président turc menaçait depuis quelques jours de lancer une nouvelle offensive contre les combattants kurdes alliés de Washington présents dans le nord de la Syrie --considérés comme des "terroristes" par Ankara--, il s'est entretenu vendredi au téléphone avec son homologue américain.

Dès lundi, il est reparti à la charge. "J'ai parlé à Trump. Les terroristes doivent quitter l'est de l'Euphrate. S'ils ne s'en vont pas, nous allons nous en débarrasser", a-t-il lancé.

La menace militaire d'Ankara n'a pas dissuadé le locataire de la Maison Blanche de sonner le départ de ses troupes, qui faisaient pourtant tampon entre Turcs et Kurdes.

A-t-il cédé à la demande turque ? Certains médias américains rapportent qu'il a pris sa décision juste après avoir parlé au président turc. Mais Donald Trump avait de longue date fait connaître son désir de quitter un conflit jugé coûteux.

Pacte secret ou pas, le départ des GIs ouvre la voie à l'offensive turque.

Pour Faysal Itani, du think-tank Atlantic Council à Washington, c'est donc "un coup de pouce majeur pour la Turquie" et, plus largement, "cela améliore les relations américano-turques".

Ces dernières reviennent de loin. L'été dernier, les deux pays, alliés au sein de l'Otan, n'arrivaient plus à s'entendre sur rien et avaient frôlé la rupture lors de leur pire crise diplomatique.

Les différends étaient nombreux, et pour la plupart anciens : le nœud kurde, justement, mais aussi la détention en Turquie du pasteur américain Andrew Brunson, l'extradition réclamée jusqu'ici en vain par Ankara du prédicateur Fetullah Gülen, ou encore le projet turc d'acquisition du système de défense antiaérienne russe S-400.

Mais l'administration Trump, qui choie tout particulièrement l'électorat chrétien évangélique, a décidé de faire du sort du pasteur Brunson un casus belli, imposant des sanctions qui ont considérablement affaibli, en août, l'économie turque.

Sa libération en octobre a donc été un puissant déclic pour les liens bilatéraux. Et, depuis, tout geste de rapprochement est vu à l'aune d'un possible accord plus vaste pour régler les multiples contentieux.

Les deux camps ont baissé d'un ton, alors même que sur ce terrain déjà miné est venue se greffer l'affaire de l'assassinat, au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, implicitement imputé par les Turcs au prince héritier saoudien que Donald Trump a, au contraire, explicitement choisi d'épargner.

S'agissant du prédicateur turc Gülen, installé aux Etats-Unis et accusé par les autorités turques d'être le cerveau de la tentative de putsch ratée de 2016, Ankara affiche désormais une certaine confiance dans l'examen américain de sa demande d'extradition, sans que l'on sache quelle est la part de bluff.

La Turquie a aussi obtenu une dérogation pour continuer à acheter du pétrole à l'Iran, son principal fournisseur, malgré les sanctions américaines, tout en s'engageant à réduire ces importations pour contenter Washington.

Et cette semaine, l'administration Trump a donné son feu vert à l'éventuelle vente de son système antimissiles Patriot à l'armée turque en lieu et place du S-400 russe, suggérant qu'un compromis est peut-être aussi dans les tuyaux sur ce dossier qui expose la Turquie à de nouvelles sanctions américaines.

# Source : AFP

# Erdogan et Rohani veulent renforcer leur coopération sur la Syrie

Les présidents turc et iranien ont convenu lors d'une rencontre jeudi à Ankara de renforcer la coopération entre leurs pays sur la Syrie, tout en se gardant de réagir à la décision de Washington d'en retirer ses troupes.

La rencontre entre le Turc Recep Tayyip Erdogan et l'Iranien Hassan Rohani, qui a eu lieu à la présidence turque à Ankara, avait été programmée avant l'annonce du retrait américain. Celui-ci laisserait les coudées franches sur le terrain en Syrie aux forces appuyées par la Russie et l'Iran d'un côté et la Turquie de l'autre.

L'Iran est avec la Russie un allié du régime de Damas, alors que la Turquie soutient une partie des rebelles en lutte contre le président syrien Bachar al-Assad.

Les trois pays sont les parrains du processus dit d'Astana censé aboutir à un règlement politique du conflit syrien et qui a éclipsé les négociations menées sous l'égide de l'ONU.

Les deux dirigeants se sont toutefois gardés de commenter le retrait des troupes américaines de Syrie annoncé mercredi par le président Donald Trump.

# Quelque 2.000 soldats américains sont actuellement déployés dans le nord de la Syrie.

# Source : AFP

# Trump se désengage du Moyen-Orient, Poutine se réjouit

Martelant que les Etats-Unis n'avaient pas vocation à être le "gendarme du Moyen-Orient", Donald Trump a défendu jeudi avec force le retrait des troupes américaines stationnées en Syrie, laissant le champ libre à la Russie qui ne cache pas sa satisfaction.

Son homologue russe Vladimir Poutine, dont le pays est à la manœuvre en Syrie au côté du régime de Bachar al-Assad, a qualifié de "juste" la décision de retrait des quelque 2.000 soldats américains actuellement stationnés dans le nord de la Syrie.

L'EI a vu son "califat" auto-proclamé se réduire comme peau de chagrin face à de multiples offensives, après une montée en puissance fulgurante en 2014. Mais l'organisation conserve quelques réduits et reste redoutable en raison de sa capacité à frapper fort avec des attentats particulièrement meurtriers à travers le monde.

France, Royaume-Uni et Allemagne, alliés des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI et cibles régulières d'actions terroristes revendiquées par le groupe, n'ont pas caché leur inquiétude après l'annonce du retrait américain, qui a provoqué levée de boucliers dans la propre famille politique de Donald Trump.

Conséquence directe de la décision du président des Etats-Unis : la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), en première ligne dans le combat anti-EI, pourrait s'en détourner si la Turquie lance, comme elle menace de le faire, une nouvelle offensive contre elle.

A Ras al-Aïn, ville frontalière entre la Turquie et la Syrie, une manifestation a été organisée pour dénoncer le retrait américain.

# Khalid Osoo, kurde de Syrie, ne décolère pas contre la décision de Donald Trump "de trahir le peuple kurde".

Pour l'heure, les forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, continuent le combat. "La bataille (dans la poche de) Hajine se poursuit jusque-là", a dit leur porte-parole, Moustapha Bali, à l'AFP.

# Mais, selon les FDS, le retrait américain va offrir une chance à l'EI, qui était largement passé à la clandestinité, de se reconstruire sur le terrain.

Les deux principaux responsables politiques des zones sous contrôle kurde en Syrie, Riad Darar et Ilham Ahmed, seront reçus vendredi à Paris a annoncé leur représentant en France.

# Source : AFP

# Sept cents prisonniers exécutés en deux mois par l'EI en Syrie

Le groupe Etat islamique (EI) a exécuté quelque 700 prisonniers en près de deux mois dans l'est de la Syrie, a déclaré mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

# Ces prisonniers faisaient partie d'un groupe de 1.350 civils et combattants détenus par l'organisation djihadiste dans la portion de territoire qu'elle contrôle encore à l'est de l'Euphrate.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les milices kurdes YPG (unités de protection du peuple) et soutenues par les forces spéciales et l'armée de l'air américaines, combattent l'EI dans ce secteur depuis plusieurs mois.

Mazloum Kobani, commandant en chef des FDS, a déclaré la semaine dernière à Reuters qu'au moins 5.000 djihadistes, parmi lesquels de nombreux combattants étrangers, sont encore retranchés dans cette enclave.

# Source : Reuters

# En Syrie, des déplacés dénués de tout vivent entassés sous-terre

Après avoir fait la vaisselle dans une bassine posée au sol, la jeune Cédra s'assoit par terre pour faire ses devoirs. Elle et son père aveugle font partie des déplacés dénués de tout qui vivent entassés dans un sous-sol dans le nord de la Syrie.

Dans la ville d'Al-Bab, contrôlée par des rebelles, près d'une quarantaine de familles venues de la province de Deir Ezzor (est) ont élu domicile dans une vaste cave humide, divisée par des murs de béton en 42 chambrettes sommairement aménagées et éclairées par des néons blafards.

"Une seule pièce nous servant de cuisine, de salle de bain et de chambre à coucher", résume Cédra al-Hassan, 11 ans, qui vit ainsi depuis un an.

Elle a perdu sa mère et son frère dans la guerre.

Depuis mi-2017, le sous-sol de 1.000 mètres carrés est gratuitement mis à la disposition des déplacés par un habitant d'Al-Bab. Ses occupants vivent grâce aux dons des associations caritatives.

Installés en territoire rebelle, certains des déplacés soutenant l'opposition craignent des représailles s'ils devaient rentrer dans leur ville tenue par le régime à Deir Ezzor, une province où règne encore l'insécurité et où les destructions de la guerre n'ont pas été effacées.

# Beaucoup d’enfants doivent travailler.

# Source : AFP

# Ankara travaillerait avec Assad en cas d'élection démocratique

La Turquie et d'autres puissances mondiales envisageraient de travailler avec le président syrien Bachar al Assad s'il était démocratiquement élu, a déclaré dimanche le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu lors d'une conférence au Qatar.

La Turquie a soutenu l'opposition à Bachar Assad dans la guerre civile syrienne qui a éclaté en 2011 et continue d'épauler les combattants rebelles qui contrôlent une partie du nord-ouest de la Syrie.

Il y a un an, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait qualifié Bachar al Assad de terroriste et déclaré qu'il était impossible de poursuivre les efforts de paix en Syrie avec lui.

# Depuis lors, Bachar al Assad, avec le soutien de la Russie et de l'Iran, a chassé les rebelles du sud du pays et de la région de Damas, renforçant ainsi son autorité.

# Source : Reuters

# Visite à Damas de Bachir, premier dirigeant arabe en Syrie depuis 2011

Le président soudanais Omar al Bachir a effectué le week-end dernier à Damas la première visite d'un dirigeant arabe en Syrie depuis le début de la guerre en 2011.

La Ligue arabe a exclu provisoirement la Syrie en novembre 2011, en réponse à la violente répression par le régime d'Assad des manifestations en faveur de la démocratie.

De nombreux pays arabes ont fermé leurs ambassades à Damas et réduit leurs relations avec le régime syrien, mais les appels à une normalisation des liens se sont de plus en plus nombreux ces derniers mois dans le monde arabe.

Bachar al Assad, allié de l'Iran, a souligné que son pays entendait conserver son "identité arabe" en dépit des tensions suscitées par le conflit syrien avec certains Etats comme l'Arabie saoudite, rivale de Téhéran accusée par Damas d'avoir armé la rébellion.

# Source : Reuters

# Syrie : sept fosses communes découvertes à Boukamal, ex-fief de l'EI

Sept fosses communes avec des centaines de dépouilles non identifiées ont été découvertes près de la ville de Boukamal, ex-fief du groupe Etat islamique (EI), dans l'est de la Syrie, a indiqué la semaine dernière l'agence syrienne officielle Sana.

Depuis début 2018, l'armée syrienne a découvert plusieurs fosses communes contenant des dizaines de corps dans la province de Raqa (nord), où les jihadistes avaient semé la terreur et multiplié les exactions avant d'être chassés au terme de batailles meurtrières.

Après une montée en puissance en Irak et en Syrie en 2014, l'EI a été mis en déroute par de multiples offensives et ne tient plus sous son contrôle que quelques poches dans le désert.

Déclenché en 2011, le conflit syrien a fait plus de 360.000 morts et contraint des millions de personnes à l'exode.

# Source : AFP

# https://s.yimg.com/g/images/spaceball.gifSyrie : l’ONU et ses partenaires ont besoin de 5,5 milliards de dollars pour financer l’aide

Les agences des Nations Unies et des ONG humanitaires partenaires ont lancé un appel de fonds de 5,5 milliards de dollars, destiné à fournir un soutien vital au cours de l’année à venir à plus de cinq millions de réfugiés syriens et aux communautés vulnérables qui les accueillent dans les pays voisins.

« Ce plan régional 2019 vise à **soutenir les efforts nationaux déployés en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Égypte et en Iraq** pour faire face aux conséquences de la crise en Syrie », a déclaré le Directeur du Bureau du HCR pour le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord.

Il est essentiel que la communauté internationale continue à répondre à la crise de réfugiés la plus grave au monde.

Depuis le début de la crise, ces pays voisins se montrent extrêmement généreux en accueillant d’importantes populations réfugiées malgré les conséquences sur leur propre développement.

Environ **5,6 millions de réfugiés syriens sont actuellement enregistrés à travers toute la région**, dont environ un million de nouveau-nés en situation de déplacement.

Les mariages précoces et le travail des enfants sont fréquents.

Selon les données du HCR, seuls 37.000 réfugiés sont rentrés cette année en Syrie alors que le conflit a pris fin dans une grande partie du territoire. **Jusqu’à 250.000 réfugiés syriens pourraient rentrer en 2019** mais de nombreux autres se heurtent à des problèmes de papiers d’identité et de droits de propriété que Damas doit aider à résoudre, a précisé le HCR.

A noter qu**’en 2019, l’ONU et ses partenaires entendent venir en aide à plus de neuf millions de personnes en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Égypte et en Iraq**.

Le plan régional devrait permettre de répondre aux besoins fondamentaux les plus urgents des réfugiés, tels que **l’eau et l’assainissement, la sécurité alimentaire, la santé et l’éducation**.

# Source : ONU

# Quelques 250.000 réfugiés syriens pourraient rentrer en 2019, selon l'Onu

Jusqu'à 250.000 réfugiés syriens pourraient rentrer dans leur pays en 2019 mais de nombreux autres se heurtent à des problèmes de papiers d'identité et de droits de propriété que le régime de Damas doit aider à résoudre, a estimé la semaine dernière le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'Onu (HCR).

Quelque 5,6 millions de Syriens sont toujours réfugiés dans des pays de la région - Turquie, Liban, Jordanie, Egypte et Irak -, a souligné Amin Awad, directeur du HCR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Selon les données de l'agence onusienne, ils ne sont que 37.000 à être rentrés cette année en Syrie malgré la fin du conflit dans une grande partie du territoire.

# Source : Reuters

# Washington approuve la vente de missiles Patriot à la Turquie

Le département d'Etat américain a approuvé la vente de 80 missiles Patriot et d'autres équipements militaires à la Turquie, a annoncé mardi le Pentagone après en avoir notifié le Congrès, une procédure qui ne signifie toutefois pas qu'un contrat entre Washington et Ankara a effectivement été conclu.

Les Etats-Unis avaient dit plus tôt dans l'année vouloir convaincre la Turquie de privilégier le système Patriot, développé par Raytheon, aux missiles russes sol-air S-400.

Ankara a signé fin 2017 avec Moscou un contrat estimé à 2,5 milliards de dollars pour la livraison de missiles S-400 de conception russe.

La fourniture de missiles russes à la Turquie inquiète les alliés d'Ankara au sein de l'Otan, notamment parce que les missiles S-400 ne peuvent pas être intégrés aux structures militaires de l'Alliance atlantique.

Des représentants américains ont aussi prévenu Ankara que le contrat conclu avec Moscou pourrait remettre en cause l'achat d'avions de chasse furtifs F-35 auprès de Lockheed Martin et entraîner l'instauration de sanctions américaines.

# Source : Reuters

# Le parquet turc ordonne l'arrestation de 219 militaires "gülénistes"

La justice turque a ordonné le placement en détention de 219 militaires soupçonnés d'être liés au prédicateur musulman en exil Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'avoir orchestré la tentative de putsch de juillet 2016, rapportait la semaine dernière l'agence de presse turque Anatolie.

Erdogan avait annoncé que les autorités allaient engager des démarches à l'étranger pour s'en prendre au financement de la mouvance güléniste. Les autorités ont procédé à des milliers d'arrestations dans les milieux des partisans de Gülen depuis le putsch avorté, au cours duquel 250 personnes avaient été tuées. Le prédicateur, qui vit en exil aux Etats-Unis, nie tout rôle.

# Source : Reuters

# L'armée israélienne a commencé à détruire les tunnels du Hezbollah

L'armée israélienne a commencé jeudi à détruire les tunnels que le Hezbollah a percés selon elle à des fins militaires sous la frontière libanaise, a annoncé le lieutenant-colonel Jonathan Conricus. Depuis le lancement d'une vaste opération le 4 décembre, l'armée a dit avoir localisé quatre tunnels souterrains infiltrant Israël sous la frontière libanaise.

Le lieutenant-colonel Jonathan Conricus a adressé une sévère mise en garde au mouvement chiite libanais Hezbollah, l'un des grands ennemis d'Israël, en position de force juste de l'autre côté de la frontière.

"Nous avons à disposition des unités d'infanterie, des unités blindées, l'aviation en stand-by, des unités navales, toutes synchronisées, disposant d'ordres clairs et préparées à un large éventail de scénarios", selon lui.

Si l'armée israélienne dit avoir localisé 4 tunnels jusqu'alors, elle est convaincue qu'il y en a d'autres et a assuré qu'elle continuerait à opérer aussi longtemps que nécessaire pour les neutraliser.

Israël a donné accès mercredi à la presse à ces tunnels et a intensifié sa campagne pour que l'ONU sévisse contre les agissements du Hezbollah, soutenu par l'Iran, autre grand ennemi de l'Etat hébreu. Le Hezbollah, puissant mouvement armé, n'a pas réagi aux déclarations israéliennes sur la découverte de ces tunnels.

# Source : AFP

# Gaza est la zone la plus instable mais le risque d’explosion s’est aussi intensifié en Cisjordanie (ONU)

L’envoyé de l’ONU pour le Moyen-Orient a dénoncé mardi les récentes violences entre Israéliens et Palestiniens et déploré l’absence d’efforts de la communauté internationale pour résoudre le conflit.

Devant le Conseil de sécurité, Nickolay Mladenov a mis en garde contre la « dangereuse escalade » des attaques terroristes, des affrontements et des violences en Cisjordanie, se disant alarmé de la hausse des incidents qui ont provoqué la « mort tragique » de civils israéliens et palestiniens et de soldats israéliens.

« Bien que Gaza ait été la zone plus instable, le risque d’explosion en Cisjordanie s’est également intensifié au cours des derniers mois ». Les mesures de sécurité prises à la suite de ces incidents, les opérations de recherche dans Ramallah, ainsi que les affrontements et manifestations qui dégénèrent en violences, ont ravivé des tensions déjà fortes.

La période récente a été de nouveau marquée par une forte escalade à Gaza, qui a pratiquement amené Israël et le Hamas à la guerre, s’est alarmé M. Mladenov. Après avoir énuméré tous les incidents provoqués de part et d’autre, l'envoyé onusien a indiqué que le Hamas avait continué de recourir à une « rhétorique incitative et incendiaire », y compris sur les réseaux sociaux.

Les responsables israéliens ont également fait des déclarations « provocatrices et très problématiques ». Au total, 75 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israéliennes.

Et 7 Israéliens, dont 4 civils, ont été tués par des Palestiniens lors d’attaques en Cisjordanie et d’une opération militaire à Gaza.

# Source : ONU

# Le chef du Hamas loue la "résistance" en Cisjordanie après des attaques anti-israéliennes

Le chef du Hamas Ismaïl Haniyeh a salué dimanche la "résistance" palestinienne en Cisjordanie occupée dans un discours devant des dizaines de milliers de personnes, en référence aux récentes attaques meurtrières contre des Israéliens.

"Nous plaçons nos espoirs dans la Cisjordanie qui est l'endroit principal où se déroulent les événements et l'endroit le plus approprié pour résoudre le conflit avec notre ennemi sioniste", a affirmé M. Haniyeh, à l'occasion du 31e anniversaire de la fondation du Hamas dans la ville de Gaza.

Les Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste à la tête de la bande de Gaza, ont défilé en tenue militaire et armés, entourés de véhicules entièrement peints en kaki.

Dans un communiqué, elles avaient revendiqué jeudi 2 attentats en Cisjordanie occupée, l'un a tué 2 Israéliens le 7 octobre et un autre il y a une semaine qui a fait 7 blessés dont une femme enceinte. Son bébé, mis au monde prématurément, n'a pas survécu.

Israël avait annoncé avoir tué dans la nuit ceux qu'il présentait comme les auteurs de ces attaques.

Le même jour, une troisième attaque en Cisjordanie occupée a tué 2 soldats israéliens.

En représailles, les forces israéliennes ont dressé des barrages, bouclé Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne et arrêté une quarantaine de personnes liées au Hamas selon elles. Deux Palestiniens ont été tués.

Le Hamas est largement muselé en Cisjordanie, à la fois par Israël et par l'Autorité palestinienne, à couteaux tirés avec le mouvement islamiste depuis qu'il a chassé le Fatah, parti du président palestinien de la bande de Gaza en 2007, lors d'une quasi-guerre civile.

Le Hamas a fêté son 31e anniversaire sous le slogan "Résistance victorieuse et siège brisé", en référence aux maigres concessions obtenues après des mois de manifestations pour la levée du blocus : le paiement des salaires des fonctionnaires grâce à des fonds qataris et des livraisons de carburant par l'émirat du Golfe.

Dimanche, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a mis en garde le Hamas, affirmant qu'Israël n'accepterait "pas une situation de trêve à Gaza et de terrorisme" en Cisjordanie occupée.

# Source : AFP

# En Palestine, le PAM confronté à un grave déficit de financement malgré des besoins alimentaires croissants

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) est confronté à un grave déficit de financement en Palestine qui affectera environ 193.000 personnes parmi les plus pauvres de Gaza et de la Cisjordanie à partir de janvier 2019.

Le PAM étant désormais contraint de prioriser ses opérations en fonction des fonds disponibles, 27.000 personnes en Cisjordanie risquent de ne plus recevoir d'assistance, tandis que les autres ne devraient recevoir que 80% de leurs besoins mensuels.

L’agence onusienne craint que ces coupes budgétaires puissent avoir un effet dévastateur sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le bien-être de la population qu'il aide en Palestine.

# L’insécurité alimentaire est en hausse dans le territoire palestinien occupé et touche un tiers de la population palestinienne. Elle est particulièrement préoccupante à Gaza, où près de 70% de la population est en situation d’insécurité alimentaire.

# Le PAM a besoin de 57 millions de dollars pour maintenir son niveau actuel d'aide à 360.000 personnes en 2019. En l'absence de contributions supplémentaires, l’agence onusienne sera contrainte de procéder à de nouvelles réductions de son assistance.

# Source : ONU

# Jérusalem : Israël évoque une décision "erronée" de l'Australie

Israël a fait part de son mécontentement dimanche au lendemain de la reconnaissance par l'Australie de Jérusalem-Ouest comme étant sa capitale, un proche du Premier ministre Benjamin Netanyahu affirmant que c'était une erreur de nier à Israël le contrôle de la totalité de la ville.

Israël s'est emparé de Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville, lors de la guerre des Six-Jours en 1967 et l'a ensuite annexée comme étant sa capitale. Cette décision n'a pas été reconnue par la communauté internationale.

Les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme capitale de l'État qu'ils espèrent fonder en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza.

Il y a un an, le président des États-Unis, Donald Trump, avait suscité la colère des Palestiniens en reconnaissant Jérusalem comme la capitale d'Israël.

# Source : Reuters

# Face à l'Iran, la "ligne rouge" d'Israël est sa propre survie, dit Netanyahu

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël était prêt à attaquer l'Iran sur le territoire de ce dernier si la "survie" de l'Etat hébreu était en jeu. Rappelons que l’Iran veut annihiler l'Etat juif. Israël est le seul pays dont l'armée combatte "directement" les forces iraniennes, sur le sol de la Syrie voisine, où l'Iran soutient le régime de Bachar al-Assad.

M. Netanyahu a répété que les agissements iraniens dans la région, en particulier en Syrie et au Liban, l'engagement d'Israël dans la lutte antiterroriste et son avance technologique avaient rapproché les pays arabes, historiquement hostiles, de l'Etat hébreu.

"Les pays arabes comprennent exactement qu'Israël n'est pas leur ennemi, mais leur partenaire indispensable" contre les extrémistes, a-t-il soutenu, parlant de "nouvelle relation entre Israël et le monde arabe".

Parmi les pays arabes, Israël n'a de relations diplomatiques qu'avec l'Egypte et la Jordanie. Un éventuel rapprochement avec l'Arabie Saoudite en particulier, poids lourd mais aussi rival de l'Iran, serait une percée considérable pour Israël.

# Source : AFP

# Nadia Murad veut une "équipe spécialisée" pour examiner le sort des Yazidies enlevées

La Nobel de la paix Nadia Murad, ex-esclave des jihadistes devenue porte-drapeau de la minorité yazidie dont elle est issue, a plaidé la semaine dernière à Bagdad pour la création d'une "équipe spécialisée" chargée d'examiner le sort des Yazidies enlevées par le groupe Etat islamique.

Elle a appelé le gouvernement irakien à "constituer une équipe spécialisée pour se pencher, en coopération avec la coalition internationale antijihadistes, sur le sort des Yazidies enlevées par l'EI (et qui se trouveraient) en Syrie."

Nadia Murad a affirmé qu'elle venait également discuter avec les responsables irakiens du "sort inconnu" de la ville de Sinjar "et de la population yazidie".

Elle a souligné que plus de 80% des Yazidis vivaient toujours dans des camps et manquaient des biens les plus basiques pour subsister.

Enlevée par l'EI, Nadia Murad, comme des milliers d'autres filles et femmes de sa communauté, a subi torture, viols collectifs, vente puis multiples reventes sur les marchés aux esclaves des jihadistes en 2014.

Nadia Murad affirme que plus de 3.000 Yazidies sont toujours portées disparues, probablement encore captives. Première personnalité irakienne à recevoir la prestigieuse récompense, elle poursuit aujourd'hui le "combat" pour que les persécutions commises en 2014 par l'EI soient reconnues comme un génocide.

Le président irakien a pour sa part souligné que "la reconstruction de Sinjar, rendre justice aux victimes et examiner le sort des kidnappées" étaient "des priorités".

Il a aussi affirmé que "le moment était venu pour le Parlement irakien d'adopter une loi considérant le crime de Sinjar comme un génocide à l'encontre des Yazidis".

# Source : AFP

# Le secrétaire américain à l'Énergie à Bagdad pour inciter l'Irak à se détourner de l'Iran

Le secrétaire américain à l'Energie, Rick Perry, a appelé mardi l'Irak à nouer des partenariats avec des entreprises américaines pour devenir autosuffisant en énergie, sur fond de sanctions de Washington contre l'Iran, dont Bagdad est fortement dépendant pour ses besoins énergétiques.

"En travaillant ensemble, les Etats-Unis et l'Irak pourraient développer le pétrole irakien, le gaz et les industries hydrauliques".

L'Irak, fortement dépendant de l'Iran voisin, est parvenu à négocier un délai avec les Etats-Unis pour ne pas se couper de son fournisseur, sous le coup d'un nouveau train de sanctions US.

Ce sursis, de 45 jours, s'achève la semaine prochaine. M. Perry ne s'est pas prononcé sur une éventuelle extension du délai accordé à Bagdad. Au cours de sa visite, il a rencontré le Premier ministre irakien, qui a souligné "l'importance d'élargir" la coopération entre son pays et les Etats-Unis dans les domaines du pétrole, de l'énergie et du commerce.

Pour réhabiliter ses infrastructures, l'Irak a signé cette année des mémorandums d'entente avec l'Allemand Siemens -10 milliards de dollars - et l'Américain General Electric -15 milliards.

Un an après la victoire sur le groupe jihadiste Etat islamique (EI), les Etats-Unis incitent les compagnies américaines à investir en Irak et le gouvernement irakien à leur ouvrir les portes.

Mais en dépit de l'amélioration des conditions sécuritaires, les investisseurs restent réticents face à la bureaucratie et à la corruption en Irak, classé par l'ONG Transparency International au 12e rang mondial des pays les plus corrompus.

# Source : AFP

# Des observateurs de l'ONU en route pour le Yémen

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé vendredi à l'unanimité d'envoyer des observateurs civils au Yémen afin notamment de sécuriser le fonctionnement du port stratégique de Hodeida et de superviser l'évacuation des combattants de cette ville.

Le texte insiste sur "le plein respect par toutes les parties du cessez-le-feu décrété pour la province de Hodeida".

Il autorise l'ONU "à établir et à déployer une avant-garde pour commencer un travail d'observation", sous la direction du général néerlandais à la retraite Patrick Cammaert.

La Chine et la France se sont félicitées de l'"unité" retrouvée du Conseil de sécurité. "La résolution adoptée à l’unanimité est un fort signal d’unité et d’engagement du Conseil" et affirme tout son "poids" derrière les efforts de l’ONU au Yémen, a relevé l'ambassadeur français, François Delattre.

Des diplomates ont évoqué le déploiement à Hodeida et ses environs de 30 à 40 observateurs --des civils ayant des expériences militaires-- pour garantir l'arrêt des hostilités et sécuriser l'aide humanitaire. Des membres de l'avant-garde sont déjà en route pour la région, a précisé l'ONU.

Les consultations inter-yéménites en Suède ont notamment permis d'aboutir à un cessez-le-feu à Hodeida, et à la décision d'un retrait des combattants de cette ville. Les ports d'Al-Salif et de Ras Issa sont également concernés par des mesures de cessation des hostilités et d'évacuation de combattants. Un accord est aussi intervenu pour un échange de prisonniers.

Les deux parties, rebelles chiites Houthis et forces gouvernementales soutenues la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite sunnite, avaient donné en Suède leur accord pour que l'ONU supervise les activités du port de Hodeida.

Cette ville portuaire par où transite la majeure partie de l'aide humanitaire destinée au Yémen est un enjeu stratégique (les armes destinées aux Houthis arrivent dans ce port) dans la guerre opposant depuis 2015 les Houthis, appuyés par l'Iran, aux forces progouvernementales.

A la demande des Etats-Unis, une mention accusant nommément l'Iran de soutenir des attaques de Houthis avait été ajoutée au texte de l’ONU. La Russie est intervenue pour menacer d'utiliser son veto si cette mention était gardée.

La Russie est en effet alliée à l’Iran dans la guerre en Syrie.

Une offre de compromis a remplacé le mot Iran par une condamnation du soutien apporté aux Houthis, "quelle que soit sa source".

Sans compter les renouvellements annuels du régime de sanctions concernant le Yémen, il s'agit de la première résolution adoptée par le Conseil de sécurité depuis 2015 et l'entrée en guerre de la coalition arabe. Le texte adopté alors réclamait aux Houthis de quitter toutes les emprises au Yémen acquises par les armes.

Le 8 décembre, l'ONU avait estimé que jusqu'à 20 millions de personnes étaient "en situation d'insécurité alimentaire" au Yémen, où la guerre a fait au moins 10.000 morts depuis plus de quatre ans.

# Source : AFP

# Ryad crée trois entités pour veiller sur les services de sécurité

Les autorités saoudiennes ont annoncé jeudi la création de trois nouveaux organes gouvernementaux pour améliorer le fonctionnement des services de renseignement, après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Ces trois nouveaux services seront chargés de veiller au respect de la politique de sécurité nationale, du droit international et des traités relatifs aux droits de l'homme, précise l'agence de presse officielle SPA.

Après l'avoir nié, Ryad a reconnu fin octobre que l'assassinat du journaliste dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul avait été prémédité et commis par une équipe des services de renseignement. Le roi Salman a ensuite ordonné la restructuration de ces services.

Selon des membres de l'administration saoudienne, l'équipe de 15 personnes chargée de l'assassinat a été constituée par Ahmed al Assiri, directeur adjoint de la présidence générale du renseignement, que le roi a limogé ainsi que son conseiller Saoud al Qahtani.

Le prince héritier Mohammed ben Salman, qui exerce de facto le pouvoir, nie avoir ordonné l'assassinat de Khashoggi mais le Sénat américain l'a désigné la semaine dernière comme responsable de la mort du journaliste. Donald Trump s'est montré beaucoup plus clément, malgré les conclusions de la CIA, pour laquelle le prince est probablement le commanditaire.

# Source : Reuters

# L'Arabie saoudite dévoile un budget de relance pour 2019

L'Arabie saoudite va augmenter ses dépenses publiques de 7% l'an prochain pour relancer une croissance économique mise à mal par la baisse des cours du pétrole. "Nous sommes déterminés à aller de l'avant avec la réforme économique pour parvenir à une discipline budgétaire, améliorer la transparence et renforcer le secteur privé".

L'économie du royaume s'est contractée l'an dernier et la croissance annoncée de 2,3% en 2018, bien inférieure aux taux atteints pendant les premières années de la décennie, ne suffira pas à faire baisser le taux de chômage qui a atteint un record de 12,9% pour la population saoudienne.

# Source : Reuters

# Le Qatar veut une nouvelle alliance régionale dans le Golfe

Le Qatar a appelé le week-end dernier à la création d'une nouvelle alliance régionale pour remplacer le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui a échoué à résoudre la crise opposant depuis un an et demi Doha à ses voisins.

Selon le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, le boycottage imposé au Qatar par l'Arabie saoudite et ses alliés depuis plus de 18 mois a affecté de manière irréparable le CCG, une structure créée en 1981 mais devenue selon lui "sans pouvoir réel".

Cette union politique et économique comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Qatar et Oman. Dominé par Ryad, le CCG est censé constituer un contrepoids régional à Téhéran.

Ryad et ses alliés accusent le petit émirat de soutenir des groupes islamistes radicaux --ce qu'il nie-- et de leur préférer l'Iran, grand rival de l'Arabie saoudite dans la région.

Le Qatar exploite conjointement avec l'Iran un vaste champ gazier offshore.

Depuis juin 2017, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats et l'Egypte ont rompu tout lien avec Doha et ils ne semblent pas prêts à desserrer l'étau autour de l'émirat gazier.

Outre les liens diplomatiques, ils ont mis fin à toute relation économique et commerciale avec le Qatar qui a, pour sa part décidé de quitter en janvier l'Opep, dominée par l'Arabie saoudite.

# Source : AFP

# Iran : mort en prison d'un blogueur en grève de la faim

Les autorités iraniennes ont confirmé la mort d'un blogueur emprisonné pour des faits liés à la sécurité, a annoncé dimanche l'agence de presse semi-officielle Isna.

Selon des groupes de défense des droits de l'homme, le militant, Vahid Sayyadi Nasiri, est décédé après une grève de la faim qui a duré 60 jours.

De nombreux journalistes et militants des réseaux sociaux ont été jetés en prison en Iran ces dernières années. De nombreux autres ont pris le chemin de l'exil.

En novembre, la République islamique a lancé une nouvelle campagne de répression contre les journalistes, selon Reporters sans frontières.

Plusieurs journalistes ont été interrogés et trois ont été arrêtés en raison de textes publiés sur les réseaux sociaux.

L'Iran rejette les critiques qui lui sont faites sur le plan des droits de l'homme en invoquant notamment un manque de compréhension des lois de l'islam.

# Source : Reuters

# Iran : accusations de népotisme autour d'un gendre du président Rohani

La nomination d'un gendre du président iranien Hassan Rohani à la tête du Bureau de géologie a relancé des accusations de népotisme et conduit dimanche à la démission d'un responsable gouvernemental, a indiqué l'agence de presse iranienne Tasnim.

Elle a en outre poussé à la démission le directeur du service des mines au sein du ministère de l'Industrie et des Mines.

La nomination M. Mehdizadeh à la tête du Bureau de géologie a relancé sur les réseaux sociaux la campagne contre le népotisme lancée en 2017 sous le hashtag #bons\_gènes.

Cet été, une autre campagne dénonçant les inégalités en Iran avait appelé sur internet les principaux dirigeants du pays à révéler les privilèges dont bénéficient leurs enfants, comme par exemple le fait d'étudier aux États-Unis ou dans d'autres pays occidentaux.

# Source : AFP

# AFRIQUE

# Afrique : Washington dénonce les "comportements prédateurs" de Moscou et Pékin

Les Etats-Unis veulent contrer les "comportements prédateurs" de Pékin et Moscou en Afrique, tout en promettant, dans la stratégie africaine de Donald Trump dévoilée la semaine dernière, de mettre fin aux aides financières et aux missions de paix de l'ONU inefficaces.

Le conseiller présidentiel pour la sécurité nationale, John Bolton, a tenté d'adapter au continent africain le mot d'ordre "America First", qui guide la politique étrangère de l'administration républicaine. "Les grandes puissances concurrentes, à savoir la Chine et la Russie, étendent rapidement leur influence financière et politique à travers l'Afrique", a déclaré John Bolton.

"Elles ciblent de manière délibérée et agressive leurs investissements dans la région pour accroître leurs avantages comparatifs sur les Etats-Unis", a-t-il déploré, dénonçant pêle-mêle "pots-de-vin", "accords opaques", recours chinois à la dette pour "tenir les Etats africains en otages" ou encore pillage russe des ressources naturelles.

Or, selon l'administration Trump, "les comportements prédateurs de la Chine et de la Russie freinent la croissance économique en Afrique" et "posent une menace significative pour les intérêts nationaux américains".

John Bolton a promis de passer au peigne fin l'aide économique américaine -- un exercice "bientôt" terminé -- pour faire en sorte qu'elle apporte des résultats, alors que le locataire de la Maison Blanche veut drastiquement couper les ressources budgétaires affectées à la diplomatie.

"Malheureusement, des milliards et des milliards de dollars des contribuables américains n'ont pas abouti aux résultats escomptés", a estimé John Bolton. "A partir de maintenant, les Etats-Unis ne toléreront plus cette longue tradition d'aide sans résultats, d'assistance sans responsabilité, et de soutien sans réforme", a-t-il lancé.

Au Soudan du Sud en proie à une guerre civile après avoir reçu une importante assistance américaine, notamment, "nous ne fournirons plus de prêts ou de ressources américaines supplémentaires à un gouvernement sud-soudanais dirigé par les mêmes dirigeants en faillite morale qui perpétuent cette horrible violence", a insisté le conseiller.

# Source : AFP

# Afrique centrale et de l’Ouest : des tendances alarmantes dans le trafic de stupéfiants, avertit l’ONU

Le Directeur exécutif de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov a déclaré que des « tendances récentes et alarmantes » dans le trafic de stupéfiants avaient été observées en Afrique centrale et de l’Ouest, avec des « effets déstabilisants et perturbateurs » sur la gouvernance, la sécurité, la croissance économique et la santé publique.

« Les réseaux criminels ne limitent plus leurs activités à l’acheminement par l’Afrique de la cocaïne et de l’héroïne en Europe », a expliqué le Directeur exécutif de l’UNODC, en précisant que 87% des opioïdes pharmaceutiques saisis dans le monde l’avait été dans des pays d’Afrique centrale et de l’Ouest, ainsi qu’en Afrique du Nord.

Selon M. Fedotov, cette tendance est en grande partie le résultat d’une hausse de la consommation de Tramadol, un antidouleur qui fait l’objet d’un trafic considérable aux fins d’un usage non médical.

En outre, les saisies de cocaïne importante en Afrique suggèrent que sa consommation a touché ces marchés.  Et nous savons que les saisies d’héroïne sont en hausse à travers toute la région, de même que celles de méthamphétamine, et plus récemment encore d’Éphédrine et de Phenacetine, a relevé le Directeur exécutif.

# Même si les données fiables sur l’ampleur de la toxicomanie en Afrique centrale et de l’Ouest sont insuffisantes, l’ONUDC estime qu’il y a plus de 34 millions de consommateurs de cannabis et 1,8 million de cocaïne dans ces deux régions.

Si, au niveau mondial, à peine 1 personne sur 6 souffrant de troubles de la dépendance reçoit un traitement, en Afrique, c’est seulement 1 sur 18 qui y a accès. Simultanément, la région est aux prises avec de nombreuses menaces sécuritaires, comme le trafic d’armes, le blanchiment d’argent, la traite des personnes, la cybercriminalité, la piraterie maritime, le terrorisme.

Or, les liens entre terrorisme, stupéfiants illicites et d’autres formes de criminalité ont été largement mis en évidence. Dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, la composante police de la Force conjointe du G5 Sahel s’efforce de renforcer ses capacités à répondre à ces fléaux, a observé M. Fedotov.

# Source : ONU

# Ports africains : le groupe Bolloré mis en examen pour "corruption"

Le groupe Bolloré gère 16 terminaux portuaires en Afrique.

# Six mois après la garde à vue du milliardaire Vincent Bolloré, sa holding a été mise en examen à son tour la semaine dernière dans l'enquête sur des soupçons de corruption dans le cadre de l'obtention de concessions portuaires en Afrique de l'Ouest.

Le 25 avril, l'homme d'affaires de 66 ans avait été mis en examen dans ce dossier, après deux jours de garde à vue dans les locaux de la police anticorruption, une procédure rarissime pour un chef d'entreprise aussi influent.

Deux de ses proches collaborateurs avaient été mis en examen le même jour.

Les juges d'instructions du pôle financier du tribunal de Paris soupçonnent le groupe Bolloré d'avoir utilisé les activités de conseil politique de sa filiale Havas afin de décrocher la gestion des ports de Lomé, au Togo, et de Conakry, en Guinée, via une autre de ses filiales, Bolloré Africa Logistics, anciennement appelée SDV.

SDV a obtenu la gestion du port de Conakry quelques mois après l'élection d'Alpha Condé fin 2010, et avait remporté la concession à Lomé peu avant la réélection en 2010 au Togo de Faure Gnassingbé, qui étaient alors tous deux conseillés par Havas.

Les magistrats soupçonnent Havas d'avoir sous-facturé ses services rendus aux deux candidats victorieux pour obtenir, en contrepartie, la gestion des concessions portuaires.

# A chaque fois, la désignation de SDV a entraîné une bataille judiciaire avec les anciens gestionnaires.

S'agissant de Conakry, le français Necotrans avait, dès mars 2011, déposé une plainte pour "corruption internationale", rapidement classée sans suite par le parquet de Paris.

# Bolloré avait fini par être condamné en 2013 à Nanterre à verser plus de 2 millions d'euros à Necotrans.

# Source : AFP

# Entre Abidjan et Lagos, des enfants migrants qui veulent "s'occuper d'eux-mêmes"

Jacques a eu envie de commencer à travailler dès ses 10 ans. Son père a refusé. Alors un jour, il a quitté sa maison de Teme, au Ghana, pour partir vivre au Bénin, comme le font chaque année de nombreux jeunes adolescents en quête d'opportunités économiques.

Jacques habite aujourd'hui le quartier précaire et cosmopolite de Placodji à Cotonou, où il a appris le métier de cuisinier. Il n'exclut pas désormais de migrer encore plus à l'est, vers le Nigeria, première économie d'Afrique de l'Ouest.

Joséphine, Togolaise de 16 ans, est partie de son pays natal, le Nigeria, en février. Elle y vivait depuis son enfance, avec sa mère, qui s'était remariée avec un homme de Badagry, non loin de la frontière avec le Bénin.

Mais l'adolescente a décidé de quitter ce pays géant de 180 millions d'habitants pour vivre ses propres expériences de l'autre côté de la frontière, à Sèmè-Kraké, au Bénin.

"Si j'ai un travail, je peux m'occuper de moi-même n'importe où".

Depuis des siècles, la migration fait partie du mode de vie et de logiques économiques en Afrique de l'Ouest, et dans cette zone, 75% des mouvements migratoires sont intrarégionaux.

On retrouve ce phénomène également chez les mineurs, en particulier sur le corridor Abidjan-Lagos, une bande côtière d'un millier de kilomètres entre Côte d'Ivoire et Nigeria.

Mais plus les enfants sont jeunes et plus les risques d'insécurité, d'abus, d'exploitation ou de prostitution sont élevés. Si les causes de migration sont généralement économiques, elles peuvent aussi être liées à un cadre familial compliqué. Le fait qu'un proche ait déjà migré dans un pays voisin est souvent un facteur important.

En 2017, l'ONG Terre des Hommes et le Mouvement des Associations d'Enfants et de Jeunes Travailleurs (MAEJT), réseau panafricain très implanté au niveau communautaire, ont mis en place le projet CORAL pour protéger, accompagner et surtout informer les enfants et les jeunes en mobilité.

# Source : AFP

# La RDC en suspens après l'annonce d'un nouveau report des élections

La République démocratique du Congo s'apprête à fêter Noël engluée dans son interminable crise politique après l'annonce d'un troisième report des élections générales qui doivent désigner le successeur du président Joseph Kabila au pouvoir depuis près de 18 ans.

Aucune violence majeure n'a été rapportée vendredi au lendemain de l'annonce du report des élections au 30 décembre par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Mais la tension politique ne faiblit pas. Auréolé de son prix Nobel de la paix 2018, le docteur Denis Mukwege a répété sa demande d'un départ du président Kabila comme préalable aux élections.

A Kinshasa, les deux principales coalitions d'opposition ont prévenu qu'elles acceptaient le report des élections d'une semaine au 30 décembre, mais rien de plus.

La Céni a expliqué ce nouveau report par des retards logistiques après l'incendie d'un de ses entrepôts à Kinshasa le 13 décembre.

"Dites à vos capitales respectives qu'il n'y aura pas de chaos après les élections du 30 décembre 2018", a lancé le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba.

"Je peux vous assurer que la police sera en nombre suffisant, je peux vous assurer que l'armée a été également préparée pour pouvoir assurer la sécurité de Kinshasa et du pays", a-t-il insisté.

Kinshasa veut organiser ses élections sans l'aide de ses "partenaires" étrangers occidentaux (ONU, UE). La RDC refuse toute mission d'observation électorale occidentale. La Mission des Nations unies au Congo (Monusco) a répété qu'elle proposait ses bons offices à "toutes les parties" pour "un processus électoral pacifique, transparent et crédible".

L'incendie d'un entrepôt de la Céni le 13 décembre à Kinshasa a porté un "coup dur" au processus électoral.

Après l'incendie, la Céni affirme avoir commandé en Corée du Sud cinq millions de bulletins pour ses "machines à voter", qui n'arriveront en totalité que samedi à Kinshasa.

"Les problèmes en province sont énormes. Les retards d'arrivée du matériel sont colossaux. On ne voit pas trop comment ils arriveront à faire tout cela en une semaine, même en mettant les bouchées doubles", s'interroge un observateur averti de la situation congolaise.

# Source : AFP

# RDC : la CPI préoccupée par les récentes violences préélectorales

La Procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, s’est dite « préoccupée par les tensions croissantes en République Démocratique du Congo (RDC) et par le risque d'une escalade de la violence, qui pourrait déboucher sur la commission de crimes graves relevant de la compétence de la CPI ».

« Quiconque incite à commettre des violences massives ou y participe notamment en ordonnant, sollicitant ou encourageant des crimes relevant de la compétence de la CPI ou en y contribuant de toute autre manière est passible de poursuites devant la Cour ».

Pour Fatou Bensouda, les dirigeants politiques sont tout autant tenus de veiller à ce que le processus électoral et les élections se déroulent dans le calme et à ce qu'eux-mêmes, leurs partisans et sympathisants s'abstiennent de toute violence avant, pendant et après ces échéances.

Le scrutin présidentiel prévu dimanche en République démocratique du Congo a été repoussé d'une semaine, a annoncé jeudi la commission électorale (CENI).

Cette élection, qui devait initialement se tenir en 2016, doit désigner le successeur de Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, atteint par la limitation du nombre de mandats.

Le président de la CENI n’est pas en mesure d'organiser l'élection pour plusieurs raisons : l'incendie qui a détruit la semaine dernière des milliers de machines à voter et d'urnes, l'épidémie de fièvre Ebola dans l'est et les violences ethniques qui ont éclaté cette semaine dans le nord-ouest, sans précédent depuis plusieurs années, faisant une centaine de morts.

A Kinshasa des heurts ont opposé mercredi des partisans de l'opposition et des forces de police après l'annonce de la suspension de la campagne électorale par le gouverneur local. Cette élection présidentielle pourrait déboucher sur la première alternance démocratique du pouvoir dans ce pays après des décennies de système autoritaire, de coups d'Etat et de conflits armés.

# Sources : ONU, Reuters

# Le PAM a fourni une aide alimentaire record à 5 millions de personnes en République démocratique du Congo

Dans sa lutte contre l’insécurité alimentaire, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a réussi à fournir une aide alimentaire record à cinq millions de Congolais cette année.

« Avec l’augmentation de la violence, les déplacements à grande échelle, les récoltes médiocres et la pauvreté endémique qui a presque doublé le nombre de personnes en situation d’insécurité alimentaire extrême en RDC cette année à 13,1 millions, le PAM a considérablement étendu ses opérations », fait valoir l’Agence onusienne.

En atteignant ce nombre record de 5 millions, le PAM a pratiquement doublé son assistance à partir de 2017. Il s’agit d’abord de l’augmentation de l’aide alimentaire qui a permis d’éviter la famine dans le Kasaï et le Kasaï central.

L’Agence des Nations Unies a ensuite rapidement intensifié ses interventions dans les provinces de l’Ituri, du Tanganyika et du Nord et du Sud-Kivu, où des conflits violents ont contraint de nombreuses personnes à fuir leur foyer.

La malnutrition aiguë touche 4,6 millions d’enfants dans le pays.

Sur place, les organismes humanitaires n’ont cessé de monter en puissance pour répondre aux immenses besoins humanitaires engendrés par les conflits mais aussi la réapparition du virus Ebola.

« Cette épidémie pourrait se propager ailleurs en RDC - et au-delà - du fait que son accès est entravé par les attaques des rebelles, une population très mobile et les craintes des communautés locales au sujet des traitements contre le virus Ebola », prévient le PAM.

Par ailleurs, la réponse humanitaire en RDC a été encore compliquée par l’expulsion récente de quelque 380.000 de ressortissants congolais du nord de l’Angola vers la région du Kasaï, déjà touchée par une grave insécurité alimentaire. Le PAM a fourni une aide directe.

# Source : ONU

# Présidentielle en RDC : la transition ou le chaos

La République démocratique du Congo, le plus grand et le plus instable des pays d'Afrique sub-saharienne, entre dans une période sans précédent de sa tumultueuse histoire à l'approche des élections.

Le scrutin présidentiel à un tour doit en théorie conduire le pays de vers une première transmission pacifique du pouvoir depuis son indépendance en 1960.

Signe parmi d'autres d’inquiétude à l'étranger face aux risques de violences : les États-Unis ont ordonné le départ des équipes jugées non essentielles de leur ambassade à Kinshasa.

L'actuel chef de l'Etat, Joseph Kabila, fils et successeur du président tué le 16 janvier 2001, s'est résigné à quitter le pouvoir, contraint par la Constitution qui lui interdisait un troisième mandat.

Avec deux ans de retard, sous pression également de l'Occident et de la rue congolaise, il a désigné un "dauphin", l'ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary, 58 ans.

Soutenu par les cadres du régime réunis dans le Front commun pour le Congo (FCC), et par l'appareil d'Etat et ses forces de sécurité, M. Ramazani a face à lui l'opposition divisée entre deux têtes d'affiche.

Félix Tshisekedi porte les couleurs de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique d'opposition.

Fort de ses bastions à Kinshasa et dans le Kasaï (centre), Tshisekedi a constitué un "ticket" avec l'ex-président de l'Assemblée nationale, Vital Fayulu, originaire du Sud-Kivu (Est).

Emmanuel Ramazani, Félix Tshisekedi, Martin Fayulu : l'élection se joue entre ces trois-là, les seuls parmi les 21 candidats inscrits qui font campagne aux quatre coins d'un pays-continent de 2,3 millions de km2.

Des violences ont déjà éclaté autour de la campagne de M. Fayulu, avec au moins 4 morts parmi ses partisans d'après plusieurs sources, ce que nie le pouvoir.

# Le candidat a appelé l'aide de la communauté internationale, qui est sortie de son long silence sur la RDC.

Les Nations unies, l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et la Suisse se sont inquiétés des violences pré-électorales.

Il est peu probable que les 40 millions d'électeurs enregistrés puissent tous voter.

Dans l'Est frontalier de quatre pays (Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie), des dizaines de groupes armés restent en embuscade, prospérant sur le chômage des jeunes, avec pour enjeu le contrôle des ressources minérales.

La violence atteint son comble à Beni dans le Nord-Kivu, théâtre de tueries de civils attribuées au mystérieux groupe armé d'origine ougandaise ADF et d'une épidémie d'Ebola.

Des combats entre l'armée régulière et des rebelles sont régulièrement rapportées dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu. La situation est également instable en Ituri.

Cette élection historique présente une étrange singularité : une simple procédure de vote est devenue au fil des mois un enjeu à part entière du scrutin.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a acheté quelque 100.000 "machines à voter" à une société privée sud-coréenne, désavouée par l'ambassade de Séoul à Kinshasa.

Cet écran tactile doit permettre aux électeurs de cliquer sur le nom des candidats et d'imprimer leur bulletin de vote à glisser dans l'urne avant un très classique comptage manuel.

L'opposition a dénoncé pendant des mois ces "machines à tricher" avant de se diviser.

M. Fayulu accepte les élections, mais conteste la machine à voter. Cette position lui vaut d'être accusé par le pouvoir de vouloir "saborder" les élections, surtout depuis l'incendie la semaine dernière d'un entrepôt de la Céni à Kinshasa. Ce sinistre a détruit 80% des machines destinées à la capitale, avance la Céni, qui assure que les élections auront tout de même lieu.

En marge des polémiques et des violences, les candidats ont tous promis des milliards de dollars sur cinq ans pour sortir la RDC de la pauvreté.

Dans ce pays qui regorge de cobalt, de cuivre, de coltan, d'or, de diamants, la vaste majorité des Congolais vit avec moins de deux dollars par jour.

# Source : AFP

# L'Onu cherche 2,7 milliards de dollars pour les réfugiés sud-soudanais

Les Nations unies ont dit mardi avoir besoin de 2,7 milliards de dollars pour venir en aide aux réfugiés sud-soudanais qui sont pour beaucoup d'entre eux menacés par la famine, le manque d'eau et la pénurie de médicaments.

Le Soudan du Sud sort d'une guerre civile qui a fait près de 400.000 morts et a mis quelque 2,2 millions de réfugiés sur les routes de l'exode, certains trouvant refuge en Ouganda, au Soudan, en Ethiopie, au Kenya ou en République démocratique du Congo, un chiffre qui représente près du double du niveau enregistré en 2017.

Les affrontements ont éclaté en décembre 2013 entre les forces du président Salva Kiir et les combattants fidèles à son ex-vice-président Riek Machar, qui venait d'être limogé à la suite de désaccords politiques.

Malgré la signature en septembre d'un accord de paix entre le gouvernement et les factions rebelles, le HCR dit ne pas penser que les réfugiés seront en mesure de regagner leur foyer en toute sécurité et que les pays qui les accueillent ont besoin de soutien. Pour 2018, le HCR dit n'avoir reçu que moins de 40% de la somme de 1,4 milliard de dollars qu'il avait réclamée.

Plus de 8 réfugiés sur 10 sont des femmes et "de nombreuses femmes ont signalé des viols et d'autres formes de violence sexuelle et sexiste, ainsi que le meurtre de leur mari et l'enlèvement d'enfants durant leur fuite".

"De nombreux enfants ont subi des traumatismes incroyables et ont été témoins de violences barbares", a déclaré Charlie Yaxley, porte-parole du HCR, à la Fondation Thomson Reuters. En octobre, l’ONU a dénoncé le viol de centaines de femmes et de jeunes filles, tant par les forces gouvernementales du président Salva Kiir que par les rebelles de Riek Machar.

# Source : Reuters

# Deux morts dans des émeutes contre la hausse des prix au Soudan

Deux manifestants ont été tués jeudi à Al Qadarrif, dans l'est du Soudan, au cours de rassemblements contre la hausse des prix, rapportent les autorités locales.

A Khartoum, la police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser un demi-millier de personnes qui scandaient : "Le peuple veut la fin du régime !".

Plus au nord, à Dongola, des manifestants ont incendié les locaux du parti du Congrès national, le parti au pouvoir, selon des témoins.

Le gouvernement soudanais a supprimé en décembre 2017 des subventions publiques qui ont entraîné le doublement du prix du pain.

# Source : Reuters

# Centrafrique : un chef de milice antibalaka arrêté en France, selon la CPI

Patrice-Edouard Ngaïssona, soupçonné d'avoir dirigé les milices chrétiennes "antibalaka" en République centrafricaine, a été arrêté par les autorités françaises, annonce la semaine dernière la Cour pénale internationale (CPI), qui réclame son extradition.

La Centrafrique a basculé dans la violence en mars 2013 avec l'arrivée au pouvoir des rebelles musulmans de la Séléka et la contre-offensive des milices antibalaka. L'intervention de la France en décembre 2013, dans le cadre de l'opération Sangaris, puis le déploiement des casques bleus de l'Onu ont permis d'enrayer le cycle de représailles.

# Source : Reuters

# La France et le Burkina renforcent leur coopération militaire ; la France engagée au Sahel "jusqu'à la victoire" contre les jihadistes

La France et le Burkina Faso ont signé lundi un accord intergouvernemental de Défense pour renforcer leur coopération face à une recrudescence d'attaques djihadistes dans le pays, mais Paris n'entend pas augmenter sa présence militaire à ce stade.

Le Burkina Faso est en proie depuis trois ans à une violence djihadiste déstabilisatrice pour les autorités de Ouagadougou qui ont été contraintes de faire appel à la force française Barkhane en octobre, par deux fois.

La région du Nord, frontalière du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques depuis 2015. Elles se multiplient, non revendiquées, dans l'Est depuis le début de l'année - contre des convois de l'armée, des services de l'Etat... - ouvrant un nouveau front pour les forces de sécurité burkinabé qui redoutent un scénario à la "malienne".

"La France restera un partenaire indéfectible face à ce défi", a souligné Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse commune à l'Elysée avec le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré.

La ministre des Armées, Florence Parly, et son homologue Jean-Claude Bouda ont signé lundi un accord permettant "d’améliorer le cadre juridique de la coopération entre nos forces dans le plein respect de la souveraineté de chacun", a précisé le président français.

Le ministère des Armées précise par ailleurs dans un communiqué que 34 véhicules seront livrés au premier semestre 2019 aux forces burkinabé "engagées dans la lutte contre le terrorisme".

Florence Parly a souligné à plusieurs reprises la "disponibilité" de la France pour appuyer les forces burkinabé "partout où c'est nécessaire et si elles le demandent".

Le Burkina Faso est membre de la force conjointe du G5 Sahel, avec la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad.

# Emmanuel Macron a assuré lundi que la France resterait engagée au Sahel "jusqu'à ce que la victoire soit complète" contre les jihadistes. Selon lui, la France répond "à l'intégralité des engagements pris" vis à vis des pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad) pour lutter contre les groupes jihadistes.

# Sources : Reuters, AFP

# Côte d'Ivoire : nouvelles violences lors d'élections locales partielles

Deux mois après des violences qui avaient conduit à l'annulation de plusieurs scrutins des municipales du 13 octobre, la reprise de ces élections locales a été marquée le week-end dernier par de nouveaux incidents, notamment dans la cité balnéaire de Grand-Bassam et à Port-Bouët, une des grandes communes d'Abidjan, malgré un déploiement massif des forces de l'ordre.

L'enjeu politique est faible pour ces scrutins partiels, qui ne modifieront pas l'équilibre issu du scrutin du 13 octobre, largement remporté par le parti présidentiel RHDP, mais où le principal parti d'opposition, le PDCI, avait fait un bon score.

Ces élections avaient été marquées par des violences ayant fait au moins cinq morts et des accusations de fraudes dans une centaine de sites, à deux ans de la prochaine élection présidentielle, déjà dans toutes les têtes.

# Source : AFP

# Cameroun : des experts onusiens appellent à protéger la liberté d’expression

Des experts de l’ONU ont exprimé leur préoccupation concernant la répression de manifestants au Cameroun, à la suite de la récente réélection du Président Paul Biya.

Les experts ont reconnu le **pas positif que constitue l’abandon des charges judiciaires à l’encontre des 52 militants du Mouvement de la Renaissance du Cameroun**, le 4 décembre.

« Les allégations reçues le mois dernier semblent indiquer la **mise en place d’un climat répressif envers la société civile, les partis politiques, et les personnes critiques vis à vis des résultats des élections**, qu’il s’agisse de leurs droits d’exprimer leurs points de vue ou de manifester librement », ont ajouté les experts.

Ils ont renouvelé leurs appels pour **une révision de la loi anti-terroriste de 2014, afin d’assurer qu’elle ne sera pas utilisée pour restreindre les libertés fondamentales**.

Ils exhortent le gouvernement à assurer qu’un espace démocratique plus grand sera garanti avant, pendant et après les élections législatives et municipales prévues en 2019.

# Source : ONU

# L'armée américaine dit avoir tué une soixantaine de Chabaabs en Somalie

Des frappes menées par l'aviation américaine en Somalie ont fait 62 morts dans les rangs des miliciens islamistes Chabaab au cours du week-end dernier, annonce le commandement des forces américaines pour l'Afrique.

# Source : Reuters

# Le président érythréen a rendu visite à son homologue somalien, une première

Le président érythréen Issaias Afeworki s'est rendu à Mogadiscio la semaine dernière, une première depuis son entrée en fonction en 1993, pour rencontrer son homologue somalien Mohamed Abdullahi Mohamed et intensifier le réchauffement des relations entre ces deux pays de la Corne de l'Afrique.

Après une longue période d'hostilité, la Somalie et l'Erythrée ont établi des liens diplomatiques fin juillet, dans la foulée de la signature d'un accord de paix entre l'Ethiopie et l'Erythrée.

Somalie et Erythrée entretenaient des relations tendues en raison du soutien présumé d'Asmara aux islamistes shebab, affiliés à Al-Qaïda et qui ont juré la perte du gouvernement somalien.

# Source : AFP

# Égypte : indignation aux obsèques de coptes tués par un policier

Deux milles chrétiens coptes ont assisté la semaine dernière aux obsèques d'un père et de son fils tués la veille par un policier égyptien dans la province de Minya et ont réclamé davantage de protection de la part des pouvoirs publics, rapportent des témoins.

Les coptes, qui représentent environ 10% de la population égyptienne, se plaignent de longue date de discrimination et sont des cibles privilégiées des extrémistes islamistes.

La communauté est toujours sous le coup d'un attentat revendiqué par l'Etat islamique qui a fait 7 morts début novembre.

# Source : Reuters

# Au Maroc, les producteurs de safran bataillent contre les contrefaçons

Cette petite fleur mauve aux pistils rouges est un trésor qui suscite bien des convoitises : les producteurs de safran de la région de Taliouine, dans le sud du Maroc, tentent de protéger leur épice rare et précieuse face aux contrefaçons.

L’Iran est le champion mondial de la production de safran.

Mais des produits de "contrefaçon" sont commercialisés en usurpant l'appellation "Taliouine", sans respect des critères stricts de qualité imposés par le label AOP.

Le safran est l’épice la plus chère au monde, très prisée par les chefs étoilés.

Principale richesse de la cité berbère de Taliouine, le safran y fait vivre près de 1.500 familles.

L'enjeu financier n'est pas anodin pour le Maroc, quatrième producteur mondial de cette épice derrière l'Iran, l'Inde et la Grèce, selon une étude de l'institut FranceAgriMer publiée en 2013.

L'ampleur de la contrefaçon n'est pas chiffrée, mais on sait que les possibilités de fraude sont multiples. La poudre pure peut facilement être mêlée à des colorants chimiques, à du safran de mauvaise qualité ou à des débris d'autres plantes, comme du maïs, expliquent des producteurs locaux.

Interrogé par l'AFP, l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA), qui contrôle notamment la qualité des produits agricoles, confirme que des "non-conformités" ont été décelées lors de contrôles "sur des safrans vendus en vrac ou dans des emballages ne portant aucune indication d'étiquetage".

Obtenir le label AOP nécessite le feu vert d'un laboratoire spécialisé, mais beaucoup de safran frelaté circule au Maroc.

Le royaume a produit 6,8 tonnes de safran en 2018, pour 1.800 hectares cultivés, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture.

# Source : AFP

# Tunisie : fin de l'épineuse mission de la justice transitionnelle

Huit ans après la révolution, et au terme de quatre années de travaux dans un contexte parfois hostile, l'instance tunisienne chargée de rendre justice aux victimes des dictatures, a présenté la semaine dernière de premières recommandations pour que de tels crimes ne puissent se reproduire.

Depuis sa création en 2014, dans le sillage de la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en janvier 2011, l'Instance Vérité et Dignité (IVD) a auditionné près de 50.000 victimes présumées et transmis quelques dizaines de dossiers à la justice, dans l'optique de faire la lumière sur les atteintes aux droits de l'Homme commises entre 1955 et 2013.

Certaines de ces auditions, retransmises à la télévision à une heure de grande écoute, ont constitué une opportunité historique d'entendre les récits glaçants des sévices subis, et des crimes commis, notamment sous la dictature Ben Ali.

Dans l'unique pays des Printemps arabes à poursuivre sa démocratisation, l'IVD devait, selon la loi, "parvenir à la réconciliation nationale, (...) archiver la mémoire collective et instaurer des garanties pour que ces atteintes ne se reproduisent plus".

A l'heure du bilan, l'IVD, dont la mission avait été prolongée non sans mal au printemps--, souligne l'hostilité à laquelle elle a parfois été confrontée.

"Dès le début, nous avons travaillé sous les tirs, et nous avons affronté des difficultés, en l'absence de volonté politique", dit à l'AFP Khaled Krichi, un des responsables de l'IVD.

Toutes les demandes de l'instance pour obtenir les dossiers judiciaires d'affaires de corruption ont ainsi été rejetées, ainsi que les demandes d'accès aux archives du ministère de l'Intérieur concernant des prisonniers torturés, fait valoir M. Krichi.

Contestée, une loi d’amnistie portée par le président Béji Caïd Essebsi, a été votée en parallèle l'an dernier, sapant les efforts de recherches de la vérité en blanchissant des fonctionnaires impliqués dans la corruption administrative.

Avec le retour progressif au pouvoir de responsables de l'ancien régime, la méfiance grandit contre l'IVD, dont la président Sihem Bensedrine, opposante sous Ben Ali, entretient des relations tendues avec des responsables de l'Etat.

Affaires d'assassinats, de viols, d'exils forcés, de corruption ont été étudiées au gré des 62.716 dossiers collectés et des 49.654 auditions organisées.

Celles retransmises à la télévision, très suivies, ont permis notamment de parler des tortures commises dans les geôles du ministère de l'Intérieur.

Pour juger les affaires dans lesquelles des preuves permettent de remonter toute la chaîne de commandement, 13 cours spécialisées ont été créées, qui ont commencé leurs audiences fin mai. Environ 25.000 personnes peuvent prétendre à une indemnisation du fonds dit "Al Karama" (La Dignité), selon M. Krichi.

# Source : AFP

# ASIE

# Trump a décidé un retrait "important" des troupes américaines d'Afghanistan

Le président Donald Trump a décidé de retirer un nombre "important" de militaires américains présents en Afghanistan, a indiqué jeudi à l'AFP un responsable américain, au lendemain de l'annonce du retrait de celles stationnées en Syrie.

Cette annonce surprise, qui intervient alors que des "pourparlers de réconciliation" entre les Etats-Unis et les talibans afghans se sont déroulés cette semaine à Abou Dhabi, a pris de court de hauts responsables et des diplomates interrogés par l'AFP à Kaboul.

Quelque 7.000 des 14.000 soldats américains présents en Afghanistan seraient concernés par le retrait, rapportent le Wall Street Journal et le New York Times.

Ces troupes opèrent à la fois dans une mission de l'Otan en soutien aux forces afghanes et pour des opérations séparées de lutte contre le terrorisme.

Les deux décisions de M. Trump sur la Syrie et l'Afghanistan sont susceptibles d'avoir des conséquences géopolitiques majeures dans les régions concernées. Elles interviennent en outre au moment où Washington tentait d'encourager un accord de paix avec les talibans.

L'émissaire américain pour la paix en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, a rencontré leurs représentants à plusieurs reprises ces derniers mois et vient juste d'achever une tournée dans la région. Il avait auparavant exprimé l'espoir de parvenir à un accord de paix avant l'élection présidentielle prévue en Afghanistan en avril.

Pour des spécialistes du dossier afghan, la décision américaine revient à accorder une énorme victoire tactique aux talibans sans qu'ils aient eux-mêmes à faire la moindre concession.

# Cette annonce a conduit jeudi le ministre américain de la Défense Jim Mattis à présenter sa démission.

Jim Mattis et d'autres conseillers militaires de premier plan avaient convaincu l'an dernier Donald Trump, d'abord réfractaire à cette idée, d'envoyer des milliers de troupes supplémentaires en Afghanistan, où les talibans commençaient à regagner du terrain face aux forces afghanes.

# Source : AFP

# La Chine offre ses bons offices pour la paix en Afghanistan

La Chine, traditionnelle alliée du Pakistan, a promis le week-end dernier de contribuer à rapprocher Afghanistan et Pakistan dans la perspective d'un processus de dialogue avec les taliban afghans.

Le chef de la diplomatie chinoise, le conseiller d'Etat Wang Yi, a rencontré à Kaboul les ministres afghan et pakistanais des Affaires étrangères, en se disant prêt à apporter son concours à l'amélioration des relations entre les deux pays d'Asie du Sud aux relations historiquement empreintes de défiance.

Cette rencontre, qui fait suite à des discussions préliminaires entre les trois pays il y a un an, illustre la volonté de Pékin de s'engager davantage dans la région, où il a investi massivement, dans le cadre de son projet de "Route de la Soie" du XXIe siècle, avec la création du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC).

Des accords ont été signés le week-end dernier pour permettre l'extension du CPEC en Afghanistan par des liaisons routières et ferroviaires. Depuis la rupture de négociations entre le gouvernement afghan et les taliban en 2015, ils rejettent toute idée de pourparlers directs avec Kaboul. Ils ont en revanche ouvert un canal de dialogue avec les Etats-Unis.

# Source : Reuters

# Birmanie : opérations de l'armée dans l'Etat Rakhine

L'armée mène de nouvelles "opérations de nettoyage" dans l'Etat Rakhine (ouest) après des attaques, dont l'une imputée à des Rohingyas, dans lesquelles 2 pêcheurs bouddhistes ont été tués, a annoncé jeudi le commandement en chef. Ces attaques sont intervenues lundi soir dans le nord de l'Etat Rakhine, épicentre depuis plusieurs années des violences contre les Rohingyas.

En août 2017, plus de 720.000 membres de cette minorité musulmane se sont réfugiés au Bangladesh pour fuir les exactions commises par des militaires birmans et des milices bouddhistes.

Des enquêteurs de l'ONU ont dénoncé un "génocide" et un nettoyage ethnique, appelant à poursuivre devant la justice internationale six généraux birmans dont le commandant des forces armées birmanes, Min Aung Hlaing. La Birmanie a rejeté ces accusations, affirmant s'être défendue contre des attaques de rebelles Rohingyas envers des postes de police.

La tension reste vive dans l'Etat Rakhine après l'échec mi-novembre d'un processus de retour engagé aux termes d'un accord entre la Birmanie et le Bangladesh, les réfugiés rohingyas refusant d'y participer sans garanties pour leurs droits et leur sécurité. Ils craignent aussi d'être à leur tour immédiatement cantonnés dans les camps de fortune de l'État Rakhine.

Les Rohingyas qui se trouvent toujours dans l'Etat Rakhine sont de plus en plus isolés et plusieurs bateaux chargés d'hommes, femmes et enfants tentant de fuir ont été interceptés ces dernières semaines et forcés à faire demi-tour.

# Source : AFP

# Facebook supprime des comptes liés selon lui à l'armée birmane

Facebook a annoncé mardi soir avoir supprimé de ses plateformes des centaines de comptes, pages et groupes en Birmanie après avoir découvert ce que la firme américaine appelle des "comportements coordonnés inauthentiques" et des liens avec l'armée birmane.

Le réseau social avait déjà supprimé en août dernier les comptes du chef de l'armée birmane et de plusieurs hauts responsables militaires afin d'empêcher la propagation "de la haine et de la désinformation".

Cette décision avait fait suite à la publication d'un rapport d'une commission d'experts mandatés par l'Onu accusant le commandant en chef de l'armée birmane et cinq autres généraux d'incitation au génocide contre la minorité musulmane des Rohingyas.

Facebook a déclaré le mois dernier qu'un rapport qu'il avait commandé sur sa présence en Birmanie montrait que le réseau social n'avait pas assez fait pour limiter la diffusion de contenus haineux et empêcher l'incitation à la violence dans le pays.

# Source : Reuters

# Protestation japonaise au sujet des Kouriles du Sud

Le Japon va protester auprès de la Russie contre la construction de nouvelles casernes dans les îles des Kouriles du Sud, dont l'armée soviétique s'est emparée à la fin de la Seconde Guerre mondiale et que Tokyo continue de revendiquer.

Le ministère russe de la Défense a annoncé qu'il comptait cantonner des troupes dans quatre complexes militaires, sur deux des îles de ce que Moscou appelle les Kouriles du Sud et Tokyo les "territoires du Nord".

Selon le ministère japonais de la Défense, ce sont 3.500 soldats russes qui seront déployés dans les deux plus grandes îles de cet archipel, dans le cadre d'un renforcement militaire en cours. Tokyo avait demandé à la Russie en juillet de réduire ses opérations militaires sur ces îles, ce qu'elle avait exclu.

# Source : Reuters

# Le Japon va acheter 45 chasseurs F35 supplémentaires sous cinq ans

Le Japon va augmenter son budget consacré à la défense et accélérer les acquisitions d'avions de chasse, de missiles à longue portée et d'autres équipements militaires dans les cinq prochaines années.

Tokyo prévoit de dépenser 224,7 milliards de dollars en équipement militaire dans les cinq prochaines années afin de soutenir les forces américaines dans l'ouest du Pacifique face à l'influence grandissante de la Chine et la résurgence de la Russie.

Selon l'un des documents, le Japon prévoit d'acheter 45 chasseurs furtifs F-35 supplémentaires au cours des cinq prochaines années auprès de Lockheed Martin, en plus des 42 chasseurs furtifs déjà commandés et assemblés. Dix-huit F-35B que le gouvernement japonais prévoit d'acheter devraient être déployés en mer de Chine méridionale où le Japon revendique des îles.

# Source : Reuters

# L'Ukraine dit qu'elle enverra d'autres navires en mer d'Azov

L'Ukraine enverra à nouveau des navires en mer d'Azov malgré l'incident du détroit de Kertch, où trois bâtiments ukrainiens ont été arraisonnés par les forces russes le mois dernier, a déclaré mercredi un responsable sécuritaire du gouvernement ukrainien, sans donner de calendrier précis.

Les forces russes ont arraisonné le 25 novembre dans le détroit de Kertch, qui sépare la mer Noire et la mer d'Azov, trois bâtiments ukrainiens qu'elles accusent d'avoir franchi illégalement la frontière maritime. Les 24 marins ukrainiens ont été transférés à Moscou.

Cet incident a nettement accentué la tension qui règne entre Moscou et Kiev depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

L'Union européenne, qui a décidé de prolonger ses sanctions économiques contre la Russie, et les Etats-Unis, ont appelé à la libération des 24 marins ukrainiens.

Dans un entretien accordé à l'antenne locale de la BBC, le secrétaire à la sécurité nationale et à la défense du gouvernement ukrainien a déclaré que "l'agression de la Russie ne stoppera pas notre projet de créer un groupe naval en mer d'Azov".

Réagissant, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que la volonté de Kiev d'envoyer à nouveau des navires transiter par le détroit de Kertch était une "provocation".

# Source : Reuters

# Le FMI approuve 3,9 milliards de dollars de crédits à l'Ukraine

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord de crédit stand-by à l'Ukraine de 3,9 milliards de dollars, avec une première tranche de 1,4 milliard qui sera débloquée d'ici Noël, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes.

Ce nouvel programme court sur 14 mois et succède à un plan de soutien de 17,5 milliards de dollars qui a soutenu l'économie ukrainienne, qui souffre depuis près de cinq ans du conflit dans le Donbass avec les séparatistes pro-russes et des tensions avec la Russie.

L'assistance financière du FMI était gelée depuis avril 2017 du fait de l'incapacité de Kiev à mettre véritablement en œuvre les réformes et le combat contre la corruption exigés par les bailleurs de fonds.

La Banque mondiale a parallèlement approuvé une garantie de crédit de 750 millions de dollars.

# Source : Reuters

# L'Ukraine se dote d'une Eglise indépendante de la tutelle religieuse russe

Un concile d'ecclésiastiques orthodoxes ukrainiens a acté le week-end dernier la création d'une Eglise indépendante de la tutelle religieuse de Moscou, une décision visant à assurer la "sécurité" et l'"indépendance spirituelle" du pays -- et symbole supplémentaire du divorce entre les deux voisins.

L'annonce a été faite devant une foule de supporters, réunis à Kiev dans le centre de la capitale, par le président Petro Porochenko, qui a fait de l'indépendance religieuse de l'Ukraine une question de "sécurité nationale" et l'un des éléments clé de sa campagne électorale pour la présidentielle du 31 mars prochain.

La branche loyale au Patriarcat de Moscou, qui a perdu une partie de ses fidèles depuis le début de la crise avec la Russie en 2014 mais qui dispose toujours du plus grand nombre de paroisses en Ukraine, a rejeté le concile comme "illégal" et a interdit à son clergé d'y participer.

Plusieurs de ses évêques et prêtres se sont néanmoins joints au rassemblement, selon le Patriarcat de Kiev. "J'ai vu deux de nos évêques sur des photos" du concile, a confirmé à l'AFP l'archevêque Kliment, porte-parole de la branche loyale à Moscou.

Un porte-parole de l'Eglise orthodoxe russe, le métropolite Illarion, a déclaré que leur participation au concile "ne pouvait qu'attrister" et l'a comparée à la trahison de Judas dans la Bible. La décision d'accorder l'indépendance religieuse à l'Ukraine a suscité l'ire de l'Église russe, qui a dénoncé un "schisme" et rompu ses liens avec Constantinople.

Ce concile intervient à la cinquième année d'une crise sans précédent entre Kiev et Moscou, qui a vu la Russie annexer la péninsule ukrainienne de Crimée en 2014 après l'arrivée au pouvoir de nouvelles autorités pro-occidentales en Ukraine, puis l'éclatement d'un sanglant conflit dans l'est séparatiste prorusse du pays, qui a fait plus de 10.000 morts.

Fin novembre, la situation s'est encore dégradée d'un cran lorsque la Russie a intercepté manu militari trois navires de guerre ukrainiens au large de la Crimée, première confrontation militaire ouverte entre les deux voisins.

Plusieurs manifestants favorables au schisme ont indiqué à l'AFP avoir été transportés à Kiev depuis la province gratuitement en bus pour cette manifestation, après avoir répondu à une annonce d'invitation postée dans leur église.

La branche fidèle à la Russie accuse Kiev de faire pression sur son clergé et ses fidèles pour les forcer à se rallier à la nouvelle formation, alors que la police a récemment perquisitionné plusieurs églises du Patriarcat de Moscou.

Le patriarche orthodoxe russe Kirill a dénoncé les "persécutions" contre le clergé et les Ukrainiens restés sous la tutelle de Moscou, dans une lettre adressée au pape et à l'ONU, mais aussi au président français Emmanuel Macron et à la chancelière allemande Angela Merkel.

Les autorités ukrainiennes se sont pour leur part voulues rassurantes, assurant que chaque paroisse sera libre de choisir de rejoindre ou non la nouvelle Eglise indépendante et disant vouloir à tout prix éviter une "guerre religieuse" dans le pays.

# Source : AFP

# Rap en Russie : le Kremlin doit prendre l'initiative, dit Poutine

Vladimir Poutine a déclaré le week-end dernier que le Kremlin devrait jouer un rôle de premier plan dans le rap russe plutôt que de le censurer.

Ces commentaires du président russe font suite à la brève interpellation d'un rappeur populaire, Husky, dont les textes critiquent parfois le gouvernement.

Après l'annulation d'un de ses concerts à Krasnodar, dans le sud de la Russie, Husky, a tenté de se produire sur le toit d'une voiture, ce qui a conduit à son arrestation pour hooliganisme.

Son arrestation et sa condamnation à 12 jours de prison ont provoqué un tollé.

Le rappeur a été libéré de façon anticipée grâce à l'intervention de membres de l'administration présidentielle, a annoncé sur Twitter le rédacteur en chef de la chaîne de télévision publique RT (Russia Today).

"S'il est impossible d'arrêter une chose, vous devez la prendre en main", a déclaré Vladimir Poutine lors de la retransmission en direct d'une réunion de son conseil consultatif sur la culture et les arts.

# Source : Reuters

# Remise du Prix Sakharov à Oleg Sentsov, emprisonné en Russie

"Ce qui importe ce n'est pas comment une personne a vécu, non pas comment on va mourir mais pour quelle cause", a déclaré le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov dans un texte lu lors de la remise par le Parlement européen du prix Sakharov pour la "liberté de pensée".

Originaire de la péninsule ukrainienne de Crimée, annexée par la Russie en 2014, Oleg Sentsov, 42 ans, est détenu dans la colonie pénitentiaire russe de Labytnangui, au-delà du cercle polaire arctique.

Père de deux enfants, le cinéaste, arrêté chez lui en mai 2014, a été condamné en août 2015 à 20 ans de prison pour "terrorisme" et "trafic d'armes", à l'issue d'un procès qualifié de "stalinien" par l'ONG Amnesty International.

Pour obtenir la libération de tous les "prisonniers politiques" ukrainiens détenus en Russie, il avait entamé en mai une grève de la faim, qu'il a cessée au bout de 145 jours, début octobre, pour éviter, a-t-il dit, d'être nourri de force.

Oleg Sentsov "devrait être à Strasbourg pour être félicité pour son courage et sa détermination", a twitté l'ambassade américaine à Kiev, appelant la Russie à libérer "tous les prisonniers politiques ukrainiens".

Récompensant "une contribution exceptionnelle à la lutte pour les droits de l'homme dans le monde", le Prix Sakharov a plusieurs fois fait office depuis sa création en 1988 d'antichambre du prix Nobel de la Paix.

# Source : AFP

# Corée du Nord : Washington et Séoul conviennent d'aider à l'envoi de médicaments

Les Etats-Unis et la Corée du Sud sont convenus d'aider à fournir des médicaments contre la grippe à la Corée du Nord, a déclaré vendredi un représentant sud-coréen, après que Washington s'est dit prêt à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire dans le cadre de ses discussions avec Pyongyang.

Stephen Biegun, représentant spécial des Etats-Unis pour la Corée du Nord, a annoncé mercredi que les Etats-Unis étaient prêts à faire le nécessaire pour accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire en Corée du Nord, alors que les négociations bilatérales sur le démantèlement du programme nucléaire de Pyongyang piétinent.

Washington ayant redoublé d'efforts dans la mise en œuvre des sanctions internationales, l'aide destinée à la Corée du Nord a pratiquement cessé cette année, malgré les avertissements des organisations humanitaires, qui craignent une crise alimentaire.

Les sanctions imposent notamment aux Américains qui souhaitent se rendre en Corée du Nord l'obtention d'une dérogation auprès du département d'Etat, y compris dans le cadre d'opérations humanitaires, ce qui "peut avoir eu une incidence sur l'acheminement de l'aide", a reconnu le diplomate.

# Source : Reuters

# Les sanctions US mauvaises pour la dénucléarisation, selon Pyongyang

La Corée du Nord a condamné le week-end dernier l'administration américaine pour avoir renforcé les sanctions à son encontre et déclaré que son désarmement nucléaire pourrait être bloqué indéfiniment.

Les Etats-Unis ont annoncé avoir imposé des sanctions à trois responsables nord-coréens, dont l'un des principaux collaborateurs du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, pour des violations présumées des droits de l'homme.

La dénucléarisation de la Corée du Nord n'a guère progressé depuis le sommet historique de juin dernier entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump à Singapour. Les discussions de travail entre le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo et le responsable nord-coréen Kim Yong-Chol, annulées en novembre, n'ont toujours pas été reprogrammées.

# Source : Reuters

# Chine : Xi Jinping appelle à la mise en œuvre de nouvelles réformes

Le président chinois Xi Jinping a appelé mardi, lors d'un discours très attendu prononcé à l'occasion du 40e anniversaire de l'ouverture économique de la Chine, à la mise en œuvre de nouvelles réformes sans toutefois faire l'annonce de mesures spécifiques.

Dans un discours de près d'une heure et demie, Xi Jinping a déclaré que la Chine allait accroître les efforts visant à ouvrir ses marchés et veiller à la mise en œuvre de réformes majeures.

"Nous devons, sans relâche, renforcer le développement de l'économie nationale tout en encourageant, soutenant et guidant le développement de l'économie privée", a dit Xi.

Le programme de réformes économiques et d'ouverture du pays a été mis en œuvre à partir de 1978 sous l'égide de l'ancien dirigeant Deng Xiaoping, permettant à des millions de Chinois de sortir de la pauvreté et transformant le pays en puissance économique.

Pékin a récemment lancé une série de mesures, dont une baisse des réserves bancaires, des baisses d'impôts et davantage de dépenses d'infrastructures, pour tenter de contrecarrer un vif ralentissement de l'économie chinoise.

Xi Jinping s'exprimait dans un contexte de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis qui pousse certains entrepreneurs chinois et conseillers gouvernementaux à plaider en faveur d'une accélération du rythme des réformes et d'une libéralisation du secteur privé.

Face aux pressions, venues notamment de Washington, Pékin compte ouvrir davantage le pays aux entreprises étrangères. Xi Jinping et Donald Trump ont convenu lors de leur rencontre à Buenos Aires, le 1er décembre en marge du sommet du G20, d'une trêve commerciale de 90 jours pendant que les deux pays poursuivaient les négociations pour la conclusion d'un accord.

# Source : Reuters

# Chine : l'épouse d'un avocat se rase la tête pour réclamer justice

La femme d'un avocat emprisonné en Chine et trois sympathisantes se sont symboliquement rasé la tête lundi avant de tenter, vainement, de saisir un tribunal de Pékin du sort du juriste.

Leurs maris avaient tous été visés lors d'un coup de filet contre les défenseurs des droits humains en 2015. Plus de 200 personnes avaient alors été arrêtées.

Parmi elles, l'avocat Wang Quanzhang, qui défendait des militants politiques et des paysans expropriés, a disparu trois ans avant de refaire surface en prison l'été dernier.

Il attend son procès, à une date toujours indéterminée, pour "subversion". Il est le dernier des arrêtés de 2015 à rester détenu sans procès.

# Source : AFP

# Chine : Boeing ouvre sa première usine de 737 malgré la guerre US

Boeing a ouvert samedi son premier site d'assemblage terminal de 737 sur le sol chinois, un investissement stratégique dans sa bataille avec son éternel concurrent Airbus en pleine guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

L'avionneur américain a également livré le premier exemplaire de son célèbre 737 dont l'assemblage a été achevé à Zhoushan, à 290 km au sud-est de Shanghai, à la compagnie publique Air China durant une cérémonie à laquelle ont participé des dirigeants des deux groupes, devant un parterre de plusieurs centaines de personnes.

Boeing et Airbus étendent leur présence industrielle en Chine dans la course aux commandes engagée sur ce marché aérien en forte croissance. La Chine devrait détrôner les Etats-Unis comme premier marché mondial de l'aviation lors de la prochaine décennie.

Boeing revendique la place de premier exportateur américain et a livré l'an dernier un quart des appareils qu'il a fabriqués à des clients en Chine. Selon lui, la demande totale en avions neufs devrait y atteindre 7.700 unités au cours des vingt prochaines années, valorisées à 1.200 milliards de dollars.

La cérémonie d'inauguration a toutefois été ternie par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, engagés tous deux dans une bataille de représailles douanières. Les deux premières puissances économiques mondiales ont conclu une trêve de 90 jours pour tenter de négocier un accord commercial.

Les appareils fabriqués aux Etats-Unis ont pour le moment échappé aux droits de douane chinois, contrairement à d'autres secteurs de l'économie américaine.

Boeing vise à terme un objectif de 100 livraisons d'appareils par an à Zhoushan.

# Source : Reuters

# Xi Jinping revendique une "victoire écrasante" contre la corruption

Le président chinois Xi Jinping a revendiqué la semaine dernière une "victoire écrasante" contre la corruption au sein du parti communiste, tout en promettant de poursuite la campagne entamée à son arrivée au pouvoir. Les organes qui en sont chargés ont traité 464.000 cas et 406.000 personnes ont été sanctionnées au cours des neuf premiers mois de 2018.

# Source : Reuters

# Google n'a pas de projet de moteur de recherche en Chine

Google n'a pour le moment "aucun projet" de lancement d'un moteur de recherche en Chine, a déclaré la semaine dernière devant une commission du Congrès américain le directeur général de la filiale d'Alphabet, qui n'exclut pas toutefois un tel projet à l'avenir.

Des parlementaires et des centaines de salariés de Google s'inquiètent d'un éventuel retour du moteur de recherche sur le marché chinois, craignant la censure et la politique de surveillance des réseaux exercées par la Chine.

Google, sous la pression des autorités chinoises, a retiré son moteur de recherche de Chine en 2010 mais le groupe tente depuis d'y revenir, le pays étant le premier marché au monde en termes d'utilisateurs de smartphones.

Un responsable du gouvernement chinois s'exprimant sous le couvert d'anonymat a déclaré à Reuters le mois dernier qu'il était peu probable que Google obtienne l'autorisation de lancer un service de recherche dans le pays l'an prochain.

# Source : Reuters

# Apple : les iPhone toujours commercialisés en Chine malgré l'interdiction d'un tribunal

Les magasins Apple en Chine continuaient la semaine dernière de commercialiser des iPhone en dépit de l'interdiction de vente prononcée par un tribunal local, à l'heure où la marque à la pomme affronte un feu de critiques nationalistes dans le pays dans le sillage de l'affaire Huawei.

Selon le géant américain des semi-conducteurs Qualcomm, le tribunal intermédiaire de Fuzhou (est de la Chine) a ordonné à quatre filiales chinoises d'Apple de cesser la vente et l'importation de la plupart des modèles d'iPhone, accusés par Qualcomm de violer certains de ses brevets.

Mais les magasins Apple contactés par l'AFP à Pékin, Shanghai et Fuzhou ont assuré qu'ils continuaient de proposer à la vente les appareils concernés.

Apple a indiqué vouloir utiliser tous les moyens légaux pour se défendre.

"Si l'interdiction s'imposait, il n'y aurait plus de produits Apple à moins de 6.500 yuans (825 euros) en Chine", de quoi laisser libre cours aux fabricants chinois de smartphones à commencer par le géant des télécoms Huawei, indique à l'AFP Wang Xi, analyste du cabinet IDC.

Ce revers judiciaire intervient alors que les iPhone sont la cible en Chine d'un vif ressentiment nationaliste après l'arrestation au Canada d'une dirigeante de Huawei, à l'instigation des Etats-Unis. Celle-ci, Meng Wanzhou, est soupçonnée de complicité de fraude visant à contourner les sanctions américaines contre l'Iran.

De quoi, par contrecoup, alimenter une vague de réactions nationalistes très hostiles à Apple sur la populaire plateforme de microblogs Weibo.

# Plusieurs entreprises technologiques chinoises ont emboîté le pas.

Longtemps très populaire en Chine, Apple a dégringolé au cinquième rang des vendeurs de smartphones sur ce marché stratégique, dépassé par l'essor fulgurant des fabricants locaux - Huawei, Xiaomi et les nouveaux-venus Oppo et Vivo - selon le cabinet IDC.

# Source : AFP

# Au Vietnam, des mères à la recherche de leurs filles vendues comme épouses en Chine

Vu Thi Dinh a passé des semaines à rechercher sa fille disparue avec sa meilleure amie au Vietnam près de la frontière chinoise, dans une région pauvre et montagneuse où des réseaux criminels enlèvent des adolescentes pour les vendre comme épouses en Chine.

Comme elle, de nombreuses mères vietnamiennes sont à la recherche de leurs filles, craignant qu'elles aient été vendues pour se marier en Chine où la politique de l'enfant unique mise en place entre 1979 et 2015 a engendré un déficit de plusieurs dizaines de millions de femmes.

La fille de Dinh, Dua, et son amie, Di, toutes deux âgées de 16 ans, ont disparu en février alors qu'elles se promenaient non loin de chez elles à Meo Vac, dans le nord du pays, à deux pas de la frontière chinoise.

Di et Dua appartiennent, comme de nombreuses adolescentes victimes des trafiquants, à la minorité ethnique Hmong, l'une des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées du Vietnam.

D'après les chiffres officiels, le pays a enregistré quelque 3.000 cas de traite des êtres humains entre 2012 et 2017, en majorité des jeunes femmes. Mais ces statistiques ne représentent que des personnes qui ont pu être sauvées ou ont pu rentrer dans leur pays par leurs propres moyens. Beaucoup de cas d'enlèvements ne sont pas recensés.

# La frontière, longue de 1.300 kilomètres, est très poreuse.

Selon les jeunes femmes interrogées, nombre de victimes ne se rendent même pas compte sur le moment qu'elles ont été la proie de trafiquants, qui leur ont fait passer la frontière chinoise.

# Source : AFP

# Ouverture du plus gros barrage hydroélectrique du Cambodge, avec l'aide de Pékin

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a inauguré le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit dans ce pays de la région du Mékong, avec le soutien financier de la Chine, malgré l'impact environnemental et le déplacement de milliers de villageois.

"La plupart des gens soutiennent ce projet, mais certains villageois créent des difficultés, y étant poussés par des étrangers", a déclaré celui qui dirige le Cambodge d'une main de fer depuis plus de trente ans, lors de cette inauguration diffusée sur la télévision nationale.

Outre les inquiétudes de l'ONU, l'ONG International Rivers dénonce "un impact écologique catastrophique" sur les stocks de poisson et l'environnement. Des milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages, désormais submergés.

Avec plus de 4.800 kilomètres de long, le Mékong abrite la biodiversité aquatique la plus importante du monde après l'Amazone. Et il est vital pour la survie des 60 millions de personnes vivant directement du fleuve en Asie du Sud-Est. Pourtant, c'est plus au nord que tout se joue : les dirigeants chinois détiennent entre leurs mains l'avenir du fleuve.

Pékin a déjà construit six barrages sur le cours supérieur du Mékong et investi dans plus de la moitié des 11 barrages prévus plus au sud, d'après l'ONG International Rivers. En contrôlant le débit en amont, la Chine possède un énorme moyen de pression. Ainsi en 2016, Pékin a permis au Vietnam d'atténuer les effets d'une grave sécheresse en ouvrant les vannes.

# Source : AFP

# Thaïlande : la junte réautorise les campagnes politiques à l'approche des élections de 2019

La junte militaire au pouvoir depuis plus de quatre ans en Thaïlande a levé la semaine dernière l'interdiction de mener des campagnes politiques, à l'approche d'élections promises pour début 2019. Cependant l'article ne met pas fin aux détentions au secret, permettant aux militaires de détenir toute personne pendant sept jours avant de signaler le cas au parquet.

Les politiciens de tous bords, y compris ceux plutôt proches des idées conservatrices des militaires, réclament depuis des mois la levée de l'interdiction des activités politiques, au premier rang desquels les meetings.

Nombre de politiciens jugent tardive cette réautorisation, les élections, plusieurs fois repoussées, étant promises pour fin février par les militaires. Cela laisse désormais à peine plus de deux mois à leurs adversaires pour faire campagne.

Plusieurs dizaines de partis nouvellement créés se sont enregistrés ces derniers mois en vue des élections. La plupart des nouveaux entrants sont des novices en politique venus du milieu des affaires ou du monde universitaire, et plusieurs affirment leur étiquette pro-junte.

Outre la fidélité assurée de plusieurs partis nouvellement créés, la junte militaire a pris plusieurs longueurs d'avance, son chef, le général Prayut Chan-O-Cha faisant campagne depuis des mois à travers les provinces rurales du pays, tentant de séduire électeurs et influenceurs locaux.

# Source : AFP

# Sri Lanka : Ranil Wickremesinghe retrouve le poste de Premier ministre

L'ancien Premier ministre sri-lankais Ranil Wickremesinghe a repris le week-end dernier les rênes du gouvernement, ce qui devrait mettre fin à la crise politique qui dure depuis son limogeage surprise, en octobre.

Le président Maithripala Sirisena avait nommé Mahinda Rajapaksa fin octobre pour le remplacer, mais le nouveau chef du gouvernement a dû démissionner le week-end dernier faute de majorité parlementaire.

Ranil Wickremesinghe, dont c'est le cinquième passage aux affaires, n'a achevé aucun de ses mandats. Il a été investi dimanche en présence du chef de l'Etat, qui avait promis de ne pas le reconduire à la tête du gouvernement.

Maithripala Sirisena a dû changer d'avis sous la pression du Parlement pour obtenir l'adoption d'un budget avant la date limite du 1er janvier.

Arrivé au pouvoir en 2015, Maithripala Sirisena s'est posé en garant de la démocratie et de la lutte contre la corruption, mais la crise politique lui a coûté cher en termes de popularité.

Beaucoup l'ont mise sur le compte de divergences personnelles avec Ranil Wickremesinghe centrées sur l'équilibre des relations avec l'Inde, l'allié traditionnel, et la Chine, qui a beaucoup investi récemment au Sri Lanka.

# Source : Reuters

# Au Bangladesh, le combat d'un homme pour sauver les arbres un par un

Il arrache le clou rouillé du tronc d'arbre et le laisse tomber dans son seau : encore une monstruosité qu'il a effacée du paysage. Ohid Sarder mène une croisade en solitaire pour nettoyer le Bangladesh.

Défenseur convaincu de l'environnement, cet homme de 53 ans parcourt le pays à bicyclette afin de libérer les arbres des affiches et pancartes accrochées à leur tronc. Au Bangladesh, il est fréquent que les arbres soient utilisés comme des espaces publicitaires gratuits. Sur certains arbres, chaque centimètre carré d'écorce ou presque est recouvert d'affiches.

Avec le temps, les pancartes se désintègrent mais les clous restent fichés dans le bois et Ohid Sarder s'est donné pour mission de panser les blessures des arbres.

Son travail attire des foules de curieux. "Les gens croient que je suis fou".

C'est pourquoi, dans une tentative de prosélytisme pro-arbres, il a accroché à l'avant de son vélo une pancarte pour expliquer leurs bienfaits et la nécessité de protéger la nature.

"Je fais de mon mieux pour expliquer l'importance d'avoir davantage d'arbres, afin d'inciter les gens à en planter d'autres et à en sauver encore plus".

Il demande aux autorités d'interdire ces affichages sauvages, en vain pour l'instant, et jure qu'il continuera le combat, convaincu que les gens sont de plus en plus conscients du changement climatique et du besoin de protéger l'environnement.

Au Bangladesh, un pays pauvre de 160 millions d'habitants parcouru par les cours d'eau, les inondations sont fréquentes. Selon les spécialistes, les arbres permettent de minimiser les dégâts provoqués chaque année par les déluges car ils absorbent l'eau et empêchent les sols de s'éroder.

# Source : AFP

# AMERIQUES

# Les Etats-Unis se dirigent vers un "shutdown", la paralysie des administrations

Les Etats-Unis se dirigeaient tout droit vendredi vers un "shutdown", la paralysie des administrations fédérales, faute d'un accord entre Donald Trump et les démocrates sur une loi budgétaire et le financement du mur frontalier avec le Mexique voulu par le président américain.

La date butoir est fixée à vendredi minuit à Washington, à trois jours de Noël. En cas d'absence de compromis entre les deux chambres du Congrès et la Maison Blanche sur le budget fédéral, certaines administrations devraient fermer et mettre des employés en congé sans solde.

Et le président a prévenu que cette fermeture partielle du gouvernement, si elle avait lieu, serait très longue. Donald Trump insiste pour que le financement d'un mur à la frontière avec le Mexique, à hauteur de 5 milliards de dollars, soit inclus dans le budget. Ou qu'à défaut une enveloppe substantielle soit consacrée à la sécurité aux frontières.

Ce mur --importante promesse de campagne d'un candidat qui avait fait de l'immigration un de ses thèmes majeurs-- est la condition sine qua non pour qu'il approuve le budget et ratifie le texte, a-t-il prévenu.

Ce psychodrame du "shutdown", un classique de la politique à Washington, intervient dans un contexte déjà tendu, au lendemain de la démission du ministre de la Défense Jim Mattis qui a sonné comme un coup de tonnerre et choqué beaucoup d'élus républicains.

La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a approuvé jeudi soir un nouveau texte qui va dans le sens des exigences du président, incluant un financement de son mur à hauteur de 5,7 milliards.

# Le président s'en est longuement réjoui.

Mais si ce financement a pu être adopté sans voix démocrates à la chambre basse, il n'a aucune chance de passer au Sénat, où 60 votes sont nécessaires. Les républicains n'en ont que 51.

Le milliardaire républicain pense avoir une fenêtre de quelques jours pour obtenir du Congrès le financement du mur. Le 3 janvier, la majorité basculera du côté des démocrates à la Chambre des représentants, après leur victoire aux élections de mi-mandat.

# Source : AFP

# En désaccord avec Trump, le chef du Pentagone claque la porte

Le chef du Pentagone Jim Mattis a brutalement annoncé jeudi sa démission du gouvernement de Donald Trump, affichant son désaccord avec la nouvelle stratégie de la Maison Blanche marquée par le retrait des troupes de Syrie et la préparation d'un désengagement partiel d'Afghanistan.

La démission de Jim Mattis, homme respecté sur la scène internationale qui incarnait une forme de stabilité au sein d'une administration traversée de secousses, est un camouflet pour le tempétueux président des Etats-Unis, qui apparaît de plus en plus isolé.

Dans un courrier adressé au locataire de la Maison Blanche, cet ex-général des Marines de 68 ans, qui entretenait des relations difficiles avec M. Trump depuis plusieurs mois, insiste sur la nécessité pour les Etats-Unis de "traiter les alliés avec respect".

Trump a annoncé mercredi le départ le plus rapide possible des quelque 2.000 soldats américains stationnés en Syrie.

Et l'administration Trump prépare également un retrait "important" des troupes stationnées en Afghanistan a indiqué jeudi soir à l'AFP, sous couvert d'anonymat, un responsable américain.

Le Wall Street Journal et le New York Times évoquent le départ de la moitié des 14.000 militaires américains engagés sur le sol afghan dans ce conflit vieux de 17 ans lancé après les attentats du 11-Septembre 2001.

Martelant que les Etats-Unis n'avaient pas vocation à être le "gendarme du Moyen-Orient", Donald Trump a défendu jeudi avec force le retrait de Syrie, une décision prise contre l'avis de plusieurs membres de son administration.

Si des questions restent en suspens sur le devenir des frappes aériennes américaines contre l'EI, sur la politique de Washington vis-à-vis de l'Iran dans la région ou encore sur une décision qui laisse le champ libre à la Russie, le président républicain peut se targuer de tenir une vieille promesse.

"Il est temps que d'autres se battent enfin", a-t-il lancé sur Twitter, estimant que l'Amérique n'avait "RIEN" obtenu d'autre que la perte de vies précieuses et de milliers de milliards de dollars, et invitant "la Russie, l'Iran, la Syrie et beaucoup d'autres" à prendre le relais contre l'EI -- dont il avait clamé la veille la défaite.

Son homologue russe Vladimir Poutine, à la manœuvre en Syrie au côté du régime de Bachar al-Assad, a salué une décision "juste".

Cependant l'EI conserve quelques réduits et reste redoutable en raison de sa capacité à mener des attentats meurtriers à travers le monde.

France, Royaume-Uni et Allemagne, alliés des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI et cibles régulières de ses attaques, n'ont pas caché leur inquiétude après l'annonce du retrait américain, qui a provoqué une levée de boucliers dans la propre famille politique de Donald Trump.

Conséquence directe de la décision du président des Etats-Unis : les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), en première ligne contre l'EI, pourraient s'en détourner si le président Erdogan lance, comme il menace de le faire, une nouvelle offensive contre elle.

# Source : AFP

# La Cour suprême bloque la politique de Trump sur le droit d'asile

La Cour suprême des Etats-Unis a refusé vendredi de lever le blocage judiciaire dont fait l'objet la politique de l'administration Trump visant à restreindre le droit d'asile pour les personnes entrées illégalement sur le territoire américain.

Le gouvernement fédéral américain souhaite que les personnes ayant franchi la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis en ne passant pas par un poste-frontière ne puissent pas bénéficier du droit d'asile. Cette politique vise à rendre plus difficiles l'entrée et le séjour de migrants arrivés illégalement aux Etats-Unis.

"La décision de la Cour suprême de maintenir le blocage de l'interdiction du droit d'asile va sauver des vies et éviter la persécution de familles vulnérables et d'enfants. Nous sommes satisfaits que la cour ait refusé d'autoriser l'administration à court-circuiter la procédure habituelle d'appel", a déclaré Lee Gelernt, avocat de l'American Civil Liberties Union.

Cette décision constitue un revers politique pour Donald Trump qui se sert de la question migratoire et identitaire comme argument électoral mais elle est également un avertissement pour le président américain qui pensait disposer d'une majorité à sa main à la Cour suprême.

La décision de la Cour suprême intervient alors qu'un bras de fer est engagé entre Donald Trump et le Congrès qui pour l'instant refuse d'approuver un projet de loi prévoyant un budget de cinq milliards de dollars afin de financer le mur que le président américain veut ériger à la frontière mexicaine.

# Source : Reuters

# Washington fera attendre au Mexique les candidats à l'asile

Les Etats-Unis vont désormais renvoyer les demandeurs d'asile au Mexique pendant l'examen de leur dossier par les autorités américaines, afin d'empêcher qu'ils demeurent sur le territoire américain et échappent à la surveillance des autorités.

Le ministère américain de la Sécurité intérieure et le département d'Etat ont annoncé jeudi matin cette décision destinée à "décourager" les candidats à l'exil originaires pour la plupart d'Amérique centrale.

Ils ont dit en avoir informé le nouveau gouvernement mexicain qui, de son côté, a assuré qu'il garantirait les droits de ces migrants pendant l'instruction de leur dossier aux Etats-Unis.

Pour l'administration du président Donald Trump, cet arrangement tacite avec les Mexicains est un succès significatif dans la lutte contre l'immigration clandestine, une de ses priorités.

"Les étrangers qui essaient de profiter du système pour venir illégalement sur notre sol ne pourront plus disparaître aux Etats-Unis, où ils sont nombreux à ne pas honorer leurs rendez-vous dans les tribunaux", a écrit la ministre américaine de la Sécurité intérieure. Selon les dernières statistiques, 10,7 millions d'immigrés clandestins vivent actuellement aux Etats-Unis.

Le gouvernement mexicain a été informé et a "décidé de prendre des mesures de son côté de la frontière", a assuré la ministre américaine, en espérant que les migrants obtiennent des "visas humanitaires" qui les autorisent à travailler au Mexique en attendant les décisions des tribunaux américains.

Sur le plan préventif, Washington et Mexico s'étaient engagés mardi à effectuer d'importants investissements en Amérique centrale et dans le sud du Mexique, dans l'espoir d'endiguer les départs de migrants fuyant la misère et la violence.

Donald Trump a fait de la lutte contre l'immigration clandestine l'un des enjeux de sa présidence. Il a violemment dénoncé ces dernières semaines les caravanes de migrants qui ont traversé le Mexique en direction des Etats-Unis.

L'immigration vers les Etats-Unis provient aujourd'hui principalement de pays d'Amérique centrale --Honduras, Salvador, Guatemala-- que des familles entières fuient pour échapper à la violence et à la criminalité des gangs.

Réticences du Congrès ou interventions des tribunaux, le président américain a depuis le début de son mandat beaucoup de mal à imposer sa politique intransigeante face à l'immigration illégale.

# Source : AFP

# USA : plus de 500 prêtres et membres du clergé de l'Illinois accusés d'abus sexuels

Le ministère de la Justice de l'Etat de l'Illinois a recensé des accusations d'abus sexuels commis sur des enfants par au moins 500 prêtres catholiques et membres du clergé de l'Etat, des affaires que les diocèses ont dissimulées ou pour lesquelles ils n'ont pas mené d'enquêtes approfondies.

L'annonce a été faite mercredi par la ministre de la Justice de l'Etat, Lisa Madigan, au moment de dévoiler les conclusions d'une enquête ouverte en août dernier suite à la révélation par son homologue de l'Etat de Pennsylvanie que des prêtres ont commis des abus sur un millier d'enfants durant une période de plus de 70 ans.

# Source : Reuters

# L'administration US proscrit un dispositif augmentant la cadence de tir des armes

L'administration Trump a interdit mardi les "bump stocks", ces dispositifs qui modifient une arme semi-automatique afin de pouvoir tirer en rafale comme avec une arme automatique et dont s'est notamment servi le tireur de Las Vegas, où 58 personnes ont été tuées en octobre 2017.

Les propriétaires d'armes disposant de ce genre de dispositifs ont 90 jours pour les rendre ou pour les détruire.

La proposition avait été avancée en mars dernier par le département de la Justice à la veille d'une journée de mobilisation pour un durcissement du contrôle sur les armes à feu.

Stephen Paddock, le tueur de Las Vegas qui a fait également plusieurs centaines de blessés, utilisait des "bump stocks", ce qui lui a permis de tirer des centaines de balles par minute. Les forces de police estiment que sans ce dispositif simple à acheter et à monter sur une arme, le bilan de la tuerie aurait été moindre.

La décision arrêtée mardi au niveau fédéral est déjà en vigueur dans un grand nombre d'Etats et appliquée par des revendeurs qui ont réagi à la suite d'une autre tuerie, celle du lycée de Parkland, en Floride, où 17 personnes ont perdu la vie en février dernier.

# Source : Reuters

# Malgré les appels de Trump, la peine de mort confirme son déclin aux Etats-Unis

Le président américain Donald Trump a beau souhaiter un recours accru à la peine de mort, celle-ci a confirmé en 2018 son érosion aux Etats-Unis, avec des exécutions et des verdicts à des niveaux historiquement bas.

"Seuls" 25 condamnés à mort ont été exécutés en 2018, dont le dernier jeudi soir en Floride, selon le rapport annuel du Centre d'information sur la peine de mort (DPIC).

Autre marque du recul de la peine capitale : l'Etat de Washington, dans le nord-ouest, l'a déclarée illégale, devenant le 20e Etat abolitionniste du pays.

Même "déclin" au nouveau des tribunaux : 42 peines capitales ont été prononcées cette année dans tout le pays, loin des 315 condamnations à mort de 1996.

Donald Trump réclame pourtant à intervalles réguliers un usage renforcé de la peine capitale.

Plus concrètement, il a nommé deux juges conservateurs à la Cour suprême, plaçant le camp progressiste, plus ouvert aux thèses abolitionnistes, en minorité pour de longues années.

La haute juridiction a pour mission de veiller au respect de la Constitution. C'est donc elle qui, in fine, a le pouvoir de valider ou d'invalider la peine capitale.

Mais le recul de la peine capitale s'explique surtout par les interrogations sur la légalité des injections létales et sur la disponibilité des produits.

Les opposants à la peine de mort ont multiplié les recours contre les cocktails de médicaments utilisés, estimant qu'ils imposaient de longues souffrances aux condamnés.

Et les grands laboratoires pharmaceutiques, désireux de ne pas être associés à la peine de mort, refusent de fournir les produits.

Pour cette raison, l'année 2018 a été marquée par la remise en service de la chaise électrique, utilisée à deux reprises dans le Tennessee alors qu'elle n'avait pas servi depuis 2013.

Pour le DPIC, les Etats-Unis s'éloignent aussi de la peine de mort parce que les Américains sont de plus en plus sceptiques à son sujet.

"Les résultats des élections de 2018 présagent de la poursuite du recul de la peine capitale", estime le DPIC.

# Source : AFP

# USA : déficit budgétaire de 205 milliards de dollars en novembre

Le déficit budgétaire du gouvernement fédéral américain a atteint 205 milliards de dollars en novembre contre 139 milliards lors du même mois de 2017, a annoncé le Trésor.

Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un déficit de 1 milliards de dollars.

Les dépenses fédérales se sont montées à 411 milliards de dollars, en hausse de 18% par rapport à novembre 2017, pour des recettes de 206 milliards, en baisse de 1% sur un an.

Le déficit cumulé pour les deux premiers mois de l'exercice budgétaire américain s’est creusé de 51%.

# Source : Reuters

# L'enquête russe du procureur Mueller a coûté 25 millions de dollars

L'enquête menée aux Etats-Unis par le procureur spécial Robert Mueller sur une possible collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie a coûté au total 25,2 millions de dollars, selon les dernières données diffusées par le département de la Justice.

Donald Trump, qui qualifie cette enquête de "chasse aux sorcières", affirmait, sans étayer ses dires, que la mission menée par le procureur Mueller avait coûté plus de 40 millions de dollars dépensés pour rien. A titre de comparaison, l'enquête menée par le procureur spécial Kenneth Starr contre Bill Clinton entre août 1994 et février 1999 avait coûté 52 millions de dollars.

# Source : Reuters

# Daniels condamnée à verser 300.000 dollars à Trump en frais de justice

L'actrice de films pornographiques Stormy Daniels, déboutée de sa plainte en diffamation contre Donald Trump, devra lui verser plus de 290.000 dollars pour rembourser ses frais de justice, a décidé la semaine dernière le juge fédéral James Otero.

Les avocats du président américain avaient réclamé près de 800.000 dollars.

La plainte en diffamation de Stormy Daniels, de son vrai nom Stephanie Clifford, contre Donald Trump a été rejetée mi-octobre au nom de la liberté d'expression.

L'avocat de l'actrice, Michael Avenatti, a souligné que le match judiciaire qui oppose sa cliente au président des Etats-Unis était loin d'être terminé, rappelant l'autre plainte de sa cliente visant cette fois l'accord de confidentialité conclu juste avant l'élection présidentielle de 2016.

L'actrice a porté plainte en mars dernier pour obtenir l'annulation de cet accord de confidentialité signée moins de deux semaines avant la présidentielle.

# En contrepartie du versement de 130.000 dollars, Stormy Daniels s'engageait à ne rien dire de ce qu'elle a qualifié de relation "intime" avec Trump et qui remonte, selon elle, à 2006.

Le parquet fédéral de Manhattan a demandé vendredi à la justice américaine de condamner Michael Cohen, ancien avocat personnel de Donald Trump, à une "peine d'emprisonnement substantielle" pour avoir acheté le silence de l'actrice et pour fraude fiscale.

Le verdict doit être rendu ce mercredi.

# Source : Reuters

# "Il y a du pain ?" : à Cuba, le manque de farine met la patience des habitants à rude épreuve

Oswaldo, un habitant de La Havane, s'est levé tôt pour aller acheter du pain pour le petit déjeuner, mais il n'en a pas trouvé. Le lendemain non plus. "On dit que les minoteries sont cassées", raconte-t-il. Depuis plusieurs jours, trouver du pain à Cuba met la patience des habitants à rude épreuve.

Dans le livret d'alimentation délivré par le gouvernement socialiste, chaque Cubain a droit à un pain par jour pour cinq centimes de peso (0,002 cents de dollar). Mais les habitants complètent généralement cette ration en achetant un autre pain à 10 pesos (environ 40 cents de dollar).

A la télévision, la ministre de l'Industrie alimentaire, Iris Quiñones, a expliqué que les retards dans les importations de pièces de rechange destinées aux minoteries avaient rendu difficile la production locale de farine. Le blé importé arrive bien jusqu'à Cuba, mais ne peut pas être transformé.

L'île possède six grands moulins. Trois ont des difficultés de production en raison d'un manque de pièces de rechange. Celui de Cienfuegos (centre), qui fabrique presque la moitié de la farine produite sur l'île, ne recevra les pièces nécessaires que début 2019.

"Ces derniers jours ont été les plus tendus de l'année pour l'approvisionnement, ce qui nous a contraints à puiser dans nos faibles stocks", a expliqué Mme Quiñones. Selon la ministre, dès le début de 2018, le gouvernement, voyant que la production nationale serait en baisse, "a dû dégager des financements non prévus pour importer 30.000 tonnes de farine".

Le déficit total de farine pour l'année sera finalement de 70.000 tonnes, ce qui signifie qu'environ 40.000 tonnes vont faire défaut.

L'île importe la quasi-totalité des produits de consommation et les pénuries alimentaires ne sont pas rares, en fonction des arrivées de denrées dans les ports.

# Source : AFP

# Les agences de l’ONU lancent un plan d’urgence pour aider les millions de réfugiés et migrants vénézuéliens

L’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont lancé la semaine dernière à Genève un nouveau plan visant à couvrir les besoins urgents de millions de réfugiés et de migrants vénézuéliens.

Ce plan - le premier du genre dans les Amériques - est la dernière stratégie de l’ONU pour venir en aide à environ trois millions de Vénézuéliens qui ont fui leur pays dans ce qui est le plus grand exode de la région au cours des dernières années.

La grande majorité des Vénézuéliens qui ont quitté leur pays ont cherché refuge dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le nombre de personnes ayant quitté le Venezuela a considérablement augmenté par rapport à 2017. Le HCR, l’OIM et leurs partenaires ont besoin de 738 millions de dollars en 2019 pour venir en aide à 2,7 millions de personnes dans 16 pays.

Les agences onusiennes ont salué la générosité manifestée à l'égard des réfugiés et des migrants par les pays hôtes régionaux.

Les infrastructures et les services des pays d’accueil à faire face à l'afflux de réfugiés et de migrants ont atteint des niveaux bien au-dessus de leurs capacités.

# Source : ONU

# Dans un Venezuela en crise, l'élevage se transforme en une activité à risques

Des peaux en état de décomposition sur la route, c'est tout ce qui reste de trois vaches volées et dépecées. Dans les Llanos, une région traditionnelle d'élevage au Venezuela, les vols, les occupations et les expropriations mettent en péril la production bovine.

# Les voleurs de bétail bénéficient d'impunité.

Selon la Fédération nationale de l'élevage (Fedenaga), la production de viande au Venezuela a chuté à cause des attaques contre les cheptels.

José Antonio Espinoza, un fermier de San Silvestre, ne cache pas sa peur. "Je ne peux plus dormir dans ma ferme", explique à l'AFP cet éleveur dont la famille se consacre à la production bovine depuis six générations.

Sur ses terres, 600 têtes de bétail paissent, surveillées par des hommes à cheval. En un an, 74 taureaux ont été volés. Au loin, un vol de vautours signale un nouveau massacre ; la viande est vraisemblablement déjà en route pour le marché noir, qui a prospéré avec les pénuries alimentaires.

L'image de carte postale de grands troupeaux dans les vastes plaines herbeuses du Venezuela semble désormais révolue tant le cheptel s'est réduit. Cette diminution a renchéri le prix de la viande dans les villes.

Les propriétaires sont désespérés : les voleurs tuent indistinctement des taureaux reproducteurs et des vaches laitières. Parallèlement, les occupations de fermes se multiplient.

En février 2016, une vingtaine de bandits ont investi et pillé pendant trois jours une ferme de production de maïs bien connue de San Silvestre.

Nous n'avons pas cessé d'alerter les gendarmes et la police, mais ils ne sont pas intervenus", explique la propriétaire Marisela Febres.

Elle n'a jamais pu récupérer ses terres. Arguant qu'elles étaient inutilisées, l'Institut national des terres (INTI), géré par l'État, les a attribuées cette année à leurs occupants.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez (1999-2013), cinq millions d'hectares de terres agricoles, dédiées à la culture ou à l'élevage, ont été retirées à leurs propriétaires par le gouvernement socialiste, selon la Fedenega.

De plus, les prix fixés par le gouvernement pour les aliments de base sont souvent en-dessous des coûts de production, ce qui a entraîné la faillite de nombreuses exploitations.

Et au Venezuela l'inflation devrait atteindre 10.000.000% en 2019, selon le FMI.

De plus, pour l'élevage de leurs bêtes, les producteurs manquent de tout. Déjà qu’il n'y a déjà pas de médicaments pour les gens… Du coup, les fermiers recourent aux méthodes traditionnelles. La consommation de viande dans le pays a été divisée par trois.

Et même ainsi, l'offre ne suffit plus.

Armando Chacin estime que les politiques mises en œuvre par le gouvernement aggravent les problèmes plutôt qu'elles n'aident à les résoudre. Le 30 novembre, le gouvernement a fait occuper une vingtaine d'abattoirs, accusant leurs propriétaires de spéculation. Il a également décidé de faire baisser les prix de la viande d'un tiers.

De telles initiatives ont provoqué un désastre économique dans le secteur.

Et des cas ont été rapportés de gouverneurs favorables au pouvoir qui ont exigé que les agriculteurs leur vendent une partie de la production, en fixant les prix, afin de la distribuer ensuite à bas prix.

# Source : AFP

# Bolsonaro déterminé à agir contre Cuba et le Venezuela

Le président élu brésilien Jair Bolsonaro a annoncé mardi que son gouvernement fera tout son possible "dans le cadre de la loi, de la démocratie" contre les gouvernements cubain et vénézuélien.

L'ancien militaire âgé de 63 ans, qui ne dissimule pas son aversion pour les gouvernements de gauche, a répété que "ni le dictateur cubain" Miguel Diaz-Canel "ni le dictateur vénézuélien" Nicolas Maduro n'ont été invités à sa cérémonie d'investiture qui aura lieu le 1er janvier à Brasilia.

"Après tout, c'est une célébration de la démocratie. Là-bas, les élections n'existent pas, et lorsqu'il y en a, elles sont soupçonnées de fraude, alors cela ne nous intéresse pas", a précisé le futur chef de l'Etat.

Le Brésil, comme les autres pays partageant une frontière avec le Venezuela, a vu l'arrivée de nombreux migrants en provenance de ce pays. M. Bolsonaro a répété que le futur gouvernement va "dénoncer et révoquer" le Pacte mondial sur les migrations de l'ONU, signé la semaine dernière à Marrakech (Maroc) par près de 160 pays, dont le gouvernement actuel du Brésil.

# Source : AFP

# Brésil : le président Temer inculpé pour corruption

Le président brésilien Michel Temer a été inculpé mercredi pour corruption et blanchiment d'argent par le parquet général du Brésil après qu'une enquête menée par la police fédérale a révélé que Temer avait reçu des pots-de-vin en lien avec les concessions portuaires.

Michel Temer, arrivé à la présidence en 2016 quand Dilma Rousseff a été destituée pour avoir maquillé les comptes publics, bénéficie d'une immunité jusqu'à la fin de son mandat au 1er janvier prochain.

Il appartient à la chambre basse du Congrès de voter pour autoriser la tenue d'un procès contre Temer, qui pourrait le cas échéant s'ouvrir au début de l'année prochaine.

La présidence a déclaré que Michel Temer prouverait qu'il n'y a eu aucune irrégularité.

# Source : Reuters

# Brésil : le débat sur les armes ravivé avec l'élection de Bolsonaro

L'engagement du président élu d'extrême droite Jair Bolsonaro de faciliter l'acquisition d'armes par la population, actuellement assez restreint au Brésil, lui a valu l'adhésion de nombreux électeurs, mais inquiète certains analystes, qui redoutent une recrudescence de la violence.

C'est justement pour lutter contre l'insécurité que le futur chef de l'Etat considère que les "gens bien" doivent pouvoir s'armer pour assurer eux-mêmes leur défense.

# Le Brésil est un des pays les plus violents au monde, avec un nombre record de 63.880 homicides en 2017.

Aujourd'hui, les criminels ont accès très facilement à des armes de contrebande, y compris des fusils d'assaut, des armes de guerre. L'Institut brésilien de recherches économiques Appliqué (Ipea) considère que le nombre d'homicides serait 12% plus élevé sans la loi entrée en vigueur fin 2003 qui encadre fortement le port d'armes.

Malgré toutes les restrictions, qui comprennent notamment une longue série de documents administratifs à fournir et des délais à rallonge pour obtenir l'autorisation d'acheter une arme, les demandes ont explosé ces dernières années.

En 2005, près de 64% des Brésiliens avaient rejeté par référendum une loi qui prévoyait l'interdiction totale de la commercialisation d'armes au Brésil.

# Parmi les différents moyens légaux pour posséder une arme à feu, l'un des plus simples est d'obtenir un certificat de pratique de tir sportif (CR).

La radio CBN a montré que le nombre de CR délivrés a plus que doublé en deux ans, passant de 19.000 en 2016 à plus de 40.000 sur les mois de janvier à novembre 2018. "Sur internet, on voit des sites qui donnent des conseils sur les meilleurs moyens d'avoir accès légalement à une arme", déplore Isabel Figueiredo, avocate membre de l'ONG Forum de Sécurité publique.

# Source : AFP

# Brésil : Bolsonaro veut exploiter les ressources d'une réserve indigène

Le président élu du Brésil, Jair Bolsonaro, cherchera à exploiter les ressources naturelles d'une gigantesque réserve indigène dans l'Amazone, à la frontière du Venezuela et de la Guyane, a-t-il promis lundi.

Lors d'une cérémonie d'inauguration à Rio, il a évoqué le potentiel de la réserve Raposa Serra do Sol, dans l'État de Roraima (nord). "C'est la région la plus riche du monde. Il y a moyen d'exploiter de manière rationnelle. Et du côté des indigènes, de leur verser des redevances et de les intégrer à la société".

La Raposa Serra do Sol s'étend sur 17.000 km², sur lesquels vivent quelque 17.000 autochtones. Elle renferme d'importants gisements de minerais comme le niobium, un métal léger utilisé dans la sidérurgie et l'aéronautique, et la deuxième plus grande réserve d'uranium au monde. Cette zone abrite également d'abondantes réserves d'or, d'étain, de cuivre et de diamants.

Pendant sa campagne et peu après avoir gagné l'élection présidentielle en octobre dernier, l'ancien militaire avait déclaré qu'il reverrait la carte des réserves indigènes, les jugeant "surdimensionnées".

"L'indigène ne peut pas rester confiné dans une zone délimitée comme s'il s'agissait d'un animal dans un zoo", estimait M. Bolsonaro dans un entretien il y a quelques mois. Ces personnes sont des "êtres humains comme nous, qui veulent évoluer, avoir l'électricité, un médecin, un dentiste, internet, jouer au football".

Le président élu, qui a remis en question la participation de son pays à l'accord de Paris sur le changement climatique, a également évoqué la possibilité de reprendre les études pour la construction de centrales hydroélectriques en Amazonie.

Selon les experts, une telle initiative bouleverserait l'écosystème du fleuve Amazone et de ses affluents, et forcerait le déplacement des populations.

La Constitution brésilienne protège les droits des peuples autochtones sur leurs terres.

# Source : AFP

# Le Brésil pourrait rester dans l'Accord de Paris sur le climat

Le Brésil pourrait rester dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat si son autonomie est respectée en matière de politique environnementale, a déclaré la semaine dernière son futur ministre de l'Environnement, Ricardo Salles.

L'objectif affiché par l'Accord de Paris est de réduire le recours aux énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre pour contenir la hausse des températures "nettement en dessous de 2°C" par rapport aux niveaux préindustriels et de s'efforcer de limiter cette augmentation à 1,5°C.

# Source : Reuters

# Bolsonaro : "vivre en France est insupportable" à cause des migrants

Le président élu d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a affirmé qu'il était "insupportable de vivre dans certains endroits en France" à cause des migrants et répété qu'il comptait sortir du pacte mondial de l'ONU sur les migrations.

Jair Bolsonaro a répété que le futur gouvernement brésilien allait "dénoncer et révoquer" le Pacte mondial sur les migrations de l'ONU, signé la semaine dernière à Marrakech (Maroc) par près de 160 pays, dont le Brésil représenté par son gouvernement actuel.

"Malheureusement, le Brésil, avec le ministre actuel des Affaires étrangères (Aloysio Nunes, ndlr), a signé le pacte. Nous ne sommes pas contre les immigrants, mais nous devons avoir des critères très rigoureux pour entrer au Brésil. Nous allons dénoncer et révoquer ce pacte sur l'immigration", a-t-il dit.

Jair Bolsonaro et son futur chef de la diplomatie Ernesto Araujo vouent une fervente admiration au président américain Donald Trump et leurs déclarations récentes laissent présager une rupture brutale avec la tradition brésilienne de multilatéralisme.

# Source : AFP

# Inflation, corruption, inégalités : le cercle vicieux de la paupérisation d'Haïti

Dans le dédale des constructions anarchiques qui s'étale sur les collines de Port-au-Prince, les Haïtiens les plus pauvres subissent durement les conséquences d'une forte inflation, d'une corruption au long cours et, depuis quelques mois, de la dévaluation de la monnaie.

Depuis l'été, la monnaie haïtienne a perdu près d'un tiers de sa valeur par rapport au dollar américain, Une dévaluation lourde de conséquences dans un pays important quatre fois plus qu'il n'exporte. Insupportable pour les 60% de la population qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté, la hausse des prix induite est également rude pour la classe moyenne déjà très réduite.

"Beaucoup de parents ont des difficultés pour scolariser leurs enfants car ils doivent choisir entre mettre de la nourriture sur la table et envoyer l'enfant à l'école", relève l'économiste Kesner Pharel, s'inquiétant des inégalités grandissantes.

"Les chiffres sont édifiants : les 20% les plus riches d'Haïti contrôlent plus de 60% des richesses et les 20% les plus pauvres ont moins de 2% des richesses. Cette cohabitation de villas et de bidonvilles est une situation explosive, un cocktail extrêmement dangereux comme on l'a vu en juillet", prévient-il.

La tentative du gouvernement le 6 juillet d'augmenter le prix des carburants jusqu'à 51% a entraîné une révolte à travers le pays, avec des violences en particulier à Port-au-Prince où des incendies volontaires et des pillages ont été répertoriés. Au moins 4 personnes ont été tuées.

Pour essayer de répondre aux besoins les plus urgents, l'exécutif a présenté jeudi devant le parlement une loi de finances prévoyant de doubler le budget du ministère de la Santé, tandis que celui du ministère des Affaires sociales bondirait de plus de 40%.

Pour financer ces mesures, le gouvernement table sur une augmentation de 75% des recettes douanières. Elle semble présager un plan de lutte contre la contrebande.

Sur la seule frontière terrestre, avec la République dominicaine, la perte pour l'État haïtien en droits de douane est estimée à 500 millions de dollars par an.

Selon George Sassine, président de l'association des industries de Haïti, "la contrebande profite à une minorité qui comprend des sénateurs, des députés et aussi des personnes du secteur privé, car il faut bien écouler cette marchandise".

Mais l'omerta prévaut à cause des carences et de la corruption du système judiciaire.

C'est cet enrichissement illicite de la classe politique qui est dénoncé par les Haïtiens les plus pauvres.

# Source : AFP

# Haïti : le succès de la MINUJUSTH dépend du bon fonctionnement du gouvernement

L’envoyée de l’ONU en Haïti, Helen La Lime, a expliqué la semaine dernière devant le Conseil de sécurité que ce pays est confronté à une crise politique et que c’est dans ce contexte que la Mission des Nations Unies s’efforce de mettre en œuvre son mandat.

« La crise politique déclenchée par les violentes manifestations de juillet a été exacerbée par de nombreuses allégations de mauvaise gestion des fonds publics par le gouvernement », a noté Mme La Lime, Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et chef de la Mission des Nations Unies pour l’appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH).

Selon elle, malgré la nomination en septembre d'un nouveau cabinet dirigé par le Premier ministre Jean-Henry Céant, les tensions se sont encore accrues, la population continuant d'exiger une meilleure gouvernance et des éléments de l'opposition demandant la démission du Président Jovenel Moïse.

« Même si les manifestations du 17 octobre et du 18 novembre ont été marquées par des tensions, la Police nationale haïtienne a fait preuve de professionnalisme en faisant face à de grandes foules », a-t-elle ajouté.

C'est dans ce contexte que MINUJUSTH s'efforce de mettre en œuvre son mandat. Même si les progrès sont lents, la Mission a un impact concret et positif sur le renforcement des institutions de l’Etat de droit, le renforcement des capacités de la Police nationale haïtienne et la promotion des droits de l’homme en Haïti.

La Représentante spéciale a estimé que le succès de la MINUJUSTH « dépend toutefois du bon fonctionnement du gouvernement ». C’est pourquoi, au cours des dernières semaines, elle a rencontré les autorités et d’autres acteurs du monde politique et du secteur privé.

Elle s’est dit encouragée par la volonté affichée par le gouvernement d’entamer un véritable dialogue avec l'opposition politique et la société civile, tout en lançant un certain nombre d'initiatives d'apaisement social pour répondre aux griefs de la population. Elle a estimé qu’il était important que la communauté internationale aide le pays à sortir de l’impasse politique.

# Source : ONU

# Nicaragua : Carlos Fernando Chamorro, un journaliste dans le collimateur de Daniel Ortega

Héritier d'une dynastie de personnalités politiques intimement liée à l'Histoire du Nicaragua, le patron de presse Carlos Fernando Chamorro dans le collimateur de Daniel Ortega, n'en démord pas : "j'ai choisi le chemin du journalisme", dit-il dans un entretien exclusif avec l'AFP.

Carlos Fernando Chamorro a été distingué par plusieurs prix prestigieux de journalisme.

Aujourd'hui âgé de 62 ans cet homme à l'élégance patricienne un peu raide est l'un des critiques les plus acharnés du président Ortega.

"J'appartiens à une famille qui a été historiquement impliquée dans la lutte contre la dictature", explique-t-il.

Les locaux du site internet d'information Confidencial dirigé par Carlos Fernando Chamorro ont été mis à sac la semaine dernière par la police et sont occupés depuis lors. Ce dernier épisode d'une crise de huit mois qui a fait plus de 320 morts et qui a envoyé en prison plus d'un demi-millier d'opposants a soulevé une vague d'indignation internationale.

# Source : AFP

# Le Guatemala va expulser les enquêteurs d'un organisme anti-corruption

Le Guatemala a annoncé mardi avoir pris des mesures pour expulser 11 enquêteurs de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), après que le président Jimmy Morales a annoncé en août la fermeture prochaine de la CICIG et interdit au chef de la CICIG de revenir dans le pays.

La CICIG, créée il y a dix ans et soutenue par l'Onu, est une organisation internationale chargée d'aider les autorités guatémaltèques à lutter contre le crime organisé au Guatemala.

# Elle a fait tomber le prédécesseur de Jimmy Morales, Otto Perez, avec une enquête pour corruption, et souhaite poursuivre l'actuel président qu'elle soupçonne de financement illégal.

# Source : Reuters

# EUROPE

# Hongrie : plusieurs milliers de manifestants contre la loi travail

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé vendredi à Budapest au lendemain de la promulgation de la loi hongroise assouplissant le temps de travail, une réforme très controversée qui a déclenché une vague de manifestations depuis son vote au parlement.

Le mouvement de protestation a été déclenché le 12 décembre par le vote au parlement de cette loi qui porte à 400 le nombre des heures supplémentaires annuelles que les employeurs pourront demander à leurs salariés, payables trois ans plus tard.

Vendredi, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a défendu cette réforme contre des manifestants "hystériques".

Selon un sondage publié vendredi par l'institut Publicus, plus des deux tiers des Hongrois estiment que les manifestations sont justifiées.

Lundi soir, environ 2.000 Hongrois s’étaient de nouveau rassemblés devant le siège de la télévision d'Etat à Budapest pour défendre la liberté des médias et l'indépendance de la justice.

La télévision publique est considérée comme un organe de propagande du gouvernement. La contestation du Premier ministre nationaliste prend de l'ampleur.

Les manifestants dénoncent aussi la mainmise de l'Etat sur les médias et l'adoption la semaine dernière d'une loi prévoyant la création de nouveaux tribunaux administratifs compétents pour des questions sensibles telles que la loi électorale, les manifestations et la corruption, qui seront placés sous la tutelle du gouvernement.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, Viktor Orban a modifié le système électoral pour favoriser son parti, le Fidesz, et a mis ses fidèles à la tête des institutions publiques, tandis que ses alliés s'enrichissaient.

Il a été réélu en avril en faisant campagne contre l'immigration face à une opposition faible et divisée. Début décembre, son gouvernement a contraint une université privée, la Central European University, à quitter la Hongrie, dans le cadre de sa longue lutte contre le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros.

# Sources : AFP, Reuters

# Des milliers de manifestants défilent contre le président serbe Vucic

Des milliers de personnes ont manifesté le week-end dernier dans le centre de Belgrade, défiant de fortes chutes de neige, pour protester contre "la violence" du président serbe Aleksandar Vucic et de sa coalition envers l'opposition et les médias.

La manifestation, qui se tenait pour le deuxième weekend d'affilé, est le premier signe important d'opposition depuis le printemps 2017, où des milliers de jeunes Belgradois avaient manifesté pendant des semaines contre la victoire d'Aleksandar Vucic à l'élection présidentielle.

Les partis d'opposition ont appelé à manifester après qu'un de leur chef de file a été physiquement agressé en novembre, en amont d'une réunion politique, dans le centre de la Serbie.

Le bloc d'opposition Alliance pour la Serbie, coalition de partis issus de tout le spectre politique, avait accusé les agresseurs d'être des partisans de la formation politique d'Aleksandar Vucic, le Parti du progrès (SNS, centre droit), ce que les autorités réfutent.

Plusieurs leaders d'opposition ont conduit le cortège, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Vuk Jeremic et l'ex-maire centriste de Belgrade Dragan Djilas.

M. Vucic, fervent nationaliste devenu pro-européen, est accusé par l'opposition et des organisations civiques de dérive autoritaire et de mise sous tutelle des médias.

Le président serbe, en réaction aux manifestations de la semaine précédente, avait déclaré qu'il n'accèderait pas aux demandes de l'opposition.

Dans son dernier rapport, le Parlement européen "encourage fortement les autorités serbes" à "améliorer la situation concernant la liberté d'expression et la liberté de la presse" dans le pays.

# Source : AFP

# Le Kosovo se dote d'une armée pour affirmer sa souveraineté, colère de Belgrade

Le Kosovo a décidé la semaine dernière avec le soutien des Américains de se doter d'une armée (la KSF) pour affirmer sa souveraineté, décision accueillie avec colère par la Serbie, qui ne reconnait pas son indépendance.

Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, exprime sa "préoccupation" et "appelle toutes les parties concernées à la retenue".

Aujourd'hui forts de 2.500 membres, les effectifs de la KSF doivent passer à 5.000, plus 3.000 réservistes.

Depuis la fin de la guerre entre forces serbes et indépendantistes kosovars albanais (1998-99, plus de 13.000 morts), la sécurité du Kosovo est garantie par une force internationale menée par l'Otan, la Kfor.

Le Kosovo est soutenu par les USA, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Les Serbes comptent sur les soutiens russe et chinois.

L'Union européenne a exprimé ses réserves, estimant que le mandat de la KSF "ne devrait être modifié que par un processus inclusif (des Serbes) et progressif, conformément à la Constitution du Kosovo". Celle-ci ne peut être modifiée sans l'aval des élus de la minorité serbe.

La fidélité des quelque 120.000 Serbes du Kosovo, continue d'aller à Belgrade qui refuse l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province, majoritairement peuplée d'Albanais.

Le président serbe Aleksandar Vucic a promis la protection aux Serbes du Kosovo : "S'ils vous attaquent, l'Etat de Serbie aura la force de vous protéger". Un des principaux responsables politiques de la minorité serbe, Goran Rakic, a mis en garde Pristina contre l'envoi de troupes dans le nord du Kosovo, mais a appelé "à la retenue et à ne pas répondre aux provocations".

La semaine dernière se sont succédés les appels à reprendre un dialogue au point mort depuis des mois entre Belgrade et Pristina.

Cette crise intervient dans un contexte tendu, avec la mise en place par Pristina en novembre d'une barrière douanière sur les produits serbes.

# Source : AFP

# Le réseau diplomatique de l'UE infiltré par des hackers

Des pirates informatiques ont infiltré pendant au moins trois ans le réseau de communication diplomatique de l'Union européenne, téléchargeant des milliers de câbles qui reflètent l'inquiétude des Européens face à la politique de Donald Trump, à la difficulté de traiter avec la Russie ou la Chine, ou au risque de voir l'Iran relancer son programme nucléaire.

Ce piratage massif a été révélé mardi par le New York Times. Les enquêteurs sont convaincus que ces hackers étaient employés par l'Armée populaire de libération, l'armée de Chine populaire. Les hackers ont également infiltré les réseaux de l’ONU, du syndicat américain AFL-CIO et plusieurs ministères des Affaires étrangères et des Finances à travers le monde.

# Source : Reuters

# UE : accord sur une réduction de 30% des émissions des camions

Les ministres de l'Environnement de l'Union européenne se sont mis d'accord sur un objectif de réduction de 30% des émissions de dioxyde de carbone (CO²) des camions et des autocars d'ici à 2030, avec un réexamen possible de cet objectif en 2022, a annoncé jeudi la présidence autrichienne de l'UE.

L'UE n'a pour le moment aucune limitation légale des émissions des poids lourds à la différence de pays comme les Etats-Unis, la Chine, le Japon et le Canada. Ces camions représentent près du quart des émissions des Vingt-Huit trouvant leur source dans les transports.

Pratiquer des coupes dans ce secteur, le seul dont les émissions continuent d'augmenter, doit aider en principe l'UE à atteindre son objectif d'une réduction des gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990, conformément à l'accord de Paris sur le climat.

L'Association des constructeurs européens d'automobiles avait milité pour une réduction des émissions des poids lourds bien inférieure, de 7% d'ici 2025 et de 16% d'ici 2030. Elle explique que les possibilités d'électrifier les camions sont bien moindres que pour les automobiles et que cela ne peut marcher que sur de courtes distances et non pour le transport routier.

MAN, filiale poids lourds de Volkswagen, a déjà fait savoir que les nouvelles normes d'émission de CO² coûteraient des dizaines de milliers d'emplois. L'Allemagne abrite Daimler, le premier constructeur de camions européen. L'Europe compte également l'italien Iveco, Paccar et les suédois Volvo et Scania, qui est aussi filiale de Volkswagen.

# Source : Reuters

# L'UE interdit pailles, gobelets et couverts en plastique

Le Parlement et la présidence du Conseil européens se sont entendus pour interdire dix produits en plastique à usage unique, tels que pailles et gobelets en polystyrène, d'ici 2021 dans le cadre de la lutte contre la pollution des océans, annonce l'Union.

Cotons-tiges, couverts, assiettes, pailles, agitateurs pour boissons et récipients alimentaires en polystyrène expansé figurent sur la liste.

# L'usage d'articles tels que les emballages, les gobelets et les couvercles en plastique sera par ailleurs limité et leurs fabricants pourront être tenus de les éliminer dans certains cas.

Toutes les bouteilles en plastique devront contenir au moins 30% de matières recyclées d’ici 2030.

Les producteurs de filtres de cigarettes contenant du plastique auront en outre l'obligation de compenser les coûts de la collecte publique des mégots.

"Nous avons tous entendu les avertissements du Forum économique mondial et d'autres, selon lesquels il y aura plus de plastique que de poisson dans les océans d'ici 2050 si nous continuons à en déverser en mer au rythme actuel", a souligné Elisabeth Köstinger, ministre autrichienne du Développement durable, dont le pays exerce la présidence tournante de l’UE.

# Source : Reuters

# L'UE veut réduire de 37,5% les émissions des voitures d'ici 2030

Les pays membres de l'Union européenne sont parvenus lundi à un compromis sur les objectifs de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO²) des voitures et des véhicules utilitaires, après des mois de négociations.

"Nous sommes arrivés à un compromis pour réduire les émissions des voitures de 37,5% et celles des utilitaires de 31% d'ici 2030", a déclaré le commissaire européen à l'Energie, Miguel Arias Cañete. En octobre, les députés européens ont voté en faveur d'une réduction de 40% d'ici 2030 et de 20% d'ici 2025, des objectifs très critiqués par les constructeurs automobiles.

# Source : Reuters

# Bruxelles salue un geste de la Pologne sur la Cour suprême

La Commission européenne a pris note avec satisfaction de la promulgation par le président polonais Andrzej Duda d'une version amendée de la loi sur la Cour suprême conforme aux requêtes de Bruxelles.

La nouvelle législation, adoptée fin novembre par le parti Droit et Justice (PiS, conservateur) au pouvoir, revient sur la réforme qui abaissait l'âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême et permettait au gouvernement de désigner leurs successeurs.

La Cour de justice de l'UE avait en octobre dernier ordonné la suspension de la réforme de la Cour suprême. Après un résultat en demi-teinte aux élections municipales et régionales d'octobre, le PiS s'efforce d'apparaître comme plus modéré et plus pro-européen afin d'obtenir un deuxième mandat lors des législatives de l'an prochain.

La Commission européenne a engagé il y a un an une procédure contre la Pologne face au risque de violation de l'Etat de droit, susceptible en théorie de déboucher sur une suspension des droits de vote de Varsovie au sein du Conseil européen.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2015, le PiS a fait adopter une douzaine de lois affectant le système judiciaire, dont le fonctionnement du Tribunal constitutionnel, des tribunaux ordinaires, du Conseil national de la magistrature ou encore du parquet.

"Ces actes ont pour caractéristique commune de permettre systématiquement au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif de s'ingérer politiquement dans le pouvoir judiciaire", notait la Commission en décembre 2017. Le revirement de Varsovie sur le départ à la retraite des juges de la Cour suprême pourrait donc ne pas suffire à satisfaire la Commission européenne.

# Source : Reuters

# Budget italien : Rome et Bruxelles assouplissent leur position, fin du bras de fer

La Commission européenne est parvenue mercredi à éviter la rupture avec l'Italie sur son budget en annonçant un accord avec la coalition populiste au pouvoir à Rome, qui a accepté de reporter deux de ses mesures phare.

Cet accord prévoit 10,25 milliards d'euros d'économies budgétaires, en partie grâce au "report de l'entrée en vigueur des deux principales mesures" du gouvernement italien : la réforme des retraites et le revenu de citoyenneté, un revenu minimum en faveur des plus défavorisés, a expliqué le vice-président de l'exécutif européen, Valdis Dombrovskis.

La solution "n'est pas idéale, mais elle permet d'éviter à ce stade l'ouverture d'une "procédure pour déficit excessif"", qui peut aboutir à terme à des sanctions financières, a-t-il ajouté.

Cet accord met fin à plusieurs semaines de bras de fer.

Le compromis conclu mercredi porte sur un déficit public à 2,04% du Produit intérieur brut (PIB) - contre 2,4% initialement annoncés - avec des prévisions de croissance ramenées à 1% pour l'an prochain, au lieu de 1,5%.

Il doit permettre d'éviter une aggravation de l'énorme dette italienne, qui s'élève à environ 130% de son PIB.

En acceptant un budget révisé de l'Italie, Bruxelles fait finalement preuve d'une grande souplesse dans l'application des règles européennes.

La situation était devenue politiquement sensible pour Bruxelles quand la France a annoncé en décembre des dépenses supplémentaires pour répondre à la crise des "gilets jaunes", qui devraient la conduire à dépasser le seuil de 3% de déficit public en 2019.

Les Italiens avaient alors mis en garde la Commission contre une différence de traitement avec la France. Bruxelles va par ailleurs accorder à l'Italie une flexibilité pour "circonstances exceptionnelles" pour lui permettre de faire face aux risques sur ses infrastructures routières et aux inondations de grande ampleur.

# Source : AFP

# Italie : moins de migrants mais sans doute plus de clandestins

En six mois de pouvoir en Italie, la Ligue (extrême droite) a obtenu un quasi-blocage des arrivées de migrants mais les experts redoutent que ses mesures n’augmentent le nombre et la marginalisation des clandestins dans la péninsule.

Dès son arrivée au ministère de l'Intérieur en juin, Matteo Salvini, patron de la Ligue, a mis en place sa promesse de fermer les ports aux navires secourant des migrants au large de la Libye, qu'ils soient d'ONG, commerciaux ou même de garde-côtes italiens.

Il a été aidé par les accords controversés conclus par son prédécesseur de centre gauche pour bloquer les migrants en Libye, mais les résultats sont nets : le ministère fait état de 9.500 arrivées sur les côtes entre juin et novembre, dont les deux tiers par des routes secondaires via la Tunisie, la Turquie ou l'Algérie, contre 57.000 sur la même période l'an dernier.

Parallèlement, M. Salvini a réussi à faire adopter en un temps record un décret-loi très controversé réformant le système d'accueil des demandeurs d'asile et limitant fortement les permis de séjour.

La principale mesure du texte est d'abolir les permis de séjour humanitaires accordés jusqu'à présent aux personnes vulnérables, familles ou femmes seules avec enfants, victimes de traumatismes pendant leur périple vers l'Italie...

Depuis 2008, plus de 120.000 personnes avaient obtenu un titre de séjour humanitaire, valable deux ans et renouvelable. Leur seul moyen de rester légalement en Italie, même pour les tout jeunes majeurs encore scolarisés, sera de le convertir en titre de séjour pour motif de travail, une procédure très complexe.

Au total, entre les permis actuels qui ne seront pas renouvelés et ceux qui ne seront plus accordés, le chiffre de "100.000 clandestins en plus est une estimation basse", explique Valeria Carlini, porte-parole du Conseil italien pour les réfugiés (CIR).

Parallèlement, les possibilités d'expulsions restent très limitées.

Et d'autres mesures touchent ceux qui sont déjà bien installés.

Les mesures risquent aussi de supprimer des milliers d'emplois dans les centres d'accueil des demandeurs d'asile, qui hébergent encore 142.000 personnes (contre 186.000 il y a un an), mais dont les services doivent être réduits au minimum.

# Source : AFP

# Salvini critiqué en Italie pour avoir dénoncé les "terroristes" du Hezbollah

Matteo Salvini, vice-président du Conseil italien, a qualifié à plusieurs reprises le Hezbollah libanais de mouvement "terroriste" lors d'une visite en Israël, créant la polémique en Italie.

Au cours de sa visite de deux jours au Proche-Orient, Matteo Salvini ne s'est pas rendu en Cisjordanie occupée et n'a rencontré aucun dirigeant palestinien.

"Il est étrange de lire dans les journaux italiens que certaines personnes s'étonnent que je nomme des terroristes islamistes par leur nom", a dit mercredi sur Facebook le chef de file de la Ligue, parti d'extrême droite qui partage le pouvoir depuis juin avec les contestataires du Mouvement 5 étoiles (M5S).

A la frontière libanaise, Tsahal a découvert des tunnels du Hezbollah, mouvement libanais chiite pro-iranien. L'Italie, qui fournit une part importante des effectifs de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), fait généralement preuve de prudence à l'égard du Hezbollah, bien que l'organisation figure sur la liste européenne des organisations terroristes.

# Source : Reuters

# Vaste incendie à Rome sur fond de crise des déchets

Une quarantaine de pompiers étaient mobilisés la semaine dernière sur l'incendie d'une usine de traitement des déchets du nord-est de Rome, un site contesté par les habitants des quartiers alentours et sur lequel le parquet de Rome a ouvert une enquête.

L'incendie s'est déclaré dans un hangar de 2.000 m2 appartenant à l'AMA, l'entreprise municipale de gestion des déchets de la capitale italienne, et une odeur âcre s'est rapidement répandue sur une bonne partie de la ville.

Selon les médias italiens, ce site fortement contesté par les riverains fait déjà l'objet d'une enquête du parquet de Rome pour "pollution environnementale et traitement des déchets non autorisé".

La ville de Rome est confrontée à un problème chronique de gestion des ordures et l'AMA est la cible de nombreuses critiques de la part des habitants.

Fin octobre, des milliers de Romains avaient manifesté pour réclamer la démission de la maire de Rome, l’accusant d'avoir failli sur les dossiers prioritaires : déchets et transports publics.

En janvier, le ministre de l'Environnement avait averti de la nécessité pour Rome de mettre en place "un plan immédiat et efficace de traitement des déchets" sous peine de sanctions de la part de l'Union européenne.

# Source : AFP

# Au Danemark, une île inhabitée pour migrants "indésirables"

Pour le Danemark, la coupe est pleine : ce pays scandinave, jugeant qu'il ne peut accueillir davantage de migrants sans mettre en péril son modèle social, multiplie les obstacles à l'entrée et au séjour des étrangers.

Dernière annonce en date : la détention d'"indésirables" sur une île inhabitée.

Depuis la vague migratoire de 2015 qui l'a amené à rétablir le contrôle à ses frontières terrestres, le Danemark, gouverné par une coalition de centre-droit soutenue par la droite populiste anti-immigration DF (parti du peuple danois), s'enorgueillit d'avoir adopté près de 100 amendements restreignant les droits des étrangers.

Pour 2019, année électorale, l'objectif de la majorité est clair : faire comprendre aux réfugiés qu'ils ne peuvent rester que provisoirement.

Elle vient de proposer au Parlement une limitation du regroupement familial et la baisse des prestations sociales.

Depuis trois ans, le Danemark n'a pas lésiné sur les moyens pour dissuader les demandeurs d'asile : encarts dans la presse libanaise pour avertir les candidats à l'émigration du durcissement des conditions d'installation sur son territoire, saisie des biens de valeur des migrants au franchissement de la frontière.

Et depuis fin 2017, le nombre de réfugiés issus du programme des quotas des Nations unies est laissé à la discrétion du ministère de l'Immigration et l'intégration, qui a refusé d'en accepter cette année.

Dernier succès en date pour la formation anti-immigration : regrouper sur une île inhabitée des déboutés de l'asile qui ont un casier judiciaire, en attendant leur expulsion, et ceux qui ne peuvent être renvoyés vers leur pays.

Aménagé dans un ancien centre de recherches pour les maladies animales contagieuses sur l'île de Lindholm, ce centre de rétention devrait loger dès 2021 quelque 125 personnes, dont certaines devront quitter rapidement le pays tandis que d'autres seront amenés à rester pour une durée indéterminée.

Plusieurs milliers de Danois sont descendus dans la rue pour protester contre ce projet et le nouveau tour de vis sur l'immigration. Mais selon les derniers sondages, DF pourrait rester le deuxième parti du pays. A quelques mois des législatives, il est crédité de 18% des suffrages, au coude-à-coude avec le parti libéral, à la tête de l'actuel gouvernement.

# Source : AFP

# L'Albanie expulse l'ambassadeur d'Iran accusé de nuire à la sécurité nationale

L'Albanie a expulsé l'ambassadeur d'Iran et un autre diplomate iranien qu'elle accuse d'avoir "porté préjudice à la sécurité nationale", a déclaré mercredi le ministère des Affaires étrangères, sans préciser l'identité des diplomates ni la date de cette expulsion.

L'Albanie a accueilli environ 3.000 membres des Moudjahidines du peuple iranien, parti d'opposition interdit en Iran, donnant lieu à des campagnes de propagande de Téhéran pour les discréditer.

En juillet dernier, le parquet fédéral belge a annoncé qu'un "attentat terroriste" contre un rassemblement de l'opposition iranienne près de Paris avait été déjoué. Les Moudjahidines du peuple, organisateurs de cette conférence, y ont vu la main de Téhéran notamment en raison de l'implication présumée d'un diplomate iranien. L'Iran a rejeté ces accusations.

# Source : Reuters

# La démission du Premier ministre belge acceptée par le roi

Philippe, le roi des Belges, a accepté la démission du Premier ministre Charles Michel et a demandé à son administration de rester en place pour expédier les affaires courantes, a annoncé vendredi le Palais royal.

Le Premier ministre démissionnaire avait perdu le 8 décembre dernier le soutien de la plus importante composante de sa coalition, les nationalistes flamands de la N-VA, qui ont rompu à cause d'un désaccord touchant au pacte de l'Onu sur les migrations.

# Source : Reuters

# La Belgique atteinte par la radicalisation du discours sur l'immigration

La chute du gouvernement belge de coalition est la conséquence d'un durcissement "stratégique" des nationalistes flamands sur l'immigration à l'approche des élections, une attitude qui les a conduits à refuser le pacte de l'ONU soutenu par le Premier ministre, selon des experts.

La Belgique, rappellent-ils, n'est pas le seul pays européen où ce texte, destiné à renforcer la coopération mondiale sur les migrations, a été brandi comme un repoussoir par des partis nationalistes. Mais à ce stade, aucun autre Etat de l'UE n'a connu une crise d'une telle ampleur, ayant abouti mardi soir à une démission de Premier ministre.

Le gouvernement conduit depuis 2014 par le libéral francophone Charles Michel était devenu minoritaire le week-end des 8-9 décembre avec le départ des ministres de la N-VA, le grand parti nationaliste flamand.

Et dix jours de tractations politiques ne lui ont pas permis de retrouver une majorité sur laquelle s'appuyer au Parlement, d'ici aux législatives du 26 mai.

Le texte onusien, ratifié mercredi, pour une migration "sûre, régulière et ordonnée" avait été adopté en juillet à l'unanimité moins les Etats-Unis.

# Source : AFP

# Altercations et manifestations pour le conseil des ministres à Barcelone

Protégé par un important dispositif policier, le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez s'est réuni vendredi à Barcelone pour un conseil des ministres considéré comme une "provocation" par les indépendantistes et marqué par des confrontations entre police et militants radicaux.

A l'appel de plusieurs organisations indépendantistes catalanes - comme l'influente Assemblée nationale catalane (ANC), organisatrice ces dernières années de mobilisations massives pour l'indépendance -, environ 40.000 personnes ont défilé en fin de journée dans le calme avec pour mot d'ordre "Faisons tomber le régime".

Plus tôt, la police régionale a chargé à plusieurs reprises des militants radicaux qui jetaient des barrières et des pierres sur les forces de l'ordre, a constaté l'AFP. Les policiers ont tiré une fois des projectiles en mousse.

Au total, 13 personnes ont été interpellées. Les violences ont fait 62 blessés dont 35 policiers, selon les autorités régionales.

Dès l'aube, plusieurs routes avaient été coupées dans la région par les indépendantistes radicaux des Comités de défense de la République (CDR).

Ce conseil des ministres s'est tenu plus d'un an après la vaine tentative de sécession de la région en octobre 2017 et un an jour pour jour après les dernières élections régionales au cours desquelles les indépendantistes ont confirmé leur majorité au parlement régional.

Pendant sa réunion, le gouvernement a approuvé entre autres une forte augmentation du salaire minimum (22%), une hausse du salaire des fonctionnaires ainsi que des investissements dans les infrastructures catalanes.

L'image des scènes de tension de vendredi contraste avec la réunion au sommet jeudi soir entre le chef du gouvernement socialiste Pedro Sanchez et le président indépendantiste régional Quim Torra. A l'issue de celle-ci un inhabituel communiqué commun a été diffusé pour affirmer le "pari d'un dialogue effectif" en vue de "garantir une solution" à la crise catalane.

Les positions sur l'autodétermination de la Catalogne restent toutefois diamétralement opposées.

Cette reprise du dialogue a été dénoncée avec virulence aussi bien par les séparatistes radicaux que par la droite espagnole.

Investi à la tête du gouvernement début juin notamment grâce aux voix des indépendantistes catalans, Pedro Sanchez avait entamé son mandat avec la volonté de renouer le dialogue. Mais le ton s'était durci ces dernières semaines entre les deux parties.

# Source : AFP

# Espagne : le gouvernement annonce la hausse de 22% du salaire minimum

Le chef du gouvernement espagnol a annoncé la semaine dernière qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22%. Il fait ainsi passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019, qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement. Cette mesure devrait coûter 340 millions d'euros et a été durement critiquée par l'opposition de droite.

# Source : AFP

# Pour réduire l'immigration, Londres annonce un système reposant sur les compétences

Le gouvernement britannique a présenté mercredi ses propositions pour réguler et réduire l'immigration après le Brexit, alors que la classe politique demeure dans l'impasse sur l'accord de retrait de l'UE.

Le ministre de l'Intérieur Sajid Javid a annoncé la mise en place d'un "système d'immigration unique, basé sur les qualifications". Il a souligné que ce nouveau système mettra fin à la libre circulation des citoyens européens vers le Royaume-Uni.

Mais il a adressé un message aux trois millions d'Européens déjà installés outre-Manche : "nous voulons que vous restiez, et nous protégerons vos droits".

Les nouvelles règles d'attribution des visas "donneront la priorité aux personnes ayant les compétences dont nous avons besoin".

# M. Javid a annoncé qu'il n'y aurait "pas de plafond" au nombre de travailleurs qualifiés entrant dans le pays mais que ceux-ci devraient justifier d'un niveau de salaire minimum.

Un dispositif spécial pour le recrutement de travailleurs saisonniers non qualifiés sera également mis en place.

Enfin, "il n'y aura pas de limite au nombre d'étudiants internationaux" accueillis au Royaume-Uni, a précisé Sajid Javid. Ces propositions ont suscité de vives réactions.

# Le CBI, principale organisation patronale britannique, a déclaré craindre qu'elles ne renforcent des "pénuries de personnels déjà criantes" dans "les hôpitaux, la construction ou la distribution".

Au cours de la dernière séance de questions à la Chambre des Communes, la cheffe du gouvernement a été accusée par le leader de l'opposition Jeremy Corbyn d'avoir plongé le pays dans une "crise nationale" en ayant retardé à janvier le vote, initialement prévu le 11 décembre, sur l'accord de Brexit, pour éviter un échec annoncé.

"La réalité est que la Première ministre cherche à gagner du temps. Mais il n'y a pas de majorité pour ce lamentable accord", a-t-il vociféré. Il a également tancé le "gaspillage criminel d'argent public", en référence aux deux milliards de livres (2,2 milliards d'euros) débloqués la veille par le gouvernement pour accélérer les préparatifs en vue d'un possible Brexit sans accord.

Ce scénario "serait un désastre pour le pays, aucun gouvernement raisonnable ne peut l'autoriser".

L'opposition au texte, majeure, renforce la probabilité d'un Brexit sans accord au 29 mars 2019.

# Source : AFP

# Face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée, l'Allemagne va recruter à l'étranger

Confrontée au vieillissement de sa population et à une pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs, l'Allemagne veut recruter à l'étranger des travailleurs qualifiés en se dotant pour la première fois d'une loi sur l'immigration.

Un projet de "loi sur l'immigration de travailleurs qualifiés" a été adopté par les ministres d'Angela Merkel, à l'issue de tractations de dernière minute entre les partis social-démocrate SPD et conservateur CDU/CSU de la "grande coalition".

# L'objectif du projet de loi, qui doit être adopté au Parlement en 2019, est de répondre au manque de main-d’œuvre criant dans certains secteurs de l'économie phare de l'Europe.

# L'Allemagne entend recruter dans des secteurs stratégiques comme l'informatique, les technologies de l'information ou les métiers de la cuisine et des soins aux personnes âgées.

Selon des experts de l'Université de Constance et de l'Agence fédérale pour l'emploi, face au vieillissement de ses actifs, l'Allemagne aura besoin annuellement en moyenne jusqu'en 2050 de 400.000 travailleurs originaires de pays hors de l'UE.

Le patronat réclame à cor et à cri que cette immigration soit facilitée.

Mais la droite conservatrice redoute plus que tout que cette nouvelle législation ne serve d'"appel d'air" pour une nouvelle vague d'immigration après l'arrivée de plus d'un million de migrants en 2015 et 2016 qui a redessiné le paysage politique allemand sur fond d'inquiétudes d'une partie de la population.

Ce projet de loi sera notamment soumis à une chambre des députés qui compte depuis 2017 plus de 90 députés d'extrême droite. De son côté, la Fédération des syndicats allemands DGB a mis en garde contre le texte, craignant qu'il ne provoque un dumping sur les salaires et l'exploitation de la main d'œuvre étrangère.

Le ministre de l'Economie, Peter Altmaier, a jugé qu'il s'agissait d'un "jour historique" pour l'Allemagne qui met un terme à un long "débat idéologique" sur l'immigration. Le pays compte déjà 14,9% de personnes nées à l'étranger, selon l'ONU, mais il a encore du mal à se considérer comme une terre d'immigration.

Si dès les années 1960, elle a fait venir de Turquie et de Grèce de nombreux étrangers pour travailler dans ses usines, ils étaient considérés comme des "travailleurs invités" appelés à rentrer dans leur pays. Dans les faits, nombre d'entre eux sont restés.

# Source : AFP

# La Cour constitutionnelle allemande déboute l'AfD sur la politique d'asile

La cour constitutionnelle allemande a rejeté mardi une plainte du parti d'extrême droite AfD contre la politique d'asile du gouvernement. Elle a estimé que l'AfD n'avait pas apporté la démonstration que la décision de la chancelière d'ouvrir les frontières aux réfugiés en 2015, sans demander l'autorisation du Bundestag, avait porté atteinte à ses droits constitutionnels.

Le parti d'extrême droite, devenu la principale force d'opposition au Bundestag lors des législatives de septembre 2017, estime que les réfugiés arrivés en 2015, la plupart en provenance de Syrie, auraient dû être renvoyés chez eux et que le gouvernement aurait dû demander l'autorisation du Parlement avant d'ouvrir les frontières.

# Source : Reuters

# L'Allemagne dit adieu à la houille et à ses "gueules noires"

En plongeant une dernière fois dans leur houillère de Bottrop, vendredi, les "gueules noires" de la Ruhr tourneront une page majeure de l'histoire allemande, faite de solidarité ouvrière et de cathédrales industrielles désormais obsolètes.

Après des semaines de documentaires et d'éditions spéciales, tout le pays pourra suivre à la télévision dans l'après-midi cet adieu solennel à la houille, en présence du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et du président allemand Frank-Walter Steinmeier.

Les mineurs remonteront un dernier bloc de charbon, "l'or noir" allemand envoyé aux oubliettes par la houille étrangère à bas coût, pendant que la chorale charbonnière de la Ruhr entonnera le Steigerlied, l'hymne traditionnel des mineurs.

Les galeries creusées pendant 150 ans, soit six générations de mineurs, à la pioche puis à la foreuse, seront ensuite scellées et progressivement noyées par les eaux de ruissellement.

La Ruhr a compté jusqu'à 600.000 mineurs après la Seconde guerre mondiale.

Dans la Ruhr, déjà frappée par le déclin de son autre fierté industrielle, la sidérurgie, une difficile reconversion s'annonce, doublée d'une mise en valeur touristique des anciens sites.

Depuis que Berlin a programmé la fermeture des houillères, les autorités tentent de faire du bassin minier un pôle de compétitivité, dense en universités, centres de recherche et start-ups.

Pour l'Allemagne, qui avait maintenu les mines sous perfusion financière pour éviter un choc trop brutal, l'adieu à la houille est toutefois loin de signifier l'abandon du charbon.

Près de 40% du mix électrique allemand repose encore sur ce minerai, sous ses deux formes : la houille importée et plus encore son cousin très polluant et bon marché, la lignite.

Le pays compte ainsi plusieurs immenses mines de lignite à ciel ouvert, dont l'une est occupée par des militants écologistes dans la forêt de Hambach. Et les centrales au charbon venues d'Australie ou de Chine turbinent à plein régime, y compris dans la Ruhr.

La première économie européenne est en effet lancée dans une transition énergétique périlleuse, et a besoin du charbon pour accompagner la sortie du nucléaire, tandis que la montée en puissance des renouvelables pose des problèmes de transport et de stockage.

Pressé par ses engagements climatiques, le gouvernement allemand doit annoncer début février les grandes lignes de son plan d'abandon progressif du charbon, pour l'heure attendu à l'horizon 2050.

# Source : AFP

# La charia n’avait pas lieu de s’appliquer en Grèce, dit la CEDH

L’application systématique en Grèce de la charia, ou droit sacré islamique, en matière de droit civil pour la minorité musulmane de Thrace occidentale était discriminatoire, estime la Cour européenne des droits de l’homme dans un arrêt rendu mercredi.

La juridiction du Conseil de l’Europe a condamné Athènes pour violation des droits d’une veuve qui n’avait hérité que d’un quart des biens de son défunt mari, musulman comme elle, en dépit d’un testament qui en faisait son unique héritière.

Les deux sœurs du défunt avaient contesté devant les tribunaux le document, établi conformément au code civil grec, en invoquant les droits culturels et religieux garantis aux musulmans de Thrace par les traités de Sèvres en 1920 et de Lausanne en 1923.

"Les traités de Sèvres et de Lausanne ne font pas obligation à la Grèce d’appliquer la charia", tranche la Cour de Strasbourg dans un arrêt de grande chambre, sa formation la plus solennelle, rendu à l’unanimité des juges.

Ils rappellent que l’application de la charia est incompatible avec certains engagements internationaux de la Grèce, notamment lorsqu’elle crée une discrimination entre les hommes et les femmes.

La Cour note avec satisfaction l’entrée en vigueur en Grèce, le 15 janvier dernier, d’une loi abolissant le recours obligatoire à la charia pour le règlement des affaires familiales de la minorité musulmane. Le recours au "mufti", un religieux qui interprète la loi islamique, ne devient possible que lorsque toutes les parties l'acceptent.

# Source : Reuters

# A Chypre divisée, les habitants se rapprochent grâce au patrimoine à restaurer

Sur l'île de Chypre, divisée depuis plus de 40 ans, les habitants du nord et du sud se retrouvent loin de la politique pour restaurer leur patrimoine et créer du lien, au moment où les négociations pour réunifier le pays sont au point mort.

Depuis dix ans, des dizaines d'églises, mosquées et monuments historiques ont été reconstruits ou rénovés par des Chypriotes-grecs et des Chypriotes-turcs qui ont uni leurs forces pour rendre de leur superbe à un patrimoine endommagé par la guerre ou laissé à l'abandon.

Chypre est divisée depuis que l'armée turque a envahi en 1974 le tiers nord en réaction à un coup d'Etat qui visait à rattacher le pays à la Grèce et qui avait suscité une vive inquiétude dans la minorité chypriote-turque.

Des dizaines de milliers de Chypriotes grecs et turcs ont été déplacés lors du conflit et les deux communautés ont vécu de manière totalement séparée jusqu'à l'ouverture du premier checkpoint en 2003. Le dernier cycle de négociations, organisé en Suisse en juillet 2017, a échoué.

Lancé en 2008, le projet de restauration du patrimoine réunit 12 personnes : 6 choisies par la République de Chypre, située au sud, et 6 par la République turque de Chypre-Nord (RTCN, autoproclamée), uniquement reconnue par Ankara.

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) parraine le projet.

L'Union européenne y a participé à hauteur de 14,7 millions d'euros, en plus de la contribution d'associations ou d'ONG locales.

# Source : AFP

# Le mauvais temps d'automne n'arrête plus les migrants dans le détroit de Gibraltar

L'automne, le froid et la tempête ne freinent plus les traversées de la Méditerranée entre le Maroc et l'Espagne. Du 1er janvier au 9 décembre, 687 migrants sont morts en tentant de gagner l'Espagne par la mer, soit plus de trois fois plus que pendant la même période de 2017.

Cette route migratoire maritime n'est pas la plus mortelle, mais c'est "la plus fréquentée" selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec plus de 55.000 arrivées depuis le 1er janvier.

Les sauveteurs décrivent deux types de migrants : des Africains d'origine subsaharienne heureux à l'arrivée des secours qu'ils ont parfois eux-mêmes alertés et des Marocains tentant coûte que coûte d'atteindre la côte sans être détectés pour éviter d'être renvoyés chez eux.

# Source : AFP

# Suède : le Parlement adopte un budget de l'opposition

Le Parlement suédois a rejeté la semaine dernière un projet de budget présenté par le gouvernement de centre gauche qui administre les affaires courantes depuis les élections législatives du 9 septembre, responsables de la crise institutionnelle que traverse la Suède.

En revanche, un projet soutenu par les Modérés et les chrétiens-démocrates, formations de centre droit, prévoyant une réduction des impôts de 20 milliards de couronnes (1,93 milliard d'euros), a été adopté.

La Suède vit une crise parlementaire depuis les élections de septembre. Aucune formation politique n'est parvenue à constituer une coalition capable d'obtenir une majorité absolue du parlement.

Les partis traditionnels doivent composer avec une percée des Démocrates de Suède, formation d'extrême droite, qui disposent de 62 élus. Ces derniers se trouvent en position d'arbitres et s'opposent à tout gouvernement qui ne prend pas en compte leurs revendications.

# Source : Reuters

# RELATIONS INTERNATIONALES

# Le populisme a eu le vent en poupe en 2018

Il y eut d'abord le Brexit et l'élection de Donald Trump. Puis en 2018, la victoire des populistes et nationalistes en Italie, de Jair Bolsonaro au Brésil, alors que se profilent dans quelques mois les élections européennes.

La démocratie libérale a de moins en moins le vent en poupe. "Les citoyens s('en) détournent (...) en nombre de plus en plus important", écrit dans son dernier best-seller "Le Peuple contre la démocratie" le jeune politologue américain Yascha Mounk.

Ce système, qui conjugue souveraineté populaire et contre-pouvoirs (justice, médias, société civile), est le modèle dominant dans les pays occidentaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais aujourd'hui, ce "système de gouvernement qui paraissait immuable donne l'impression de pouvoir soudain s'effondrer", résume M. Mounk.

La cause principale selon lui : les classes moyennes, un socle démographique et politique que ces pays ont négligé. Emmanuel Macron peut en témoigner : quand cette partie importante de la population se révolte, en enfilant un gilet jaune comme cet automne en France, la situation devient vite intenable pour un gouvernement.

Une des exigences de ces citoyens rétifs est de récupérer une souveraineté populaire qu'ils estiment avoir perdue. Seulement 8% des Français jugent ainsi que les citoyens détiennent le pouvoir, contre 54% qui pensent qu'il est aux mains des marchés financiers, selon un sondage Ifop réalisé pour le journal Ouest-France les 16 et 17 octobre.

Le slogan du Brexit "Take Back Control" (reprendre le contrôle) ne dit pas autre chose. Tout comme la dénonciation du multilatéralisme par Donald Trump, au profit d'une négociation en tête à tête avec ses partenaires internationaux.

La souveraineté populaire est réduite "à peau de chagrin", estime Patrick Moreau, le rédacteur en chef de la revue canadienne de débats Argument, dans une tribune au journal Le Devoir. En cause, les règles du jeu du commerce international et l'importance prise par les "minorités".

Et beaucoup de personnes se défient des corps intermédiaires (syndicats, médias) qu'ils jugent trop compromis avec le pouvoir et incapables de les représenter. Elles tendent par conséquent à voter pour celui ou celle qui lui promet de lui rendre ce pouvoir perdu.

Avec évidemment, un risque potentiel pour l'Etat de droit, si le dirigeant élu commence à détricoter les acquis libéraux : remise en cause de certaines libertés, mise sous tutelle d'institutions indépendantes, attaques contre la presse ou certaines ONG, etc... La Hongrie ou la Pologne sont régulièrement accusées par les régimes occidentaux d'entorses aux libertés.

# Source : AFP

# Pékin réfute les accusations de Washington de piratage informatique

Le ministère chinois des Affaires étrangères a fermement rejeté vendredi les accusations émises par les Etats-Unis selon lesquelles la Chine mène des opérations d'espionnage économique, et a demandé à Washington de retirer l'acte d'accusation visant deux ressortissants chinois soupçonnés de piratage.

Le département américain de la Justice a dévoilé jeudi l'acte d'accusation de deux ressortissants chinois soupçonnés d'avoir piraté les systèmes informatiques de nombreuses entreprises et services publics américains, dont la Marine et la NASA. Londres et Washington ont par ailleurs accusé jeudi Pékin de violer les accords sur le cyberespionnage à des fins commerciales.

"Nous demandons aux Etats-Unis de remédier immédiatement à ses erreurs et à cesser ses diffamations relatives à la sécurité informatique", a dit le ministère chinois des Affaires étrangères, ajoutant que la Chine prendrait les mesures nécessaires pour veiller à sa propre cybersécurité et à ses intérêts.

C'est de longue date un "secret de Polichinelle" que les agences américaines ont piraté et mis sur écoute des gouvernements étrangers, des sociétés et des individus, est-il écrit dans le communiqué.

Les deux hommes inculpés par le département américain de la Justice, identifiés sous les noms de Zhu Hua et de Zhang Jianguo, auraient dérobé des données commerciales et technologiques confidentielles. Selon l'administration américaine, ils travaillaient pour le compte du ministère chinois de la Sécurité publique.

"L'objectif de la Chine est tout simplement de remplacer les Etats-Unis en tant que première puissance mondiale et ils (les Chinois) utilisent des méthodes illégales pour y parvenir", a déclaré Chris Wray, directeur du FBI, lors d'une conférence de presse.

Les pirates à l'origine de l'opération, qui dure depuis plusieurs années, se sont introduits à de nombreuses reprises dans les réseaux d'HPE et d'IBM, et y ont été actifs parfois pendant des semaines, voire des mois, a-t-on précisé de source informée. IBM a ouvert une enquête cet été et HPE, début 2017.

Les relations diplomatiques et commerciales déjà tendues entre Washington et Pékin se sont encore détériorées récemment avec l'arrestation à la demande des Etats-Unis de Meng Wanzhou, directrice financière du géant chinois des télécommunications Huawei Technologies à Vancouver.

# Source : Reuters

# Pékin prévoit des discussions commerciales Chine-USA en janvier

Le ministère chinois du Commerce a déclaré que de nouvelles discussions commerciales avec les Etats-Unis étaient prévues en janvier. Les possibilités de coopération entre les deux pays dans le domaine du commerce international sont immenses et cette coopération peut être bénéfique aux deux parties, a déclaré Gao Feng, porte-parole du ministère.

# Source : Reuters

# Chine : Ottawa demande la "libération immédiate" de deux Canadiens

Le gouvernement canadien a exigé vendredi de la Chine "la libération immédiate" de deux Canadiens arrêtés le 10 décembre sur des soupçons de menace à la sécurité nationale, qualifiant leur détention d'"arbitraire".

Pour plusieurs observateurs, ces deux arrestations pourraient être un moyen pour la Chine de faire pression sur Ottawa après l'interpellation début décembre à Vancouver de la directrice financière du géant chinois des télécommunications Huawei, Meng Wanzhou, à la demande de la justice américaine.

Ottawa a également obtenu une nouvelle fois vendredi le soutien des Etats-Unis, qui ont appelé à la "libération immédiate" des deux Canadiens en exprimant leur "profonde inquiétude" concernant leur détention.

Mme Meng a été libérée sous caution à Vancouver au lendemain de l'arrestation des deux Canadiens, dans l'attente d'une procédure d'extradition vers les Etats-Unis qui pourrait prendre plusieurs mois.

Washington la soupçonne de complicité de fraude pour contourner les sanctions américaines contre l'Iran et elle encourt plus de trente ans de prison si elle est jugée devant un tribunal américain.

# Source : AFP

# Les USA rejettent les propositions de réforme de l'OMC

Les propositions de réforme de l'Organisation mondiale du commerce ne répondent pas aux préoccupations formulées par les Etats-Unis, a déclaré devant le Conseil général de l'OMC le représentant américain Dennis Shea, mercredi.

L'administration Trump estime que l'OMC ne remplit pas son rôle de régulateur du commerce mondial car elle n'est pas parvenue à contraindre la Chine d'ouvrir son économie depuis son adhésion à l'organisation en 2001.

Afin de faire pression sur l'OMC, les Etats-Unis ont bloqué les nouvelles nominations de juges au sein de l'Organe d'appel. La stratégie de blocage observée par les Etats-Unis est largement contestée par les autres pays membres qui dénoncent une paralysie d'un organe chargé de faire appliquer le droit international.

Lors du sommet organisé début décembre à Buenos Aires, les dirigeants des Etats membres du G20 se sont mis d'accord sur la nécessité d'une refonte de l'OMC pour régler les conflits commerciaux.

Malgré cet engagement, Donald Trump a démontré une nouvelle fois son aversion pour le multilatéralisme et son goût pour les négociations bilatérales.

En marge de ce sommet, il avait rencontré le président chinois Xi Jinping afin d'apaiser les relations commerciales tendues entre Washington et Pékin.

Les deux premières puissances mondiales se livrent depuis plusieurs mois une guerre douanière, Donald Trump estimant que les accords commerciaux actuels favorisent la Chine et désavantagent les Etats-Unis.

# Source : Reuters

# Pas d'accord à l'ONU pour compenser un désengagement financier des Etats-Unis

Les membres de l'ONU ne sont pas parvenus à s'entendre pour compenser un désengagement financier des Etats-Unis de 220 millions de dollars au budget annuel des opérations de paix, selon des diplomates.

Pour les opérations de paix, la part des Etats-Unis, premier contributeur financier, représente environ 28% du budget. Le président américain Donald Trump avait annoncé en septembre que Washington voulait la réduire à 25%, représentant 220 millions de dollars.

Dans les discussions, selon des sources diplomatiques, le "Groupe des 77 et de la Chine" (en réalité 134 pays) a tenté de faire établir une obligation de payer pour l'Union européenne en raison de son statut d'observateur à l'ONU.

"Hors de question", a répondu l'UE, en soulignant que la part additionnée des Européens représentait déjà 32% du budget fonctionnement et 30% du budget opérations de paix.

# Selon des diplomates, dans leur quête de substituts, les Etats-Unis ont approché en vain plusieurs pays pour les convaincre de payer la différence.

# Source : AFP

# Pour Poutine, l'Occident veut "freiner le développement" de la Russie

Vladimir Poutine a dénoncé jeudi la volonté des Occidentaux de freiner la "montée en puissance" et le "développement" de la Russie, promettant une nouvelle vague de croissance économique pour son pays lors sa conférence de presse annuelle.

Le président russe s'est livré à cet exercice très attendu - devenu une tradition depuis son arrivée au pouvoir en 2000 - dans un contexte de tensions renouvelées avec l'Occident, notamment autour de l'intention américaine de se retirer d'un traité nucléaire et de l'incident armé avec l'Ukraine au large de la Crimée en novembre.

Interrogé sur les sanctions occidentales contre la Russie, en place depuis 2014 suite à l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, Vladimir Poutine a assuré qu'elles étaient liées à "l'augmentation de la puissance de la Russie".

Faisant ensuite référence aux scandales d'espionnage et aux accusations contre son pays, notamment l'empoisonnement en Grande-Bretagne de l'ex-agent double Sergueï Skripal, Vladimir Poutine y a vu la même logique à l'œuvre.

Mais Vladimir Poutine doit aussi faire face à une montée du mécontentement chez lui, en raison d'une impopulaire réforme des retraites qui a fait chuter son taux de popularité et provoqué des défaites électorales inhabituelles pour son parti.

C'est d'ailleurs sur la question économique qu'il a débuté sa conférence de presse, faisant la liste des principaux indicateurs économiques du pays, assurant que "la Russie a pleinement les moyens de rentrer dans le top cinq" des économies mondiales.

Vladimir Poutine a été réélu pour un quatrième mandat avec 77% des voix en mars mais sa popularité est aujourd'hui inférieure à 50%. La Russie a connu une récession en 2015 et 2016, sur fond de chute des prix du pétrole et de sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne. Le pays a depuis retrouvé la croissance mais celle-ci reste modeste.

S'exprimant ensuite sur la situation internationale, Vladimir Poutine a mis en garde contre un "effondrement du système international" de contrôle des armes après l'annonce américaine de son intention de se retirer du traité nucléaire INF.

Le président russe avait dit cette semaine que la Russie développerait de nouveaux missiles si Washington abandonnait en effet cet accord, qui abolit la production de missiles balistiques d'une portée de 500 à 5.000 kilomètres.

Il a en revanche jugé que la décision du président américain Donald Trump de retirer les troupes américaines de Syrie, annoncée mercredi, était "juste".

"Donald a raison. Je suis d'accord avec lui", a ajouté M. Poutine en faisant référence au fait que, selon le président américain, l'organisation Etat islamique (EI) avait été vaincue.

Il a aussi évoqué la récente escalade des tensions avec l'Ukraine. Fin novembre, les garde-côtes russes ont capturé trois navires militaires ukrainiens et leurs équipages au large de la Crimée, le premier affrontement armé ouvert entre les deux pays.

Après cette confrontation militaire, le président ukrainien Petro Porochenko a instauré la loi martiale dans plusieurs régions frontalières, tandis que le président américain a annulé sa rencontre avec Vladimir Poutine prévue en marge du sommet du G20 en Argentine.

La Russie a dénoncé à plusieurs reprises une "provocation" ukrainienne, ce que Poutine a réaffirmé jeudi, ajoutant qu'elle était "peut-être" parvenue à faire remonter la cote de popularité de M. Porochenko en vue de l'élection présidentielle ukrainienne de mars 2019.

# Source : AFP

# Poutine accuse Washington d'accroître le risque de guerre nucléaire

Le président Vladimir Poutine, lors de sa conférence de presse annuelle, a accusé jeudi les Etats-Unis d'accroître le risque de guerre nucléaire en menaçant de se retirer du traité de 1987 sur les missiles à portée intermédiaire (INF) et en refusant de discuter de la prolongation du traité New START.

Le président américain Donald Trump a annoncé fin octobre que les Etats-Unis allaient se retirer du traité INF, accusant Moscou de ne pas le respecter. Ce traité signé par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev portait sur le démantèlement des missiles tirés du sol et d'une portée de 500 à 5.500 km.

Pour le président russe, un retrait américain du traité INF aurait des conséquences imprévisibles.

"Nous assistons en fait à l'effondrement de l'ordre international du contrôle des armements et au début d'une course aux armements", a-t-il dit.

Un autre traité russo-américain, le pacte New START, qui limite le nombre d'ogives nucléaires stratégiques, arrive à expiration en 2021.

Vladimir Poutine s'est dit inquiet de voir que Washington ne semblait pas disposé à discuter de sa prolongation.

"Alors nous assurerons notre propre sécurité, comme nous savons le faire. Mais c'est très mauvais pour l'humanité car cela nous rapproche d'un seuil très dangereux", a-t-il souligné.

Le numéro un russe a par ailleurs dénoncé l'idée de doter des missiles balistiques d'ogives conventionnelles.

# Source : Reuters

# L'UE prolonge ses sanctions économiques contre la Russie

Les dirigeants européens réunis en sommet à Bruxelles ont décidé la semaine dernière de prolonger les sanctions imposées à la Russie du fait de sa politique en Ukraine, a annoncé le président du conseil européen, Donald Tusk.

"Décision : l'UE prolonge à l'unanimité les sanctions économiques contre la Russie compte tenu de l'absence totale de progrès dans la mise en œuvre des accords de Minsk", a-t-il tweeté.

Les accords de Minsk visent à mettre un terme au conflit dans l'est de l'Ukraine, où des groupes armes pro-russes contestent le pouvoir de Kiev.

Les relations entre l'Ukraine et la Russie se sont nettement dégradées à la suite de l'arraisonnement de trois bâtiments de la marine ukrainienne le 25 novembre dernier dans le détroit de Kertch.

Dans leur projet de déclaration que Reuters a pu consulter, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne proposent d'aider l'Ukraine dans les régions affectées par les actions de la Russie.

# Source : Reuters

# Les bombardiers russes quitteront le Venezuela le 14 décembre, selon la Maison blanche

La Russie a informé la semaine dernière les Etats-Unis que ses deux bombardiers capables de transporter des armes nucléaires quitteraient le 14 décembre le Venezuela où ils ont stationné quelques jours. Les deux bombardiers stratégiques TU-160 "Cygne blanc" de l'armée de l'air russe, sont capables de transporter des armes nucléaires.

Les deux avions supersoniques ont parcouru plus de 10.000 kilomètres pour gagner le Venezuela afin d'affirmer le soutien du Kremlin au gouvernement du président Nicolas Maduro, "bête noire" de Donald Trump. La semaine dernière, le président Maduro a rencontré Vladimir Poutine lors d'une visite à Moscou.

# Source : Reuters

# Nouveau coup de théâtre : Ghosn reste en prison sur des charges supplémentaires

Nouveau rebondissement judiciaire, Carlos Ghosn a fait vendredi l'objet d'un troisième mandat d'arrêt au Japon sur des charges supplémentaires, anéantissant ses espoirs d'une libération immédiate.

L'arrestation du PDG de l'alliance automobile Renault-Nissan-Mitsubishi Motors, le 19 novembre à Tokyo, avait fait l'effet d'un coup de tonnerre, sa longue garde à vue avait ensuite étonné à l'étranger et le système judiciaire japonais s'était retrouvé sous le feu des critiques.

Selon un communiqué du parquet, Carlos Ghosn est soupçonné d'avoir "failli à sa fonction de PDG et d'avoir causé un préjudice à Nissan".

Concrètement, le parquet lui reproche d'avoir "imputé sur les comptes de la société des pertes d'investissements personnels" subies à cause de la crise financière d'octobre 2008, ce qu'il nie.

Il est aussi accusé d'avoir effectué quatre transactions d'un montant total de 14,7 millions de dollars, d'une filiale de Nissan vers un autre compte à son bénéfice.

Pour le moment, le Franco-libano-brésilien a été inculpé le 10 décembre pour avoir omis de déclarer aux autorités boursières environ 5 milliards de yens (38 millions d'euros) de revenus.

Pendant ce temps, l'alliance Renault-Nissan est dans la tourmente. Les constructeurs japonais Nissan et Mitsubishi Motors ont déjà révoqué à l'unanimité M. Ghosn de la présidence de leurs conseils d'administration, mais le groupe français Renault l'a maintenu jusqu'à présent à son poste, confiant "à titre provisoire" la direction exécutive à son numéro deux Thierry Bolloré.

De son côté, Nissan, lui-même inculpé dans l'affaire, se prépare à une éventuelle libération de son ancien sauveur, qu'il accuse aujourd'hui de tous les maux, notamment d'avoir utilisé des résidences de luxe dans le monde entier aux frais de la compagnie.

Pour le groupe, qui a mené l'enquête pendant des mois en interne avant de transmettre les charges au parquet, "les preuves sont substantielles et convaincantes". "Nissan poursuit ses propres investigations, dont le champ continue de s'élargir", a-t-il dit vendredi dans une brève déclaration.

# Source : AFP

# Facebook de nouveau mis en cause pour le partage de ses données

Facebook a assuré mercredi n'avoir transmis à de grandes entreprises les données de ses utilisateurs qu'avec l'accord de ces derniers, en réponse à un article du New York Times selon lequel le réseau social a accordé à des sociétés comme Microsoft, Netflix, Spotify ou Amazon un accès privilégié aux messages privés ou aux contacts de ses abonnés.

Selon le New York Times, qui a pu se procurer des centaines de documents internes au groupe remontant à 2017, Facebook a transmis à Bing, le moteur de recherche de Microsoft, les noms de pratiquement tous les "amis" de ses abonnés sans leur consentement.

Facebook a également donné à des sociétés comme Netflix ou Spotify la possibilité de lire les messages privés de ses utilisateurs et permis à Amazon d'obtenir les noms et informations de contact de ces mêmes utilisateurs, ajoute le New York Times. Le réseau social a annoncé avoir mis fin à la plupart de ces partenariats, à l'exception de ceux conclus avec Apple et Amazon.

# Source : Reuters

# George Soros "personnalité de l'année 2018" pour le Financial Times

Le milliardaire-philanthrope George Soros a été désigné "personnalité de l'année 2018" par le Financial Times. Il y est décrit comme le "père de l'industrie des fonds spéculatifs", mais également comme le "porte-drapeau de la démocratie libérale et d'une société ouverte" qui a "utilisé sa philanthropie pour combattre l'autoritarisme, le racisme, et l'intolérance".

Originaire de Hongrie, le milliardaire est devenu un bouc-émissaire des nationalistes et des partisans de théories du complot, en Europe et aux États-Unis, qui l'accusent notamment de soutenir l'immigration illégale via son action humanitaire.

En Europe, sa fondation a transféré en août son siège de Budapest à Berlin après l'adoption par le gouvernement de Viktor Orban d'un ensemble de lois intitulé "Stop Soros". Aux États-Unis, le président Donald Trump a aussi accusé le milliardaire, grand donateur des démocrates, de financer les manifestants contre la confirmation à la Cour suprême du juge Brett Kavanaugh.

# Source : AFP

# Premières arrestations en Estonie dans l'enquête sur Danske Bank

Les autorités estoniennes ont arrêté 10 anciens employés de la filiale locale de la banque danoise Danske Bank, dans le cadre d'une enquête internationale sur des soupçons de blanchiment d'argent.

Le Danemark, l'Estonie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis enquêtent sur 200 milliards d'euros de transactions effectuées via cette division estonienne entre 2007 et 2015. Ces arrestations annoncées mercredi par le procureur de la République constituent la première action concrète des autorités contre les suspects dans le cadre de ce scandale.

La menace de la lourde amende que pourrait infliger le département de la Justice américain à Danske Bank a fait plonger l'action de près de 50% depuis mars.

Les 10 Estoniens interpellés mardi et mercredi sont soupçonnés d'avoir appartenu au réseau qui a facilité les flux d'argent sale via la filiale de Danske Bank dans le pays.

# Source : Reuters

# Le Brésil accuse les Européens de bloquer l'accord Mercosur-UE

Le ministre sortant de l'Agriculture du Brésil a estimé la semaine dernière que les Européens ne voulaient pas d'un accord commercial entre l'UE et le Mercosur, le marché commun sud-américain. La chancelière allemande a jugé à Berlin que l'arrivée au pouvoir à Brasilia du président Jair Bolsonaro en janvier prochain compliquerait les négociations.

# Source : Reuters

# Feu vert à l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon

La zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon sera effective le 1er février prochain, a annoncé la Commission européenne après le feu-vert définitif au projet donné par le Parlement européen.

Cet accord devrait donner naissance à la plus grande zone de libre-échange au monde.

Le traité conclu entre les deux blocs libéralise les échanges sur la quasi-totalité des produits.

Le Japon et les pays de l'Union européenne représentent ensemble 635 millions de personnes et environ un tiers du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Selon la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, "nos entreprises, nos agriculteurs et nos fournisseurs de services, entre autres, en retireront des avantages évidents".

L'accord UE-Japon prévoit par exemple la suppression des droits de douane de 10% perçus par l'UE sur les voitures japonaises et de 3% sur les pièces détachées automobiles en général.

Autre disposition notable : les entreprises européennes auront un accès libre aux appels d'offres publics lancés au Japon.

L'accord prévoit aussi l'ouverture à la concurrence du secteur tertiaire : services financiers, télécoms, e-commerce et transports.

# L'Union européenne et le Japon souhaitaient au départ, chacun de leur côté, conclure un accord commercial avec les Etats-Unis.

Mais la volonté affichée par le président Donald Trump de sortir du multilatéralisme dans tous les domaines a incité ces deux puissances commerciales à se tourner l'une vers l'autre.

# Source : Reuters

# DROITS DE L’HOMME / MIGRATIONS

# Davantage de réfugiés accueillis par des proches ou par le biais de permis de travail, selon l’OCDE et le HCR

Au cours des huit dernières années, les pays de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont admis davantage de personnes issues des principaux pays de provenance des réfugiés au moyen de visas autres qu’à titre humanitaire, plutôt que par le biais de programmes de réinstallation, selon des statistiques.

L’étude, réalisée par l’OCDE et le HCR souligne que durant cette période de huit ans, plus de 560.000 personnes en provenance de Syrie, d’Afghanistan, d’Iraq, de Somalie et d’Érythrée sont entrées dans les pays de l’OCDE par le biais de visas familiaux, de visas de travail ou d’étudiants.

À titre de comparaison, 350.400 personnes issues de ces cinq pays sont arrivées par le biais de programmes de réinstallation. Ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes issues des cinq pays et ayant obtenu le statut de réfugiés ou un visa humanitaire par le biais des procédures et des systèmes nationaux d’asile, c’est-à-dire 1,5 million de personnes.

Parmi les visas autres qu’à titre humanitaire qui ont été accordés par les pays de l’OCDE aux personnes issues de ces cinq pays, on constate que 86 % d’entre eux sont des visas familiaux, puis des visas d’étudiants (10 %) et ensuite des visas de travail (4 %).

# Du côté de cette Organisation internationale basée à Paris, on espère que ces données pourront aider les États à renforcer encore davantage leur système d’admission prévisible, durable et centré sur la question de la protection.

D’autant qu’à l’heure où les pays en développement accueillent 85% des réfugiés à travers le monde - soit 16,9 millions - garantir un partage des responsabilités en temps opportun, plus équitable et prévisible en augmentant les possibilités d’accès à un pays tiers est l’un des objectifs clés du Pacte mondial sur les réfugiés.

# Source : ONU

# Le Pacte mondial pour les migrations ratifié largement à l'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a ratifié mercredi à une très forte majorité le Pacte mondial pour les migrations, texte destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre" qui a déchaîné les passions dans plusieurs pays et provoqué la rupture de la coalition gouvernementale en Belgique.

Lors d'un scrutin, 152 pays ont voté en faveur du Pacte qui avait été entériné au Maroc début décembre par 165 membres des Nations unies. 12 se sont abstenus mercredi et 5 ont voté contre : Etats-Unis, Hongrie, République tchèque, Pologne et Israël.

Jusqu'à mercredi, selon des diplomates, Washington n'a pas cessé les pressions directes et indirectes sur les pays pour qu'ils n'adhérent pas au Pacte.

# Le Pacte, premier du genre sur le sujet des migrations, avait déjà été adopté en juillet par l'ensemble des membres de l'ONU à l'exception notable des Etats-Unis.

Après plusieurs défections, il avait été confirmé le 10 décembre lors d'un sommet à Marrakech par 164 pays et l'Union européenne. L'ONU comprend au total 193 membres. Non contraignant, le Pacte recense une série de principes - défense des droits humains, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale, etc - et liste différentes options de coopération.

Il prône l'interdiction des détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

# Au cours des derniers mois, le Pacte a déchaîné les passions, notamment en Europe.

Une quinzaine de pays (Autriche, Australie, Bulgarie, Chili, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, République dominicaine, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse) avaient ainsi annoncé publiquement leur retrait ou le gel de leur décision.

# La Hongrie a une nouvelle fois dénoncé mercredi à l'ONU "une grave erreur" et brandi la menace de nouveaux flux massifs de migrants dans le monde.

Au Brésil, le nouveau gouvernement qui entrera en fonctions en janvier a annoncé qu'il allait "se dissocier" du texte.

# Cette semaine, Amnesty International a réclamé que "les Etats qui ont adopté le Pacte mondial pour les migrations honorent leur parole et prennent des décisions immédiates pour protéger les droits humains des migrants".

Les pays qui ont refusé d'endosser le Pacte, incluant l'Australie, les Etats-Unis, la Hongrie, l'Italie, l'Autriche ou la Pologne, sont responsables "des pires abus contre des migrants ces dernières années", a dénoncé l'ONG.

Il y a environ 258 millions de personnes en mobilité et migrants dans le monde, soit 3,4% de la population mondiale. Plus de 80% des déplacements entre les pays se font de manière légale. Plus de 60.000 migrants clandestins sont morts depuis 2000 lors de leur périple, selon l'ONU.

# Source : AFP

# Pacte sur les Migrations : les ONG appellent les pays à agir

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies adopté, défenseurs des droits de l'Homme et ONG appellent les pays signataires à mettre réellement en œuvre leurs engagements, au-delà des seuls discours officiels, en plaidant pour un traitement plus humain des migrants.

Un total de 165 --sur 193-- pays membres ont adopté la semaine dernière par proclamation le texte non contraignant destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre, ordonnée et régulière".

Les orateurs ont poursuivi mardi leurs plaidoyers en faveur du Pacte qui a suscité dans plusieurs pays une opposition virulente des souverainistes, des nationalistes et des partisans de la fermeture des frontières.

Le Pacte recense des principes --défense des droits de l'Homme, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale-- et liste 23 propositions pour mieux gérer la migration, comme l'échange d'informations et d'expertises, ou l'intégration des migrants. Il préconise d'interdire les détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

Ses détracteurs le voient comme un encouragement à un flux migratoire incontrôlé. Les défenseurs des droits de l'Homme le soutiennent mais regrettent son caractère non contraignant et le trouvent insuffisant sur plusieurs points : droits des migrants, accès à l'aide humanitaire et aux services de base, statut juridique, etc...

Le Pacte doit encore faire l'objet d'un ultime vote de ratification, le 19 décembre.

# Une quinzaine de pays ont fait part de leur retrait ou du gel de leur décision, après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York. Les Etats-Unis avaient quitté le processus en décembre 2017 sous l'impulsion de Donald Trump.

# Source : AFP

# Sans Etats-Unis et Hongrie, l'ONU adopte un Pacte mondial sur les réfugiés

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté lundi à une très grande majorité mais sans les Etats-Unis et la Hongrie un Pacte mondial sur les réfugiés visant à améliorer leur gestion internationale, un texte qui n'a pas suscité les passions ayant entouré le Pacte mondial sur les migrations.

La résolution sur ce Pacte sur les réfugiés a été approuvée par 181 pays, deux ont voté contre - les Etats-Unis et la Hongrie - et trois se sont abstenus (République dominicaine, Erythrée et Libye).

Comme le Pacte sur les migrations, le Pacte mondial sur les réfugiés n'a pas de valeur contraignante. Les deux textes découlent d'une Déclaration de New York adoptée à l'unanimité en 2016 par les 193 membres de l'ONU et qui visait à améliorer leur aptitude à mieux accueillir réfugiés et migrants et faciliter le cas échéant leur retour dans leur pays d'origine.

Le Pacte mondial sur les réfugiés a pour objectif de favoriser une réponse internationale adéquate aux mouvements massifs de réfugiés et aux situations de réfugiés prolongées. Le nouveau Pacte va permettre "de renforcer l'assistance et la protection des 25 millions de réfugiés recensés dans le monde", indique à l'AFP la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU.

"Les pays d'accueil de réfugiés continuent de faire preuve d'une générosité et d'un engagement extraordinaires en faveur de la protection des réfugiés". Mais "plus de 85% des réfugiés dans le monde sont accueillis par des pays à revenu faible et moyen" et "nous devons soutenir les communautés et les Etats qui accueillent des réfugiés".

# Source : AFP

# Plus de 50 journalistes tués dans le monde depuis janvier selon une ONG

Après Reporters sans Frontières, le Comité pour la Protection des journalistes a déploré mercredi les menaces croissantes auxquelles sont confrontés les journalistes à travers le monde, avec un quasi-doublement des journalistes assassinés du fait de leurs fonctions en 2018.

Selon le CPJ, 53 journalistes ont été tués entre le 1er janvier et le 14 décembre 2018, contre 47 sur l'ensemble de 2017. Sur ce total, 34 ont été sciemment visés --y compris l'éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi-- contre 18 l'an dernier.

En revanche, le nombre de journalistes tués dans des conflits est au plus bas depuis 2011, avec treize morts en 2018, indique le CPJ, qui explique la baisse en partie par la difficulté d'accès aux conflits en Syrie ou au Yémen.

Le bilan du CPJ, basé à New York, est inférieur à celui publié mardi à Paris par Reporters sans Frontières : RSF a dénombré 80 journalistes morts en 2018, avec une méthodologie différente incluant notamment les journalistes non professionnels et les collaborateurs de médias, non journalistes.

Mais les conclusions des deux organisations de défense des journalistes se rejoignent.

Le CPJ souligne ainsi, comme RSF, que l'Afghanistan a été le pays le plus meurtrier pour les journalistes cette année.

Le CPJ déplore aussi, avec RSF, le nombre toujours élevé de journalistes emprisonnés --251 en 2018, après 272 en 2017--, sur fond de multiplication des atteintes portées à la liberté de la presse.

Citant en exemple l'affaire Khashoggi qui a été assassiné début octobre dans le consulat saoudien à Istanbul, le CPJ a regretté "un manque de leadership international" pour défendre les journalistes.

Sur ce point, l'organisation américaine épingle l'administration de Donald Trump, qui a refusé de reprendre à son compte les conclusions de la CIA selon lesquelles le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane était responsable de cet assassinat.

# Source : AFP

# Le pape invite les prêtres pédophiles à se livrer

Les prêtres coupables d'agressions sexuelles sur mineurs doivent se livrer, a considéré vendredi le pape François qui présentait ses vœux à la Curie romaine.

"A ceux qui abusent de mineurs, je dirais ceci : convertissez-vous et livrez-vous à la justice des hommes et préparez-vous pour la justice divine".

"Que les choses soient claires, devant ces abominations, l'Eglise ne ménagera pas ses efforts pour faire ce qui est nécessaire pour traîner devant la justice ceux qui commettent de tels crimes. L'Eglise ne cherchera jamais à étouffer ou à ne pas prendre de tels cas au sérieux."

Les chefs des conférences épiscopales de quelque 110 églises, des dizaines d'experts et les dirigeants de congrégations religieuses ont été convoqués du 21 au 24 février 2019 pour une conférence extraordinaire consacrée à la question des abus sexuels.

# Source : Reuters

# Abus sexuels : le pape remanie le C9, le Conseil des cardinaux

L'Australien George Pell et le Chilien Francisco Javier Errázuriz, mis en cause dans des enquêtes sur des scandales sexuels, ne font plus partie du C9, le Conseil des cardinaux chargé de conseiller le pape François, a annoncé la semaine dernière le Vatican.

Mgr Pell, 77 ans, mis en cause par la justice australienne pour non-dénonciation d'actes pédophiles dans les années 1980, dirige par ailleurs le secrétariat pour l'Economie du Saint-Siège mais s'est mis l'an dernier en congé de cette importante fonction, le temps de la procédure judiciaire.

Le cardinal Errázuriz, 85 ans, ancien archevêque de Santiago, est accusé d'avoir ignoré des plaintes de victimes d'agressions sexuelles, ce qu'il dément.

Un troisième membre du C9, le Congolais Laurent Monsengwo Pasinya, 79 ans, quitte également le Conseil.

# Source : Reuters

# L'ONU se félicite de l'adoption de la Déclaration sur les droits des paysans

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'est félicitée de l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Dans une déclaration, la responsable des droits de l'homme a déclaré que « les paysans nourrissent le monde» mais que leurs droits sont souvent compromis, « y compris leur propre droit à l'alimentation ».

La cheffe de l'agence des droits de l'homme des Nations Unies rappelle que les paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales sont également « particulièrement vulnérables » aux impacts du changement climatique et de la destruction de l'environnement.

Avec cette déclaration, Bachelet espère renforcer « l'engagement des États» à tous les niveaux «de défendre et de protéger les droits et la dignité des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ».

La Déclaration s'appuie sur les normes internationales en vigueur qui concernent les droits de plus d'un milliard de personnes, notamment les paysans, les travailleurs ruraux, les petits exploitants agricoles, les pêcheurs, les pasteurs et autres.

# Source : ONU

# L'ONU plaide pour une couverture sanitaire « pour toutes et tous, partout dans le monde »

Être en bonne santé est un droit fondamental qui est indispensable à la réalisation du Programme de développement durable à l’horizon 2030, a déclaré mercredi le Secrétaire général des Nations Unies.

Le chef de l’ONU a regretté que la moitié de la population mondiale n’ait pas accès à des services de santé. En effet, une centaine de millions de personnes sombrent dans la pauvreté chaque année, parce que leurs frais médicaux dépassent de loin leurs moyens, alors que quelque 800 millions dépensent plus de 10% de leur budget pour payer les soins de santé.

# Source : ONU

# PLANETE GLOBALE / RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE / POLLUTION

# La demande mondiale de charbon va augmenter jusqu'en 2023

La demande mondiale de charbon va augmenter jusqu'en 2023, la croissance de la consommation de ce combustible fossile en Inde et dans d'autres pays d'Asie outrepassant sa baisse en Europe et aux Etats-Unis, déclare l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Ce rapport est publié quelques jours après la conclusion de la COP24, la conférence internationale sur la lutte contre le réchauffement climatique, qui et a décidé des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris, lequel prévoit de contenir la hausse de la température mondiale bien en dessous de 2° Celsius par rapport au début de l'ère industrielle.

Le charbon demeure la deuxième plus importante source d'énergie primaire au monde, après le pétrole, et la plus importante source d'électricité.

En Chine, la consommation de charbon devrait décroître, du fait notamment des mesures de lutte contre la pollution atmosphérique.

En Inde, en revanche, la demande devrait augmenter, dopée par la hausse de la production d'électricité à base de houille et par celle d'acier.

# Pour que le monde atteigne ses objectifs en matière de lutte contre le réchauffement, il faudra développer davantage la capture de carbone, ainsi que les technologies de stockage.

# Source : Reuters

# Climat : accord sur des règles d'application de l'Accord de Paris

Près de 200 pays sont parvenus à surmonter leurs divisions le week-end dernier pour se mettre d'accord sur des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, mais certains ont estimé ce compromis insuffisant pour lutter contre les effets du réchauffement climatique.

Cet accord vise à limiter la hausse de la température mondiale à moins de deux degrés Celsius par rapport à l'époque préindustrielle.

Mais l'unité des négociations de Paris s'est fissurée et les Etats-Unis, un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre, ont fait connaître leur intention de sortir du traité.

Néanmoins, les ministres ont réussi à surmonter une partie de leurs divisions pour produire une sorte de règlement de 156 pages qui détaille la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

On y trouve par exemple une section sur la manière dont les pays rendront compte de leurs engagements en matière de réduction de gaz à effet de serre.

Certains pays et groupes de défense de l'environnement ont critiqué le résultat de la COP24.

Ils estiment qu'elle aurait dû appeler à des réductions d'émissions plus ambitieuses pour freiner la hausse des températures.

Les pays les plus pauvres, démunis par rapport au changement climatique, ont de leur côté souhaité plus de clarté sur la manière dont un financement de 100 milliards de dollars par an déjà convenu pour le financement de la lutte contre le changement climatique à l'horizon 2020 serait fourni. Le secrétaire général de l'Onu a souligné le besoin d'approfondir les travaux.

Un rapport du GIEC avertit que, pour maintenir la hausse de la température de la Terre à 1,5°C, il faudra "des changements sans précédent" dans tous les domaines de la société.

D'autant que, selon une étude rendue publique mardi, la température moyenne de la planète est bien partie pour dépasser largement les objectifs fixés en 2015 par l'Accord de Paris.

# Source : Reuters

# Vers une hausse de 3,3°C de la température mondiale d'ici 2100

La température moyenne de la planète est bien partie pour dépasser largement les objectifs fixés en 2015 par l'Accord de Paris sur le climat, lesquels visent à maintenir sa hausse "bien en deçà" de 2° Celsius au-dessus du niveau d'avant la révolution industrielle, lit-on dans une étude rendue publique la semaine dernière.

Selon cette étude, qui émane de Climate Action Tracker (CAT), un consortium de trois organisations européennes de recherche, la planète s'achemine vers une hausse de 3,3° Celsius de la température moyenne d'ici la fin du XXIe siècle.

Mais la hausse pourrait être moins forte que prévu grâce aux efforts importants entrepris ou annoncés par certains pays pour freiner le changement climatique, lit-on dans le rapport de CAT.

Des représentants des pays du monde entier sont réunis du 2 au 14 décembre à Katowice, en Pologne, pour définir dans le cadre de la "COP24" les lignes directrices de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

# Une augmentation de 3°C peut entraîner la disparition des récifs coraliens, la fonte des glaciers des Alpes, la disparition de la banquise d'été dans l'océan Arctique et risque aussi de provoquer la fonte irréversible de la calotte glaciaire du Groenland, tout cela faisant monter sensiblement le niveau des mers, selon le GIEC.

Pour maintenir à 1,5°C la hausse de la température moyenne du globe, il faudrait des changements rapides et sans précédent des comportements humains, concluait en octobre le Giec.

# Source : Reuters